



REPUBLIQUE DU NIGER

Fraternité - Travail - Progrès

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

HAUT COMMISSARIAT A L'INITIATIVE 3N



SITUATION DE REFERENCE DES PROGRAMMES
STRATEGIQUES DE L'INITIATIVE 3N ET CARTOGRAPHIE
DES FINANCEMENTS ET DES ACTEURS



Février 2014

Contenu

<i>Sigles et abréviations</i>	i
<i>Liste des tableaux</i>	iv
<i>Liste des figures</i>	iv
<i>Résumé</i>	v
1. MISE EN CONTEXTE DE L'ETUDE ET JUSTIFICATIONS	1
2. ATTENTES DE L'ETUDE ET METHODOLOGIE DE REALISATION	2
2.1. OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS	2
2.2. METHODE, OUTILS ET LIMITES	2
3. INITIATIVE 3N ET PLAN D'INVESTISSEMENT 2012-2015	4
3.1. INITIATIVE 3N : JUSTIFICATIONS, CONTENU ET OBJECTIFS	4
3.2. PLAN D'INVESTISSEMENT I3N 2012-2015 : ORGANISATION ET PLANIFICATION	5
4. PROFIL REFERENTIEL DU CONTEXTE INITIAL DE MISE EN ŒUVRE DE L'INITIATIVE 3N	7
4.1. PROBLEMATIQUES CONTEXTUELLES LIEES A LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE	7
4.2. ANALYSES CONTEXTUELLES REFERENTIELLES DES PROGRAMMES STRATEGIQUES ET DU PI 3N	8
4.3. FINANCEMENTS DE BASE DES PROGRAMMES STRATEGIQUES ET DU PI 3N	13
5. INTERVENTIONS, FINANCEMENTS, ACTEURS PAR TUTELLE DE MISE EN OEUVRE DE L'INITIATIVE 3N	15
5.1. CABINET DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	15
5.2. CABINET DE LA PRIMATURE	18
5.3. MINISTERE EN CHARGE DE L'AGRICULTURE	23
5.4. MINISTERE EN CHARGE DE L'ENVIRONNEMENT	28
5.5. MINISTERE EN CHARGE DE L'ELEVAGE	31
5.6. MINISTERE EN CHARGE DE LA NUTRITION	34
5.7. MINISTERE EN CHARGE DES ROUTES RURALES	37
5.8. MINISTERE EN CHARGE DU PLAN	39
5.9. MINISTERE EN CHARGE DU COMMERCE	42
6. INTERVENTIONS, FINANCEMENTS, ACTEURS PAR AXE STRATEGIQUE ET PAR PIP DE L'INITIATIVE 3N	44
6.1. ANALYSES GLOBALES SUR LES PROGRAMMES/PROJETS, LES ACTEURS ET LES FINANCEMENTS	44
6.2. ACTEURS, FINANCEMENTS ET INTERVENTIONS PAR AXE STRATEGIQUE ET PAR PIP	46
7. CARTOGRAPHIE ZONALE DES INTERVENTIONS, DES FINANCEMENTS ET DES ACTEURS DE MISE EN OEUVRE DE L'INITIATIVE 3N	50
7.1. DISTRIBUTION COMMUNALE DES PROGRAMMES, PROJETS ET ACTIONS	50
7.2. CARTOGRAPHIE COMMUNALE DES AXES STRATEGIQUES, DES PIP ET DES PARTENAIRES	50
8. ENSEIGNEMENTS ET RECOMMANDATIONS DANS L'EXECUTION DE L'INITIATIVE 3N	53
8.1. ENSEIGNEMENTS ET RECOMMANDATIONS LIES A L'ANALYSE CONTEXTUELLE INITIALE DE MISE EN ŒUVRE DE L'INITIATIVE 3N	53
8.2. ENSEIGNEMENTS ET RECOMMANDATIONS LIES A L'ANALYSE DES FINANCEMENTS ET DES ACTEURS PAR TUTELLE DE MISE EN ŒUVRE DE L'INITIATIVE 3N	54
8.3. ENSEIGNEMENTS ET RECOMMANDATIONS LIES A L'ANALYSE DES FINANCEMENTS ET DES ACTEURS PAR AXES/PIP STRATEGIQUES ET PAR ZONE D'INTERVENTION	59
DOCUMENTS CONSULTES	64
ANNEXES	65

Sigles et abréviations

ADAP : Appui au Démarrage de l'Approche Programme dans le Secteur Rural

ADLRNN : Projet d'appui au développement local des Régions du Nord du Niger - CRIS : 23-812

AECID : Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement

AFD : Agence Française de Développement

AGR : Activité Génératrice de Revenus

AGRA Santé du Sol Micro Dose

AHA : Aménagement Hydro Agricole

AIEA : Agence International de l'Energie Atomique

APCAN : Appui au Dispositif National de Prévention et Gestion des Crises Alimentaires au Niger

BAD : Banque Africaine de Développement

BADEA : Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique

BID : Banque Islamique de Développement

BIDC : Banque Internationale pour le Développement de la CEDEAO

BOAD : Banque Ouest Africaine de Développement

CCPN : Contribution à la Consolidation de la Paix dans le Nord Niger

FCFA : Franc de la Communauté Financière Africaine

CFW : Cash-for-Work

COOPI : Projet de prise en charge de la malnutrition aigüe sévère au Niger

CRENAM : Centre de récupération nutritionnelle ambulatoire pour les enfants malnutris

CRENAS : Centre de récupération nutritionnelle ambulatoire pour sévères

CRENI : Centre de Récupération et d'Education Nutritionnelle Intensif

CTB : Coopération Technique Belge

DANIDA : Danemark International Development Agency (Coopération Danoise)

DNPGCCA : Dispositif National de Prévention et de Gestion des Catastrophes et Crises Alimentaires

FAD : Fonds Africain de Développement

FAO : Food and Agricultural Organisation (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture)

FBS : Fonds Belge de Solidarité

FED : Fonds Européen de Développement

FEM : Fonds pour l'Environnement Mondial

FICOD : Fonds d'Investissement des Collectivités Décentralisées

FIDA : Fonds International pour le Développement de l'Agriculture

FIDA : Fonds international de développement agricole

FKDEA : Fonds Koweitiens de Développement

FMI : Fonds Monétaires International

FSP : Fonds de Solidarité Prioritaire

GMV : Grande Muraille Verte

Ha : Hectare

HC3N : Haut-Commissariat à l'Initiative 3N (les Nigériens Nourrissent les Nigériens)

I3N : Initiative 3 N (les Nigériens Nourrissent les Nigériens)

IAOM : Initiative d'Accélération des Objectifs du Millénaire au Niger 2013-2016

IDA : International Development Agency (Association Internationale de Développement)

INRAN : Institut National de Recherches Agronomiques du Niger

INS : Institut National de la Statistique

JPAD : Jeunes, Paix et Développement dans la Région de Tahoua

Kandadji : Programme de Régénération des Ecosystèmes et de Mise en valeur de la vallée du Niger

Kg : Kilogramme

Kg/hbt : Kilogramme par Habitant

Km : kilomètre

MPAT/DC : Ministère du Plan, de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire

NBSAP : Élaboration du 5ème rapport sur la Diversité Biologique

OFID : Fonds de l'OPEP pour le Développement international.

OPVN : Office des Produits Viviers du Niger

PAA : Programme Africain d'Adaptation aux changements climatiques – Composante Niger

PAAPSSP : Programme d'Appui à l'Aménagement Pastoral et Sécurisation des Systèmes Pastoraux

PAC : Programme d'Actions Communautaires

PACRC : Projet d'Actions Communautaires pour la Résilience Climatique

PAM : Programme Alimentaire Mondial

PANA : Programme d'Action National pour l'Adaptation aux changements climatiques

PANA Résilience : Projet PANA Résilience au Secteur Agricole

PDES : Programme de Développement Economique et Social

PFS Projet Filets Sociaux

PI I3N : Plan d'Investissement de l'Initiative 3N

PIP : Programme d'Investissement Prioritaire

PromAP : Programme de Promotion de l'Agriculture Productive

PROMOVARE : Projet de Mobilisation et de Valorisation des Ressources en Eau

PSPV 2011-2012 : Plan de soutien aux populations vulnérables 2011-2012

PSPV 2013 : Plan de soutien aux populations vulnérables 2013

PTF : Partenaires Techniques et Financiers

REACH: Renewed Effort Against Child Hunger And Malnutrition

RSNS : Reconstitution du Stock National de Sécurité

SAN/DA/D : Stratégie de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et de Développement Agricole Durables

SSE/SVA : Institutionnalisation de semaines Survie de l'Enfant

TCN : Projet Troisième Communication du Niger sur les Changements Climatiques

TICAD Kao : Aménagement du site maraîcher de KAO par le « Fonçage de 13 puits maraîchers »

TMS : Tonne de Matière Sèche

TRAGSA Projet d'Appui Global de la Production Locale Agricole des Coopératives Rizicoles dans la Commune Urbaine de Niamey

UAM : Université Abdou Moumouni

UE : Union Européenne

UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

UNCDF United Nations Capital Development Fund

UNICEF Fonds des Nations Unis pour l'Enfance

USAID: United State Agency for International Development

VRACS : Projet de valorisation des retenues d'Eau et d'Autopromotion des communautés locales au Sahel - Maradi et Tahoua

Liste des tableaux

Tableau 1. Objectifs ciblés par le PI3N	6
Tableau 2. Caractéristiques macro-économiques et incidences sur les ménages	7
Tableau 3. Productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques cumulées observées en 2011	8
Tableau 4. Niveaux des productions agro-sylvo-pastorales en 2011	9
Tableau 5. Productions irriguées et pluviales en 2011	9
Tableau 6. Productions animales en 2011	10
Tableau 7. Productions forestières en 2011	10
Tableau 8. Situation référentielle des indicateurs des PIP de l'axe 1	10
Tableau 9. Illustration du marché des produits agricoles et agroalimentaires en 2011	11
Tableau 10. Efficacité des réponses apportées aux crises	12
Tableau 11. Situation référentielle partielle des indicateurs des PIP de l'axe 3	12
Tableau 12. Etat nutritionnel en 2012	12
Tableau 13. Résultats en matière d'amélioration de l'état nutritionnel en 2011	13
Tableau 14. Situation référentielle des indicateurs du PIP 10	13
Tableau 15. Financements actualisés de base des programmes stratégiques et des PIP	14
Tableau 16. Projets, financements et partenaires par Axe stratégique	44
Tableau 17. Partenaires et projets par an	45
Tableau 18. Identification des partenaires par an et par axe stratégique	48
Tableau 19. Nombre de programmes, projets et actions et financements par tutelle de mise en œuvre et financements	54
Tableau 20. Récapitulation des financements annuels par tutelle de mise en œuvre	55
Tableau 21. Partenaires par tutelle	56
Tableau 22. Nature et sources des financements par tutelle	57
Tableau 23. Nombre de projets par axe suivant les tutelles de mise en œuvre	60

Liste des figures

Figure 1. Illustration des interrelations entre les PIP	5
Figure 2. Evolution des financements globaux et des nombres de projets	44
Figure 3. Evolution annuelle des nombres de partenaires et de projets	45
Figure 4. Nombre de projets clôturant à date	45
Figure 5. Nombre de projets par axe stratégique	46
Figure 6. Financements par axe stratégique	46
Figure 7. Evolution comparée de nombre de projets par an et par axe stratégique	46
Figure 8. Evolution annuelle du nombre de partenaires par axe stratégique	47
Figure 9. Financements annuels par axe stratégique	47
Figure 10. Financement des axes stratégiques par type de financement	48
Figure 11. Financements des axes stratégiques par type de financement	48
Figure 12. Proportion des financements globaux par PIP	49
Figure 13. Financements globaux annuels des PIP	49
Figure 14. Financements annuels par PIP	49
Figure 15. Répartition des types d'interventions : Axe par commune	51
Figure 16. Répartition des types d'interventions : PIP par commune	52
Figure 17. Financements par tutelle	55
Figure 18. Evolution annuelle du nombre de programmes, projets et actions par tutelle	56
Figure 19. Financements annuels comparés avec les financements annuels du PI I3N	59
Figure 20. Nombre d'axes stratégiques différents visés par tutelle	60
Figure 21. Evolution tendancielle des partenaires, des financements et des projets	61
Figure 22. Contribution des partenaires au financement de l'Initiative 3N	63

Résumé

L'insécurité alimentaire et nutritionnelle sur toile de fond de crises récurrentes plus que chroniques que connaît le pays résulte de plusieurs facteurs. Ces derniers sont hélas nombreux, sécheresses récurrentes et changements climatiques, pauvreté, niveaux techniques et technologiques faibles, faiblesse des institutions, insuffisances de mise en œuvre des politiques.

C'est dans un tel contexte que fût créée en septembre 2011, le Haut Commissariat à l'Initiative 3N (les Nigériens Nourrissent les Nigériens) avec pour rôles d'impulser, d'animer, de coordonner, de suivre et d'évaluer la mise en œuvre des programmes de l'initiative. Pour ce faire, le HC3N a, avec l'implication de l'ensemble des acteurs et des parties prenantes, élaboré le document de l'Initiative 3N "les Nigériens Nourrissent les Nigériens" - Stratégie de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et de Développement Agricole Durables (SAN/DA/D). Cette stratégie, adoptée par le gouvernement nigérien en avril 2012, a été officiellement lancée en septembre de la même année.

Dans cette dynamique, que le HC3N s'active à créer les conditions nécessaires à la mise en œuvre efficace et efficiente de l'Initiative 3N en vue d'une part de relever les défis majeurs qui inhibent le secteur et, de faciliter l'atteinte des résultats et des objectifs assignés d'autre part.

C'est pour ce faire, qu'il est apparu au HC3N la double nécessité d'élaborer un profil référentiel de l'Initiative 3N et de son Plan d'Investissement Prioritaire à travers les programmes stratégiques, puis de procéder à une meilleure connaissance autant des acteurs que de leurs interventions et de leurs financements aussi bien dans temps que dans l'espace.

Tel est le cadre de réalisation de l'étude menée avec pour finalités celle d'une part de donner une image du contexte référentiel de la mise en œuvre de l'Initiative 3N et, de constituer un outil d'aide à la décision en vue d'orienter les différents acteurs de mise en œuvre de l'Initiative 3N autant dans le choix des types d'actions que des zones d'intervention d'autre part.

C'est ainsi que l'étude, menée de façon participative sous la supervision continue du Département Suivi Evaluation et Capitalisation, a été focalisée en ce qui concerne le premier aspect sur l'exploitation de la documentation disponible et, pour ce qui est du second aspect sur la mise en place d'une base de données relative aux questions traitées.

Pour rendre compte des résultats atteints, après un rappel sur l'Initiative 3N et son Plan d'Investissement Prioritaire, le document a porté sur la situation de référence des programmes stratégiques de l'initiative 3N, puis sur la cartographie des financements et acteurs pour enfin dégager les enseignements et formuler des recommandations.

C'est ainsi que la situation générale contextuelle repose tout d'abord sur un taux de croissance démographique important et une économie dominée par le secteur primaire (45,2% du PIB). La vulnérabilité des nigériens à l'insécurité alimentaire trouve ses origines dans les déficits céréaliers et fourragers enregistrés régulièrement depuis quelques décennies, les comportements alimentaires inappropriés et dans la pauvreté structurelle de certains groupes sociaux. La baseline financière est évaluée en 2011 à 115 622 099 600 FCFA pour 39 Programmes, projets et actions en exécution.

De l'évaluation contextuelle de la mise en œuvre de l'Initiative 3N, il ressort cependant que les analyses demeurent toujours partielles au regard du nombre encore important d'indicateurs non renseignés. Il importe, à cet égard, de définir le système de suivi évaluation de l'Initiative 3N notamment dans ses objectifs, ses fonctions ainsi qu'en ce qui concerne les différents outils en particulier le plan de mesure des résultats identifiant les indicateurs à chacun des niveaux ; identifier et mettre en place un dispositif de suivi évaluation du niveau local au niveau national ; réaliser des études spécifiques en vue de renseigner les indicateurs s'agissant des aspects faiblement documentés comme ceux relatifs à l'Axe 2.

S'agissant de l'analyse cartographique des acteurs, des financements et des investissements, il est dénombré un total de 92 programmes, projets et actions en lien étroit avec l'Initiative 3N et son plan d'investissement prioritaire. Mais, aussi bien les nombres (de 3 à 39) que les financements (35, 84% des financements auprès de la Primature contre 0,53% au niveau du département de la nutrition) sont inégalement répartis en fonction des tutelles de mise en œuvre.

Le montant global des financements est de 1 467 935 949 600 FCFA, de 2011 à 2016, dont 1 217 979 260 000 FCFA pour la période du PI I3N 2012-2015, mais avec cependant beaucoup de nuances en ce qui concerne les années. Le montant initialement évalué pour la même période de 267 163 000 000 FCFA.

Ces montants diminuent fort malheureusement dans le temps : de 115 622 099 600 FCFA en 2011 à 134 334 593 200 FCFA en 2016; le montant des engagements en 2015 est de 176 320 135 600 FCFA. Cette évolution observée semble résulter d'une tendance à la diminution autant des nombres des projets et actions que des niveaux d'engagements financiers autant par tutelle que par ancrage stratégique (les axes stratégiques les plus financés demeurant l'Axe 3 et l'Axe 1 et les PIP aussi les plus financés sont les PIP 9, 11 et 1). En toile de fond, il est observé une diminution des nombres de partenaires

Il ressort aussi donc que les investissements du secteur alimentaire et nutritionnel vont considérablement diminuer si les tendances actuelles sont maintenues en raison essentiellement des faibles financements autant de l'Etat que des partenaires.

En ce qui concerne la cartographie zonale des interventions et des acteurs, il s'observe que l'ensemble des communes est couvert avec néanmoins beaucoup de disparités. Les projets, autres que ceux à couverture nationale sont en effet diversement distribués ; conséquemment certaines communes n'ont presque pas de partenaires financiers.

Il apparaît de toute évidence à l'issue de la présente étude, de très grandes disparités autant des financements à travers les acteurs et les projets mis en œuvre que leurs distributions en fonction des tutelles de mise en œuvre, des axes stratégiques, des programmes d'investissements prioritaires et des communes couvertes.

Des efforts de mobilisation de ressources financières additionnelles sont nécessaires pour couvrir les gaps identifiés, tout aussi qu'il est nécessaire que cette mobilisation de ressources financières s'appuie sur une distribution beaucoup plus équilibrée par axe stratégique, par PIP et par commune.

Il est aussi nécessaire de mener des actions d'importance dont, entre autres : des plaidoyers pour un meilleur équilibre dans la couverture des communes en projets, la mise en place de véritables stratégies de mobilisation de ressources financières subséquentes en y intégrant les collectivités territoriales, l'élaboration par chacune de tutelle de dossiers de projets bancables, l'alignement effectif de l'ensemble des acteurs à l'Initiative3N afin de saisir véritablement l'exhaustivité des financements mobilisés.

Par ailleurs, l'étude s'étant focalisée sur principalement les financements contenus dans les lois des finances, il est fortement recommandé une évaluation beaucoup plus complète des acteurs et des financements associés dans chacune des communes du pays ; cette évaluation devra intégrer celle des services et des kits communaux pour en constituer une situation de référence qui soit la plus complète que possible.

1. MISE EN CONTEXTE DE L'ETUDE ET JUSTIFICATIONS

L'insécurité alimentaire et nutritionnelle sur toile de fond de crises récurrentes plus que chroniques que connaît le pays résulte de plusieurs facteurs.

Ces derniers sont hélas nombreux, sécheresses récurrentes et changements climatiques, pauvreté, niveaux techniques et technologiques faibles, faiblesse des institutions, insuffisances de mise en œuvre des politiques, ...

Pour ces derniers facteurs plus particulièrement et du fait de la récurrence des crises alimentaires, les différents gouvernements ont tenté de mettre les populations à l'abri de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au moyen de certaines politiques et stratégies.

Cependant, malgré l'adoption de toutes ces politiques, orientations et engagements nationaux, régionaux et internationaux, d'une part, et en dépit des efforts financiers déployés par le pays et ses partenaires, le problème de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle se pose encore avec acuité dans le pays, comme l'attestent les deux dernière crises en 2005 et 2010.

Ce constat en est de même en ce qui concerne les mécanismes d'encadrement avec pour résultante une évolution significative dans la mise en place de nouveaux dispositifs.

Au plan conceptuel, le dispositif national de sécurité alimentaire, renforcé d'une cellule « filets sociaux » dont l'objectif est de prendre en charge la part de vulnérabilité alimentaire chronique, fait davantage de lien entre les crises alimentaires conjoncturelles et la situation nutritionnelle (en grande partie d'origine structurelle).

Par ailleurs, il se révèle que de 1960 à nos jours, d'importantes ressources ont été investies au Niger dans le secteur agricole. Malgré ces remarquables efforts, les déficits récurrents des productions vivrières persistent, soumettant les populations à l'insécurité alimentaire d'année en année.

C'est dans un tel contexte que fût créée en septembre 2011, le Haut-Commissariat à l'Initiative 3 N (les Nigériens Nourrissent les Nigériens) avec pour rôles d'impulser, d'animer, de coordonner, de suivre et d'évaluer la mise en œuvre des programmes de l'initiative.

Une des premières actions du HC3N a donc été l'élaboration du document de l'Initiative 3N "les Nigériens Nourrissent les Nigériens" - Stratégie de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et de Développement Agricole Durables (SAN/DA/D) ; stratégie adoptée par le gouvernement nigérien en avril 2012. L'adoption de la stratégie a été suivie de l'élaboration d'un Plan d'investissement Prioritaire sur la période 2012 à 2015.

Dans cette dynamique, le HC3N envisage créer les conditions nécessaires à la mise en œuvre efficace et efficiente de l'Initiative 3N en vue d'une part de relever les défis majeurs qui inhibent le secteur, à savoir entre autres la faiblesse des financements et leur répartition inégale dans l'espace et d'optimiser les opportunités et les ressources.

Aussi, est-il apparu la double nécessité d'élaborer un profil référentiel de l'Initiative 3N et de son Plan d'Investissement Prioritaire à travers les programmes stratégiques, puis de procéder à une meilleure connaissance autant des acteurs que de leurs interventions et de leurs financements aussi bien dans temps que dans l'espace.

Cette cartographie devrait constituer un outil d'aide à la décision en vue d'orienter les différents acteurs de mise en œuvre de l'Initiative 3N autant dans le choix des types d'actions que des zones d'intervention.

2. ATTENTES DE L'ETUDE ET METHODOLOGIE DE REALISATION

2.1. OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS

Suivant les termes de l'étude, l'objectif global est d'évaluer les contextes de mise en œuvre des PIP et des Programmes stratégiques structurants de l'Initiative. De manière spécifique, il s'agit d'élaborer un profil référentiel du contexte initial de mise en œuvre de l'Initiative 3N en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle à travers une re-contextualisation des programmes stratégiques, des programmes opérationnels et de programmes d'investissement prioritaires (PIP).

Il est attendu en termes de résultats a) une situation référentielle descriptive pour chacun des programmes stratégiques structurants, des programmes opérationnels des PIP pour l'année 2011 et b) une évaluation des acteurs et des financements par les programmes, projets et actions entrant dans le cadre de l'Initiative 3N, sous tutelle des administrations étatiques et inscrits au titre du budget national des années 2011, 2012 et 2013 et prenant en compte les Programmes des Investissements de l'Etat sur la période.

Pour rendre compte de l'atteinte de ces résultats, il est attendu deux produits dont le premier un rapport narratif sur l'évaluation contextuelle de la mise en œuvre des programmes stratégiques incluant une cartographie des financements, des acteurs et des interventions ; le second porte sur l'élaboration d'une base numérique des programmes, projets et actions en lien avec l'Initiative 3N.

2.2. METHODE, OUTILS ET LIMITES

De par les termes de référence soumis, il est attendu que l'étude, après un rappel synoptique sur l'Initiative 3N et son Plan d'Investissement 2012-2015, s'appesantisse sur les résultats ci-après :

- Le profil référentiel du contexte initial de la mise en œuvre de l'initiative 3N. La situation référentielle est celle de l'année 2011, année d'avant 'adoption de l'Initiative 3N. Ce profil référentiel comprend d'une part une analyse des problématiques clés en matière de sécurité alimentaires et nutritionnelle et une évaluation des programmes stratégiques et du plan d'investissement de l'Initiative, 2012-2015.

Pour ce faire, la démarche a consisté essentiellement à l'exploitation de la documentation disponible, en particulier des documents préparatoires lors de l'élaboration de la stratégie de l'Initiative 3N, les documents de la stratégie et du PI I3N, du rapport sur la situation référentielle des indicateurs de suivi évaluation de l'Initiative 3N et du rapport bilan de la mise en œuvre de l'Initiative 3N au titre de l'année 2011. Concernant la coordination, ce, en vue d'apprécier particulièrement les financements, il a été exploité la première édition de l'atlas des projets et programmes en lien avec le secteur alimentaire et nutritionnel.

- L'évaluation des financements et la cartographie des acteurs et de leurs interventions. Il s'agit de réaliser dans un premier temps un annuaire numérique qui soit le plus exhaustif que possible des programmes, projets et actions en lien avec l'Initiative 3N et placés sous la tutelle des administrations techniques de mise en œuvre (Cabinet de la Présidence de la République, Cabinet du Premier Ministre, Ministères techniques). Sur la base de cet annuaire, il est aussi attendu dans un second temps des analyses sur les acteurs, les financements et les interventions ainsi que des analyses stratégiques c'est-à-dire des liens entre les interventions, les axes stratégiques de l'Initiative 3N et le PI I3N.

Pour réaliser ces résultats, une fiche de collecte de données a été élaborée avec l'appui de la Direction du Suivi Evaluation du HC3N. Cette fiche, appliquée à l'ensemble des acteurs étatiques clés de mise en œuvre de l'Initiative, comprend 1) l'identification des programmes, projets et actions (Nom/Intitulé du projet, Code du projet et mise à jour, Référence et date convention, sigle, Secteur/domaine d'intervention, durée avec date de démarrage et de clôture, lieu du siège, personne responsable et adresse), 2) les arrangements financiers (partenaire financier, montant et nature du financement), 3) l'ancrage institutionnel et géographique (agence d'exécution, tutelle,

structures de mise en œuvre, partenaires techniques et scientifiques, groupes ciblés, couverture géographique), 4) les descriptions techniques et la planification financière (objectifs, composantes, résultats, financements par année et par composante/résultat), 5) l'ancrage stratégique (axe stratégique et PIP liés).

Pour renseigner ces fiches, il a été procédé par des recherches documentaires suivies d'entretiens avec les institutions. L'objectif visé à travers les recherches documentaires est de disposer des informations approfondies sur les projets et programmes des différentes structures de mise en œuvre de l'Initiative 3N. S'agissant des entretiens, des séances ont été conduites avec chacune des institutions détentrices des données dans le domaine. Ces nombreux entretiens ont permis d'approfondir les informations collectées.

La suite de la démarche a porté sur le traitement et d'analyse des données ainsi que sur la rédaction du rapport final de l'étude et la restitution des résultats. L'étape de traitement et d'analyse des informations collectées a été effectuée d'abord par structures, puis d'une manière globale pour tout le secteur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. En ce qui concerne le rapport, celui-ci a fait l'objet d'une démarche séquentielle ayant visé l'enrichissement des rapports d'étapes, la pré validation du rapport provisoire et enfin la validation du rapport final.

Avant toutes ces démarches, il a été organisé des rencontres avec la Direction du Suivi Evaluation du HC3N, responsable du suivi de l'activité. Au cours de ces entretiens, il s'était agi de dégager une compréhension commune des termes de références. A cet effet, un canevas de collecte des données proposé a été discuté et amendé pour prendre en compte toutes les aspirations de l'étude et cela à partir de l'année 2011, année de référence. Ces rencontres se justifient par le besoin de partager l'ensemble des résultats de l'étude à chacune des étapes de sa réalisation.

En somme, il a été adopté une approche participative à laquelle ont pris part l'ensemble des acteurs clés de la mise en œuvre de l'Initiative 3N (Ministères techniques, programmes et projets, HC3N).

Mais, nonobstant la qualité de cette démarche, comme toute étude, celle-ci a été aussi limitée par bien de facteurs qui ont constitué de véritables handicaps. Ces facteurs se résument essentiellement en un certain nombre de difficultés rencontrées aussi bien dans la collecte de données que dans le traitement et l'analyse de celles-ci. La collecte des données a, en effet, constitué un frein dans la conduite de cette consultation malgré tous les préalables mis en place avec les institutions détentrices des données et les séances d'entretiens avec les structures. De façon spécifique, les contraintes ont trait aux éléments suivants :

- les programmes, projets et actions finis ont des difficultés de disponibilité des données, de leurs archivages et de responsabilité ;
- les mouvements du personnel de gestion des projets ne favorisent pas la continuité et la fiabilité des données ;
- l'existence des projets à gestion directe par les agences d'exécution avec pour conséquence la non maîtrise des financements par les ministères techniques ;
- des projets relèvent des ministères mais sont placés sous la gestion des ONG internationales et nationales, ce qui ne facilite pas non plus la maîtrise des financements par les ministères techniques ;
- l'absence de comptabilité analytique n'a pas permis la décomposition des financements en composantes ;
- certains projets ont une couverture régionale et se sont des composantes qui sont mises en œuvre au Niger sans maîtrise effective des coûts dans les programmations ;
- les coûts des financements sont en général en devise, les conversions peuvent donc ne pas être trop justes si l'on considère les fluctuations dans le temps de ces devises.

3. INITIATIVE 3N ET PLAN D'INVESTISSEMENT 2012-2015

3.1. INITIATIVE 3N : JUSTIFICATIONS, CONTENU ET OBJECTIFS

La situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle, en raison de la conjonction d'un certain nombre de facteurs, externes et internes, est devenue davantage beaucoup plus structurelle que conjoncturelle. Les efforts entrepris jusque-là en vue d'assurer d'abord l'autosuffisance, puis la sécurité alimentaire, n'ont malheureusement pas répondu aux attentes tant les défis sont nombreux et fort complexes : Nourrir une population de plus en plus nombreuse et s'adapter à la demande urbaine - Assurer une alimentation régulière et de qualité à un cheptel en forte croissance - Assurer un revenu aux producteurs tout en tenant compte de la solvabilité des consommateurs- Edifier un marché agricole national ouvert aux niveaux régional et international- S'adapter aux changements climatiques et réduire ses répercussions - Réaliser le changement de mentalités des populations.

C'est donc pour inverser cette tendance, que les autorités de la 7^{ème} République ont décidé de mettre en œuvre l'initiative 3N : « les Nigériens Nourrissent les Nigériens ». L'Initiative exprime la conviction collective qu'avec ses atouts et les opportunités de développement, le Niger est à même de relever les défis actuels et futurs de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, d'amorcer une véritable modernisation de ses systèmes de production et de faire jouer au secteur agricole son rôle majeur dans la croissance économique.

Il s'agit d'assurer une alimentation suffisante et de qualité pour tous les nigériens en se fondant essentiellement sur les productions locales, un marché agricole national et régional et sur la capacité de résilience des ménages. C'est pour ce faire qu'il a été créé par le Gouvernement en septembre 2011, le Haut-commissariat à l'Initiative 3N (HC3N) dont la mission principale est d'impulser, animer, coordonner, suivre et évaluer la mise en œuvre des programmes de l'Initiative 3N (décret n° 2011-408/PRN).

Pour traduire la vision des Autorités, qui est celle de *réaliser l'alliance de la liberté et du pain*, le HC3N a élaboré suivant une approche participative de planification axée sur les résultats, la stratégie liée à l'Initiative 3N dite « Stratégie de Sécurité Alimentaire / Nutritionnelle et de Développement Agricole Durables (SAN/DA/D) ». La stratégie de l'Initiative 3N a été adoptée en avril 2012 et lancée officiellement en septembre de la même année avec pour engagement de s'attaquer véritablement aux causes profondes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle à travers *la promotion des modèles d'intensification agricole et de gestion durable des ressources naturelles à même de permettre l'accroissement de la production et la disponibilité en produits agricoles et agroalimentaires de grande consommation et/ou à haute valeur ajoutée*.

L'initiative 3N a pour objectif global de : «contribuer à mettre les populations Nigériennes à l'abri de la famine et leur garantir les conditions d'une pleine participation à la production nationale et à l'amélioration de leurs revenus». Elle vise plus spécifiquement à «Renforcer les capacités nationales de productions alimentaires, d'approvisionnement et de résilience face aux crises alimentaires et aux catastrophes». Il est attendu de la mise en œuvre de l'Initiative 3N un accroissement des productions agro-sylvo-pastorales d'au moins 45% d'ici 2015.

L'Initiative 3N est structurée en cinq (5) axes correspondant aux programmes stratégiques : Accroissement et diversification des productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques - Approvisionnement régulier des marchés ruraux et urbains produits agricoles et agroalimentaires - Augmentation de la résilience des groupes vulnérables face aux changements climatiques, crises et catastrophes - Amélioration de l'état nutritionnel des nigériennes et nigériens - Animation, coordination et impulsion des réformes. Ces programmes stratégiques comprennent 12 programmes opérationnels et 23 sous programmes opérationnels organisés en onze (11) programmes d'investissements prioritaires (chaîne des résultats en annexe 1).

3.2. PLAN D'INVESTISSEMENT I3N 2012-2015 : ORGANISATION ET PLANIFICATION

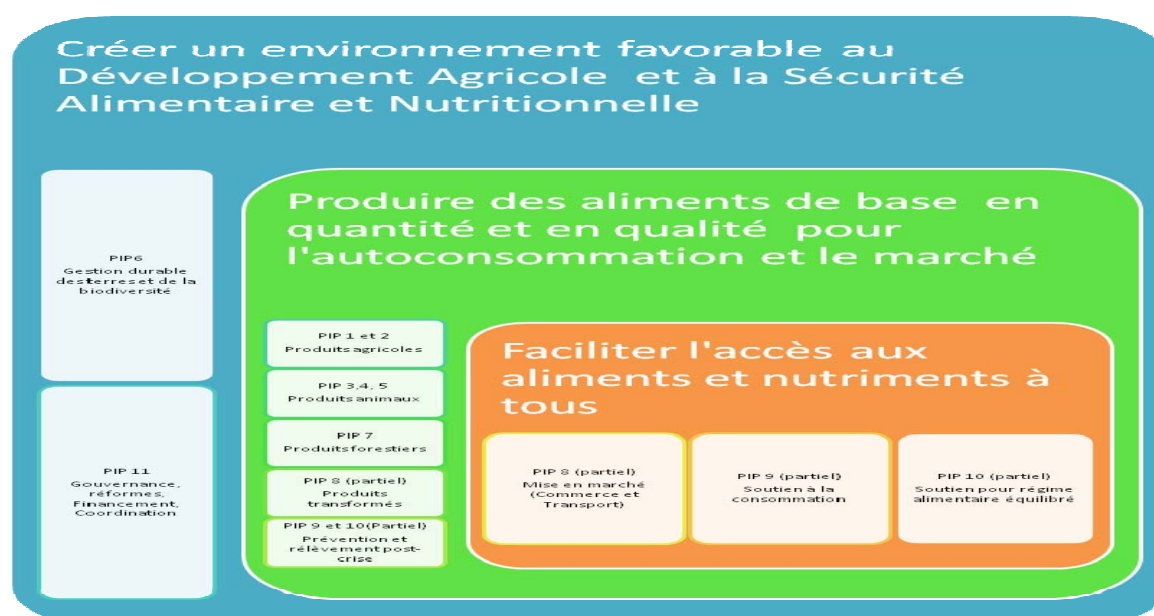
Dans la mise en œuvre opérationnelle de l'Initiative 3N, il a été élaboré un Plan d'Investissement (PI-i3N) pour la période 2012-2015. Ce plan d'investissement représente l'ensemble des actions et mesures que le Gouvernement compte entreprendre durant ladite période. Le Plan d'investissement 2012-2015 de l'Initiative 3N (PI-3N) est donc la déclinaison opérationnelle de l'Initiative 3N (I3N), elle-même partie intégrante du Programme de Développement Economique et Social (PDES 2012-2015) du Niger dont elle est l'axe Stratégique 3.

La mise en œuvre du Plan d'investissement repose sur des approches et des instruments tels que les principes d'intervention (la commune comme portée d'entrée, le ciblage des interventions selon les conditions agro-écologiques et les avantages comparatifs, la prise en compte du genre, la préservation des bases productives, la mise à échelle des expériences et des pratiques réussies), la stratégie des kits (ensemble de services intégrés et de proximité), le dispositif opérationnel de mise en œuvre (mécanisme de concertation avec les PTF et avec les autres acteurs - système décisionnel représenté au niveau national par le Conseil des Ministres et le Comité Interministériel d'Orientation, au niveau régional et communal par les conseils régionaux et municipaux - instance de coordination assurée par le Haut-Commissariat à l'Initiative 3N et ses représentations en région), les mécanismes de financement (budget national, aide publique au développement et ressources privées, mise en place d'un Fonds d'Investissement pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle) et le dispositif de suivi-évaluation du niveau local au niveau national.

Le PI-3N est composé de onze programmes d'investissements prioritaires (PIP) inter-liés qui découlent des cinq (5) programmes stratégiques de l'I3N. Le coût global est de 1 000,815 milliards de FCFA dont 733,652 milliards de FCFA à rechercher. Le reste, soit 267,163 milliards représente les acquis. Le plan de financement et le coût par résultat et par an sont donnés en annexe 2.

Les onze PIP sont inter-reliés pour concourir à la satisfaction de la demande alimentaire et nutritionnelle sous toutes ses formes sur la base d'une production nationale boostée par des investissements conséquents sur les systèmes de production agropastoraux, les activités post-récolte et l'environnement économique et institutionnel (figure ci-dessous).

Figure 1. Illustration des interrelations entre les PIP



Le plan d'investissement représente en particulier un ensemble d'actions et de mesures que le Gouvernement compte entreprendre durant ladite période pour réaliser des objectifs spécifiques comme mentionnés ci-dessous

Tableau 1. Objectifs ciblés par le PI3N

PIP	Objectifs ciblés
Programme stratégique 1. Accroissement et diversification des productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques	
PIP 1 : Accroissement des productions sous irrigation	Accroître la contribution de l'irrigation et de la collecte des eaux de ruissellement à la production agricole nationale. Son objectif est de faire évoluer la contribution au PIB des cultures irriguées (agricoles et fourragères) de 20 % (2011) à 30% à l'horizon 2015, en portant les superficies sous irrigation de 85 000 ha en 2011 à 125 000 ha en 2015.
PIP 2 : Modernisation des systèmes de Production sous pluies	Augmenter d'ici fin 2015, de 35% les rendements sur 25% des superficies cultivées.
PIP 3 : Sécurisation des systèmes de production animale	Diminuer la mortalité du cheptel liée aux déficits fourragers et aux maladies, accroître le nombre des points d'eau dans les espaces pastoraux
PIP 4. Intensification des systèmes de production animale à cycle long	Accroître la production du lait et de la viande de 40% et de 45% respectivement.
PIP 5 : Intensification des productions animales de cycle court	Doubler les effectifs actuels de volaille (de 12 millions à 24 millions de 2011 à 2015), accroître la consommation d'œufs de 19 à 25 œufs/an/personne et tripler la production de poisson (de 5 000 t/an en 2011 à 14 000 t/an en 2015).
PIP 6 : Gestion durable des terres et de la biodiversité	Améliorer la productivité des systèmes agro-sylvo-pastoraux par le biais de l'amplification des pratiques de gestion durable des terres, de la végétation et de l'eau.
PIP 7 : Valorisation des produits forestiers ligneux et non ligneux	Développer des filières d'exploitation des produits forestiers, notamment celles du bois-énergie, des palmiers, du <i>Moringa oleifera</i> des zones humides. Une attention sera également accordée aux autres formes de valorisation des écosystèmes et de la biodiversité telles que l'écotourisme, l'élevage non conventionnel (autruche, gazelle et autres animaux sauvages) et l'apiculture.
Programme stratégique 2. Approvisionnement régulier des marchés ruraux et urbains en produits agricoles et agroalimentaires	
PIP 8 : Transformation et commercialisation des produits	Assurer l'approvisionnement des marchés en produits alimentaires et agroalimentaires.
Programme stratégique 3. Amélioration de la résilience des groupes vulnérables face aux changements climatiques, crises et catastrophes	
PIP 9 : Amélioration de la résilience des populations face aux crises alimentaires et catastrophes	Améliorer les capacités de prévention et de réponse des ménages, des communautés à la base et de l'Etat à faire face aux situations d'insécurité alimentaire structurelle et de chocs
Programme stratégique 4. Amélioration de l'Etat Nutritionnel des nigériennes et nigériens	
PIP 10 : Amélioration de l'état nutritionnel des nigériens	Réduire l'incidence des différentes formes de malnutrition, notamment la malnutrition aiguë globale qui doit être abaissée de 14,8% en 2012 à moins de 10% en 2015 chez les enfants de 0 à 5 ans et de 19% à moins de 10% chez les femmes enceintes et allaitantes en 2015. Il s'agira également d'augmenter le taux de dépistage actif et la prise en charge de façon adéquate de 80% des enfants souffrant de sous-nutrition aiguë, modérée et sévère au Niger
Programme stratégique 5. Animation, coordination de l'Initiative 3N et impulsion des réformes	
PIP 11 : Renforcement des capacités pour la mise en œuvre de l'Initiative 3N	Créer les conditions de réussite dans la mise en œuvre et l'atteinte des objectifs de l'Initiative 3N, notamment sécuriser les investissements et permettre à chaque acteur de jouer pleinement son rôle

4. PROFIL REFERENTIEL DU CONTEXTE INITIAL DE MISE EN ŒUVRE DE L'INITIATIVE 3N

4.1. PROBLEMATIQUES CONTEXTUELLES LIEES A LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

L'économie du pays est caractérisée par une prédominance du secteur primaire (45,2% du PIB en 2010) et une étroitesse du secteur secondaire (11,4% du PIB en 2010) avec un taux élevé de croissance démographique de 3,3%. Le secteur primaire dominé par les activités agropastorales joue un rôle essentiel dans la croissance économique. Entre 2006 et 2010, le PIB du secteur primaire est passé de 817,66 milliards de FCFA à 1021,27 milliards de FCFA, soit une progression de 25%, contre 20% pour l'ensemble des secteurs (1906,83 milliards en 2006 à 2295,39 milliards en 2010). Le secteur, avec les exportations de bétail sur pied et de certains produits agricoles (oignon, souchet, sésame), constitue la seconde source de recettes d'exportation après les mines.

Tableau 2. Caractéristiques macro-économiques et incidences sur les ménages

	Référence 2011
Valeur ajoutée nominale du secteur primaire (agriculture, élevage, forêts, pêche)	1 156 805
Valeur ajoutée nominale du secteur de l'Agriculture agricole	706 339
Valeur ajoutée nominale du secteur de l'élevage	316 004
Valeur ajoutée nominale du secteur forestier	70 374
Valeur ajoutée nominale du secteur de la pêche	64 088
Taux de croissance réel des revenus moyens des ménages	2,3%
Taux de croissance du secteur primaire en terme nominale (agriculture, élevage, forêts, pêche)	-0,13%
Taux de croissance du secteur primaire en terme réel (agriculture, élevage, forêts, pêche)	-3,00%
Part du revenu agricole dans le revenu total du ménage	38,7%
Taux de croissance du revenu agricole par ménage	2,3%

Avec une superficie de 1 267 000 km², le Niger est aussi l'un des pays les plus vastes d'Afrique. Cependant, seulement 1% du territoire (extrême sud-ouest) reçoit plus 600 mm de pluie par an, tandis que 89% du territoire, localisé dans la partie nord, reçoit moins de 350 mm de pluie par an. Cette extension spatiale confère au pays une diversité écosystémique.

Malgré cela, le Niger enregistre régulièrement des déficits céréaliers qui ne sont couverts que par les importations à partir du marché régional ou international et des déficits fourragers qui ne sont compensés que par la transhumance transfrontalière. La performance relative du secteur agropastoral résulte essentiellement de l'extension des surfaces cultivées et des espaces pâturés. Même pendant les années excédentaires, environ une personne sur cinq n'arrive pas à manger correctement.

La vulnérabilité des nigériens à l'insécurité alimentaire trouve ainsi donc ses origines dans les déficits céréaliers et fourragers enregistrés régulièrement depuis quelques décennies, les comportements alimentaires inappropriés et dans la pauvreté structurelle de certains groupes sociaux. En effet, le Niger, qui était autosuffisant en denrées alimentaires et même exportateur de céréales jusqu'à la fin des années soixante, est devenu fortement déficitaire. Le pays est passé d'une situation excédentaire en céréales dans les années 60 (+21-49 kg/habitant) à une situation structurellement déficitaire au cours de la décennie 90.

En dix ans, le Niger a enregistré 3 années où la production nationale disponible ne couvre pas les besoins des populations : -30 kg/hbt en 2000-2001, -40 kg/hbt en 2004-2005 et -28 kg/hbt en 2009-2010. L'année 2009-2010 a été particulièrement dramatique pour près d'une personne sur deux (47,7%) qui était dans une situation d'incapacité à s'assurer une alimentation suffisante et de qualité tous les jours. En 2011, le bilan céréalier a dégagé un déficit de 191 125 tonnes pour un stock national vivrier de 1 250 000 tonnes la même année.

Environ 6 ménages sur 10 ne peuvent couvrir leurs besoins alimentaires que pour 3 mois. L'insécurité alimentaire et nutritionnelle chronique annuelle touche 11 à 25% de nigériens. Pour les ménages vivant des sous-produits de l'élevage, la vulnérabilité est encore plus grande, les années où le déficit céréalier est doublé d'un déficit fourrager. Le cheptel et les populations des zones pastorales ont été particulièrement affectés par les grandes crises alimentaires des années 1969-73, 1984 et celles plus récentes de 2005, 2010 et 2012. En 2011, la production fourragère a enregistré un déficit de -16 137 329 tonnes de matières sèches soit 50 % des besoins du cheptel national séjournant dans le pays.

La situation nutritionnelle des individus est cependant négativement influencée par des facteurs aussi non alimentaires. La situation est souvent particulièrement dramatique pour les enfants de moins de 5 ans. La malnutrition sévit de manière endémique, notamment chez les enfants de moins de 5 ans. Environ 4 enfants sur 10 sont dans une situation de sous nutrition chronique et 1 sur 10, dans une situation de sous-nutrition aigue. En matière d'accès durable à l'eau potable, le taux national de couverture des besoins serait de 66,93% (INS/MHE, 2011) alors qu'il est estimé en milieu urbain à 73,75% en 2010 (INS/MHE, 2010).

Cumulativement la proportion de la population vulnérable à l'insécurité alimentaire, modéré, sévère et à risques est respectivement de 23,4%, 8,5% et de 23,1%.

Tableau 3. Productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques cumulées observées en 2011

Productions Agro-Sylvo-Pastorales et Halieutiques	2011
Quantité de productions céréalières irriguées cumulées (tonnes)	956 212
Quantité de productions maraîchères irriguées cumulées en équivalent céréalier (tonnes)	169 165,52
Quantité de productions fruitières irriguées cumulées en équivalent céréalier (tonnes)	256 401
Quantité de productions totales irriguées cumulées en équivalent céréalier (tonnes)	1 381 778,52
Quantité de productions céréalières pluviales cumulées (tonnes)	4 453 828
Quantité de productions maraîchères en équivalent céréalier (tonnes)	871 980
Quantité de productions agricoles cumulées pluviales en équivalent céréalier (tonnes)	5 325 808
Quantité de productions cumulées agricoles (irriguées et pluviales) en équivalent céréalier (tonnes)	6 707 586,52
Productions totales de viande, toutes espèces confondues (tonnes)	80 306
Productions totales de lait, toutes espèces confondues (litres)	967 747
Productions totales de cuirs et peaux, toutes espèces confondues (nombre)	2 938 724
Productions totales de poisson (tonnes)	10 238,572
Couverture nationale en aires protégées en %	6,6%
Taux d'aménagement forestier en %	21,48%

En matière de coordination et plus particulièrement de mobilisation de ressources financières, les évaluations font ressortir que les projets et programmes en cours d'exécution avant l'Initiative 3N renferment globalement un niveau d'engagement financier de l'ordre de 700 milliards de francs CFA, par 22 partenaires, constitués essentiellement par des subventions, dons et emprunts extérieurs et par une contribution nationale relativement faible (entre 3% et 10%).

4.2. ANALYSES CONTEXTUELLES REFERENTIELLES DES PROGRAMMES STRATEGIQUES ET DU PI 3N

Programme stratégique 1. Accroissement et diversification des productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques

Les productions agro-sylvo-pastorales se caractérisent par une très grande variabilité spatiale, mais aussi temporelle. Très fortement liées aux aléas climatiques, les tendances sont de même en corrélation étroite aussi bien avec les efforts d'investissement qu'avec les niveaux techniques et technologiques des producteurs. Aussi, bien que ne disposant pas de données complètes en ce qui concerne l'année 2010, il ressort cependant globalement que la situation de départ se caractérise par de très faibles taux de croissance avec des bilans céréaliers et fourragers en 2011 respectivement de -692 502 tonnes et de -16 137 329 TMS.

Tableau 4. Niveaux des productions agro-sylvo-pastorales en 2011

Productions agro-sylvopastorales	Productions
Quantité de productions céréalières irriguées cumulées (tonnes)	956 212
Quantité de productions maraîchères irriguées cumulées en équivalent céréalier (tonnes)	169 165,52
Quantité de productions fruitières irriguées cumulées en équivalent céréalier (tonnes)	256 401
Quantité de productions totales irriguées cumulées en équivalent céréalier (tonnes)	1 381 778,52
Quantité de productions céréalières pluviales cumulées (tonnes)	4 453 828
Quantité de productions maraîchères en équivalent céréalier (tonnes)	871 980
Quantité de productions agricoles cumulées pluviales en équivalent céréalier (tonnes)	5 325 808
Quantité de productions cumulées agricoles (irriguées et pluviales) en équivalent céréalier (tonnes)	6 707 586,52
Productions totales de viande, toutes espèces confondues (tonnes)	80 306
Productions totales de lait, toutes espèces confondues (litres)	967 747
Productions totales de cuirs et peaux, toutes espèces confondues (nombre)	2 938 724
Productions totales de poisson (tonnes)	10 238,572
Couverture nationale en aires protégées en %	6,6%
Taux d'aménagement forestier en %	21,48%

De façon plus spécifique, il apparaît que les niveaux de productions des cultures céréalières irriguées demeurent bas au regard du potentiel de terres irrigables (84 691 tonnes de riz ; 1 291 tonnes de blé et 617 tonnes de maïs en 2011). Il en est de même en ce qui concerne les productions pluviales justifiant les déficits vivriers comme illustré par le tableau ci-dessous.

Tableau 5. Productions irriguées et pluviales en 2011

Spécifications culturelles en irrigué	Productions en tonnes
Riz	84 691
Blé	1 291
Maïs	617
Oignon	371 986
Poivron	110 485
Manioc	97 812
Patate douce	56 203
Pomme de terre	26 416
Piment	22 113
Gombo	7 921
Canne à sucre	176 677
Tomate	109 371
Carotte	10 688
Spécifications culturelles pluviales	Productions en tonnes
Quantité de productions pluviales du mil	2 760 917
Quantité de productions pluviales du sorgho	770 322
Quantité de productions pluviales du maïs	6 366
Quantité de productions pluviales du riz	12 230
Quantité de productions pluviales de Fonio	4 960
Quantité de productions pluviales du niébé	1 568 828
Quantité de productions pluviales de l'arachide	395 669
Quantité de productions pluviales du sésame	54 023
Quantités de productions pluviales du souchet	24 808
Quantité de productions pluviales de voandzou	32 678
Quantité de productions pluviales d'oseille	47 648
Quantité de productions pluviales du gombo	45 383

S'agissant des productions animales, la situation en 2011 est illustrée comme suit.

Tableau 6. Productions animales en 2011

Productions animales	Quantités
Viande de bœuf (tonnes)	37 320
Viande d'ovins (tonnes)	13 719
Viande de caprins (tonnes)	21 289
Viande des camelins (tonnes)	7 979
Lait de bovins (litres)	472 854
Lait d'ovins (litres)	120 226
Lait de caprins (litres)	277 860
Lait de camelins (litres)	96 806
Cuirs de bovins (Nbre)	240 878
Peaux des ovins (Nbre)	994 114
Peaux des caprins (Nbre)	1 703 732
Poisson contrôlée (tonnes)	10 238 572

En matière de productions forestières et de conservation de la diversité biologique, seulement 6,6% du territoire national sont couverts d'aires protégées alors que les productions en produits forestiers non ligneux restent des plus bas (12 000 tonnes de gomme arabique en 2011) ; les productions apicoles ne sont guère importantes puisque ne portant que 16 640 litres de miel en 2011.

Tableau 7. Productions forestières en 2011

Productions	Quantités
Bois de chauffe (tonne)	57 868
Quantité de gomme arabique produite/commercialisée (tonne)	12 000
Quantité de miel produite (litre)	16 640
Superficie forestière préservée par suite de la consommation de gaz butane (ha)	31 034
Pourcentage des aires protégées pour préserver la biodiversité (%)	6,6
Taux d'aménagement forestier (%)	21,48

Ces niveaux de productions constatés pour l'année 2011 résultent pour une large partie des efforts menés durant cette même année. Il s'agit en particulier des activités conduites et dont les résultats, classés par programme d'investissement prioritaire, sont ci-dessous portés

Tableau 8. Situation référentielle des indicateurs des PIP de l'axe 1

Programmes d'investissements prioritaires	Unité de mesure	Valeur 2011
PIP 1 : Amélioration de la Productivité et des revenus agricoles par la maîtrise de l'eau		
Nombre d'ha réhabilités en AHA	Ha	1 454
Nombre d'ha des nouvelles terres aménagées (AHA)	Ha	1 983
Superficies aménagées en maîtrise totale	Ha	14010
Superficies totales aménagées en maîtrise partielle		77291
Nombre d'ha total de nouveaux petits périmètres irrigués maraîchers et arboricoles installés	Ha	12 472
Nombre des ouvrages de mobilisation des eaux de surface réhabilités (seuils)	Nombre	24
Nombre des ouvrages de mobilisation des eaux de surface réhabilités barrages)	Nombre	45
Nombre des ouvrages de mobilisation des eaux de surface réhabilités (barrages)	Nombre	10
Nombre de mares aménagées à but agricole	Nombre	11
Superficies totales aménagées en maîtrise partielle	Ha	77291
PIP 2 : Modernisation des systèmes de cultures pluviales et des filières pour la Sécurité alimentaire et nutritionnelle		
Nombre d'ha des terres en cultures pluviales	Ha	15671177
Quantité de productions cumulées de semences améliorées de céréales	tonnes	34 590
Nombre de boutiques d'intrants et d'équipements agricoles	Nombre	288
Quantité d'engrais minéral mis en place	tonnes	63 259

Quantité de pesticide mis en place	sachets	20 695
Nombre de tracteurs mis en place	Nombre	116
Renforcement des réseaux des boutiques d'intrants autogérées au niveau des villages	Nombre	288
Nombre de puits pastoraux créés	Nombre	24
Nombre de puits pastoraux réhabilités	Nombre	12
Linéaire de couloirs de passages délimités	km	392
Quantités d'aliments bétail mises à disposition (en son, graines, tourteaux)	tonnes	9 028
PIP 4 : Intensification des productions animales à cycle long		
Effectif de races locales améliorées (bovins, ovins, caprins)	Nombre	42
Nombre de fermes privées modernes d'élevage installées (gros et petits ruminant, volaille)	Nombre	12
Nombre d'ha de terres de productions fourragères	Ha	258
Nombre de banques d'aliments pour bétail	Nombre	43
PIP 5 : Promotion des filières avicoles et piscicoles		
Nombre de mares, retenues d'eau et étangs empoissonnées	Nombre	75
Nombre des plans d'eaux faucardés	Nombre	410
Nombre Superficies des plans d'eaux faucardés	Ha	164
Nombre d'exploitants apicoles encadrés	Nombre	42
Nombre de pêcheurs encadrés Formés	Nombre	224
Nombre de fermes piscicoles créées	Nombre	6
Nombre de kits en équipements de pêche distribués	Nombre	224
PIP 6 : Gestion durable des terres et des écosystèmes		
Superficies de terres dégradées récupérées	Ha	54833,59
Superficie de dunes fixées	Ha	9867
Nombre de plants forestiers produits	Nombre	6574723
Superficies plantées/surfaces reboisées	Ha	28719
Longueur de bandes pare feu réalisés	km	16087,6
Superficie de parcours pastoraux nettoyés de plantes envahissantes	Nombre	2180,5
Surface Superficies des aires protégées pour préserver la biodiversité	Ha	8416240
Superficie des forêts aménagées	Ha	945559,58
Superficie des forêts classées aménagées	Ha	611428
Superficie de zones humides classées sites Ramsar aménagées	Ha	4302617
PIP 7 : Valorisation des produits forestiers ligneux et non ligneux		
Nombre de visiteurs des aires protégées	Nombre	2333
Nombre de filières de produits forestiers ligneux promues	Nombre	1
Nombre de filières de produits forestiers non ligneux promues	Nombre	1

Programme stratégique 2. Approvisionnement régulier des marchés ruraux et urbains en produits agricoles et agroalimentaires

L'approvisionnement régulier des marchés en produits agricoles et agroalimentaires peut s'apprécier d'une part suivant les importations et les exportations et aussi indirectement en fonction de la fluctuation des prix des principales denrées alimentaires.

Tableau 9. Illustration du marché des produits agricoles et agroalimentaires en 2011

Importations/exportations et prix	Référence 2011
Importations et exportations (données non disponibles)	
Evolution des prix aux consommateurs	
Prix au consommateur Riz importé	486
Prix au consommateur Riz local	388
Prix au consommateur Maïs	216
Prix au consommateur Mil	191
Prix au consommateur Sorgho	179
Prix au consommateur Niébé toute variété	271
Prix au consommateur Arachide décortiquée	590

Importations/exportations et prix	Référence 2011
Prix au consommateur Oignon	429
Prix au consommateur Poivron séché	2 494
Prix au consommateur Souchet gros rhizome	343
Prix au consommateur Sésame	448
Prix au consommateur Gomme	487

Mais, au-delà, la vitalité du marché est aussi fortement liée au tissu industriel ainsi qu'aux facilités d'écoulement pour soutenir véritablement les capacités nationales de transformation et de commercialisation. L'absence de données fiables ne permet pas hélas de donner une situation référentielle complète des PIP liés à cet axe 2.

Programme stratégique 3. Amélioration de la résilience des groupes vulnérables face aux changements climatiques, crises et catastrophes

Cinq indicateurs sont choisis pour rendre compte de l'efficacité des réponses apportées aux crises. Il s'agit de la proportion de la population à risque alimentaire, des quantités de vivres distribuées et vendues à prix modéré, des volumes financiers utilisés en transfert direct aux populations vulnérables, de la reconstitution du stock national de réserve alimentaire et de celle d'aliment bétail.

Tableau 10. Efficacité des réponses apportées aux crises

Réponses aux crises	Référence 2011
Proportion de la population vulnérable à l'insécurité alimentaire (à risque) (%)	23,1
Distribution de vivres (tonnes)	84 839
Vente de céréales à prix modéré (tonne)	47 400
AGR / Transfert d'argent (CFW, ..) (F. Cfa)	40 000 000
Stock national de réserve alimentaire (tonne)	121 000

L'efficacité des actions de prise en charge des populations vulnérables peut se mesurer en particulier par l'importance de la proportion des personnes affectées par les crises alimentaires bénéficiant des mesures d'atténuation. Ce taux, en 2011, a été de 68%. Les actions de prévention et/ou de prise en charge des populations vulnérables sont reportées comme suit en ce qui concerne l'année 2011.

Tableau 11. Situation référentielle partielle des indicateurs des PIP de l'axe 3

Actions	Valeur 2011
Unités de 'petit élevage familial' (Kit)	1 847
Nombre total de ménages vulnérables	5458 817
Mise en place de kit d'élevage familial	1 847
Quantité de céréales distribuée gratuitement	33 900
Quantité de céréales de vente à prix modéré	47 400
AGR/Transfert d'argent	40 000 000

Programme stratégique 4. Amélioration de l'état Nutritionnel des nigériennes et nigériens

Les données référentielles de cet effet global manquent pour l'année 2011 mais disponibles pour l'année 2012.

Tableau 12. Etat nutritionnel en 2012

Effets	Taux observé en 2012
Prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants de 6-59 mois	-5%
Prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de 6-59 mois	+2,50%
Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de 6 à 59 mois	-5%
Taux de malnutrition chronique	48,1%
Taux de malnutrition aiguë	16,7%

En 2011, il ressort les résultats ci-après.

Tableau 13. Résultats en matière d'amélioration de l'état nutritionnel en 2011

Résultats	Référence 2011
% des enfants dormant sous moustiquaire imprégnées	83%
% des personnes se lavant les mains pendant les 5 moments critiques	12,70%
% des enfants de 6-23 mois ayant bénéficié d'une alimentation de complément	64,9%
% des ménages disposant de sel iodé	32%
% des ménages/enfants de 6-59 mois utilisant la thérapie de réhydratation orale en cas de diarrhée	35,7%
Taux d'allaitement exclusif	26,9
Prévalence de la sous nutrition des enfants de 6 à 59 mois	12,3
Prévalence de la sous nutrition sévère des enfants de 6 à 59 mois	1,9
Prévalence de l'insuffisance pondérale des enfants de moins de 5 ans	38,5
Prévalence de l'insuffisance pondérale sévère des enfants de moins de 5 ans	11,8
Proportion des ménages ayant accès à l'eau potable	62,5

Ces résultats ont été atteints à travers notamment l'organisation de campagnes de supplémentation en micronutriments, la formation, la mise en place d'intrants thérapeutiques (vitamine A, PPN, SP etc..), le suivi des groupes vulnérables et la vulgarisation des supports d'orientations comme illustrés dans le tableau ci-après..

Tableau 14. Situation référentielle des indicateurs du PIP 10

Réalisations	Réalisations 2011
Nombre d'enfants de 6 à 59 mois, touchés par les interventions en micronutriments (Vitamine A, Déparasitage) dans les 6 derniers mois Vitamine A	4 308 625
Nombre d'admis dans les CRENAM	411,031
Nombre d'admis dans les CRENAM récupérés	342,900
Nombre d'admis dans les CRENI/CRENAS	299,358
Nombre d'admis dans les CRENIS récupérés	41,591
Nombre de cas de carences en micronutriments observés Vitamine A (xérophtalmie)	1599
Nombre de cas de malnutrition aigüe pris en charge	710,389
Nombre de CRENAM	749
Nombre de CRENI/CRENAS	869
Nombre de femmes de 15-49 ans ayant reçu pendant 90 jours ou plus, une supplémentation en fer durant leur grossesse	760,381

4.3. FINANCEMENTS DE BASE DES PROGRAMMES STRATEGIQUES ET DU PI 3N

Le coût global du plan d'investissement de l'Initiative 3N pour la période 2012 à 2015 a été évalué à 1 000,815 milliards de FCFA dont un montant de base de 267,163 milliards représentant les acquis. Le montant à rechercher était alors évalué à 733,652 milliards de FCFA.

L'évaluation actualisée des financements montre que le montant total des programmes, projets et actions en lien avec l'Initiative 3N est de 1 467 935 949 600 F.Cfa (liste synoptique des programmes, projets et actions en annexe 3), soit 146.67% du montant initialement évalué.

Sur ce montant, la baseline financière (2011 comme année de référence) est de 115 622 099 600 F. Cfa pour 39 Programmes, projets et actions en exécution durant la même année 2011, soit seulement 11.55% du montant global du PIP (1 000,815 milliards de FCFA), ou encore de 43.28% du montant initialement considéré comme acquis.

Il se reparti comme suit suivant les PIP et les axes stratégiques de l'Initiative 3N.

Tableau 15. Financements actualisés de base des programmes stratégiques et des PIP

Programme Stratégiques (PS)	Programme Prioritaires (PIP)	Evaluation Initiale PI I3N	Evaluation actualisée 2011
PS1 : Les productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques sont accrues	PIP 1 : Amélioration de la Productivité et des revenus agricoles par la maîtrise de l'eau	350 000	27 138,615
	PIP 2 : Modernisation des systèmes de cultures pluviales et des filières pour la Sécurité alimentaire et nutritionnelle	100 250	6 753,687
	PIP 3 : Sécurisation des systèmes de productions animales	60 000	2 739,621
	PIP 4 : Intensification des productions animales à cycle long	21 900	623,440
	PIP 5 : Promotion des filières avicoles et piscicoles	18 100	182,859
	PIP 6 : Gestion durable des terres et des écosystèmes	160 000	4 908,646
	PIP 7 : Valorisation des produits forestiers ligneux et non ligneux	25,000	0
Sous total Axe 1		735 250	42 346,8712
PS2 : Les marchés ruraux et urbains sont régulièrement approvisionnés en produits agricoles et agroalimentaires	PIP 8 : Transformation et Commercialisation des Produits	50 000	4 559,558
Sous total Axe 2		50 000.0000	4 559,558
PS3 : La résilience des groupes vulnérables face aux changements climatiques, crises et catastrophes, est augmentée	PIP 9 : Prévention et gestion des crises alimentaires	115 000	36 710,274
Sous total Axe 3		115 000	36 710,274
PS4 : L'état nutritionnel des nigériennes et nigériens est amélioré	PIP 10 : Prévention et Prise en charge de la Malnutrition	50 000	0
Sous total Axe 4		50 000.0000	0
PS5 : L'animation, la coordination de la SDA/C/SAN et l'impulsion des reformes sont assurées	PIP 11 : Renforcement des capacités pour la mise en œuvre de l'I3N	50 565	32 005,396
Sous total Axe 5		50 565	32 005,396
TOTAL GENERAL		1 000 815	115 622,099

La lecture de ce tableau amène aux observations ci-après :

- la ligne de base paraît sur évaluée ; elle est de 115 622 099 600 F.Cfa représentant seulement 43,28% du montant initialement considéré comme acquis ;
- les financements autant des Axes que des PIP sont donc sous évalués et certains axes n'avaient même pas de financements comme l'axe 4.

5. INTERVENTIONS, FINANCEMENTS, ACTEURS PAR TUTELLE DE MISE EN ŒUVRE DE L'INITIATIVE 3N

5.1. CABINET DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

La Présidence de la République compte sept (7) projets, programmes, de durées comprises entre dix mois à six (6) ans intervenant dans les domaines de la consolidation de la paix, le renforcement de capacités, la nutrition et la sécurité alimentaire avec deux grands projets, celui de le Projet d'appui à la mise en œuvre de la stratégie initiative 3N avec comme objectif de « renforcer les capacités opérationnelles de mise en œuvre de l'Initiative 3N » et le Programme « Kandadji » de Régénération des Ecosystèmes et de Mise en valeur de la vallée du Niger dont l'objectif est d'« assurer la régénération des écosystèmes fluviaux et augmenter les productions agricoles, animales et d'énergie ». Seul le projet « Jeunes, Paix et Développement » a son siège à Tahoua.

Programmes, projets et actions sous tutelle de la Présidence

- Contribution à la Consolidation de la Paix dans le Nord Niger (CCPN)
- Jeunes, Paix et Développement dans la Région de Tahoua (JPAD)
- Projet de Renforcement des Capacités pour la Prévention et Gestion des Conflits (PRCPGC)
- Appui au Démarrage de l'Approche Programme dans le Secteur Rural (ADAP)
- Renewed Effort Against Child Hunger And Malnutrition (REACH)
- Projet d'appui à la mise en œuvre de la Stratégie Initiative 3N (HC3N BN)
- Programme de Régénération des Ecosystèmes et de Mise en valeur de la vallée du Niger « Kandadji »

Distribution temporelle des programmes, projets et actions sous tutelle de la Présidence

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
CCPN						
JPAD						
PRCPGC						
ADAP						
REACH						
HC3N BN						
Kandadji						

Financements des programmes, projets et actions sous tutelle de la Présidence

Les programmes, projets sous tutelle de la Présidence interviennent dans les domaines de :

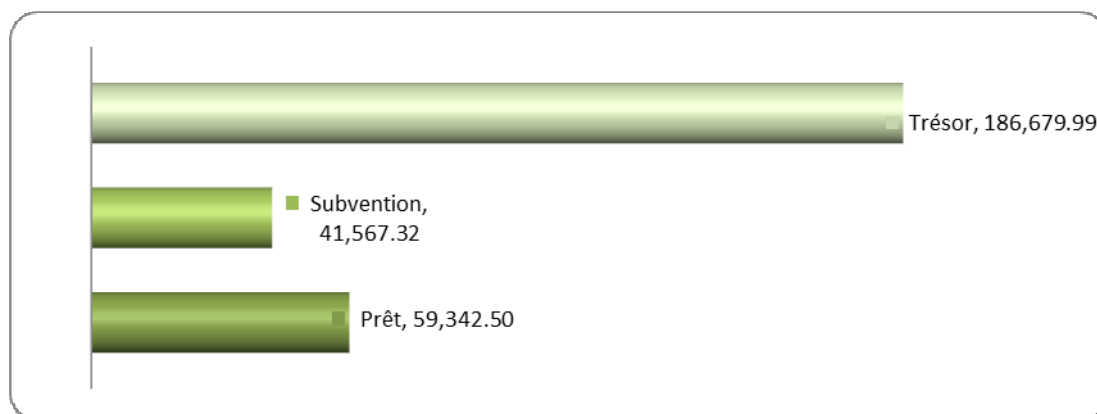
- la consolidation de la paix, le renforcement de capacités ;
- la nutrition et ;
- la sécurité alimentaire pour un montant de 287 589,81 millions de FCFA réparti comme suit :

Bailleurs	Montant	%
BADEA	4 324,89	1,50%
BID	21 624,54	7,52%
BIDC	3 243,67	1,13%
BOAD	3 243,67	1,13%
Danemark	1 450,09	0,50%
Etat	186 679,99	64,91%

FAD	27 861,92	9,69%
FSD	8 649,85	3,01%
KFAED	8 649,85	3,01%
OFID	6 487,34	2,26%
PNUD	784,91	0,27%
UE	14 589,09	5,07%
Total	287 589,81	

Ce montant se compose comme suit :

- Subventions : 41 567,32 millions de FCFA ;
- Prêt : 59 342,50 millions de FCFA ;
- Ressources internes : 186 679,99 millions de FCFA soit 64,91%.



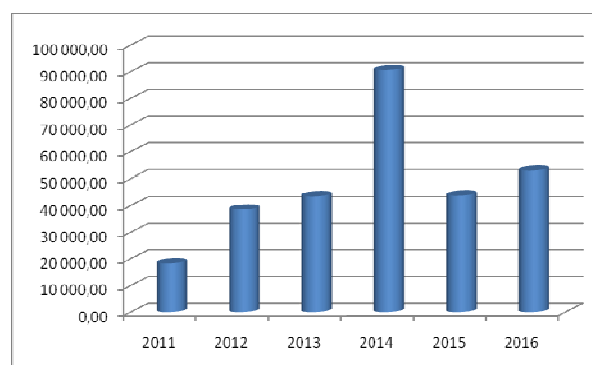
Cartographie géographique

Les programmes, projets sont de couverture régionale visant à priori les Communes, les Départements et les Régions.

Projets / Programmes	Nationale	Régionale - Départementale			
		Agadez	Diffa	Tahoua	Tillabéri
Contribution à la Consolidation de la Paix dans le Nord Niger		x		x	Téra, Tillabéri, Ouallam, Filingué
Jeunes, Paix et Développement dans la Région de Tahoua				Tchinta Tassara	
Projet de Renforcement des Capacités pour la Prévention et Gestion des Conflits			N'Guiguimi N'Gourti		
Appui au Démarrage de l'Approche Programme dans le Secteur Rural	x				
Renewed Effort Against Child Hunger And Malnutrition	x				
Projet d'appui à la mise en œuvre de la Stratégie Initiative 3N	x				
Programme « Kandadji »					Ayorou, Bankilaré, Téra, Tillabéri

Evolution temporelle des financements

On constate une tendance à la hausse du financement des programmes, projets et sous tutelle de la Primature entre 2011 et 2014. Le pic de l'année 2014 avec 90 553,49 millions de FCFA s'explique par la mise en œuvre du Projet d'appui à la mise en œuvre de la Stratégie Initiative 3N avec ses composantes (i) faciliter l'accès aux financements, (ii) mise en place et Opération FISAN, (iii) réformes institutionnelles, foncières, économiques et juridiques, (iv) mobilisation et responsabilisation des acteurs et (v) suivi évaluation de la mise en œuvre. Toutefois, les années suivantes, on a un financement mobilisable de l'ordre de 96 618 millions de FCFA.



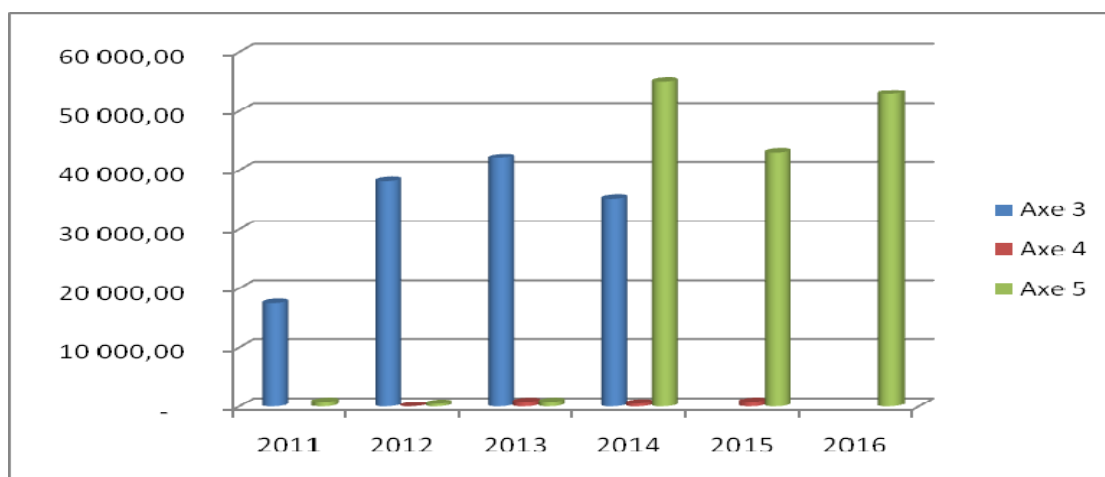
2011	2012	2013	2014	2015	2016	Total
18 319,74	38 566,86	43 531,72	90 553,49	43 763,00	52 855,00	287 589,81

En millions de FCFA

Ancrage stratégique et financements

L'ancrage stratégique ainsi que les financements des projets, programmes sous tutelle de la Présidence se répartissent de la manière suivante :

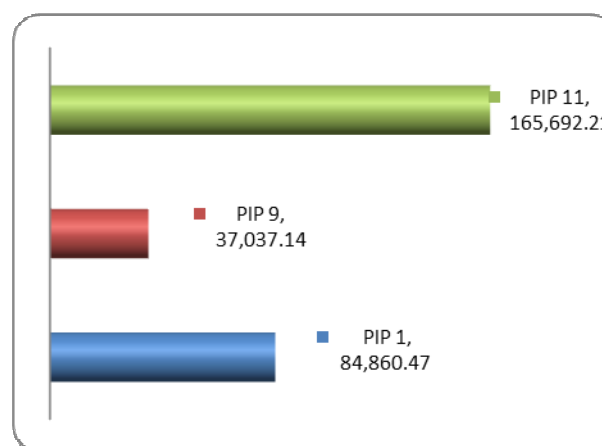
- Six (6) composantes s'insèrent dans l'axe stratégique 3 de l'Initiative 3N avec un montant de 132 869,015 millions de FCFA soit 46,20% ;
- Six (6) composantes des projets, programmes sous tutelle dans l'axe stratégique 4 avec un montant de 2 000 millions de FCFA ;
- Dix (10) s'inscrivent dans l'axe stratégique 5 pour un montant de 152 720,795 millions de FCFA représentant 53,10%.



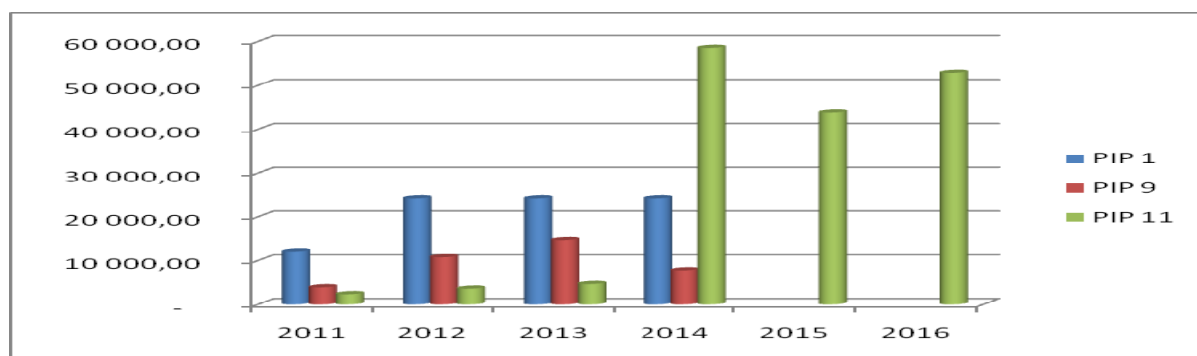
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Total
Axe 3	17 566,37	38 133,05	42 036,85	35 132,74			132 869,02
Axe 4		15,00	741,50	480,50	763,00		2 000,00
Axe 5	753,37	418,81	753,37	54 940,24	43 000,00	52 855,00	152 720,80

Il est dénombré 47 interventions menées en lien avec les différents PIP réparties comme suit :

- 1 intervention en lien avec le PIP 1 pour un montant de 84 860,47 millions de FCFA soit 29,51% ;
- 4 interventions en lien avec le PIP 9 pour un montant de 37 037,14 millions de FCFA soit 12,88% ;
- 17 interventions avec le PIP 11 pour un montant de 165 692,21 millions de FCFA, soit 57,61%.



Il ressort du graphique ci-dessous que le PIP 11 est le plus financé des projets, programmes et actions sous tutelle de la Présidence notamment à travers la mise en œuvre de l'Initiative 3N.



	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Total
PIP 1	12 122,92	24 245,85	24 245,85	24 245,85	-	-	84 860,47
PIP 9	3 876,10	10 752,51	14 656,31	7 752,21	-	-	37 037,14
PIP 11	2 320,71	3 568,50	4 629,56	58 555,43	43 763,00	52 855,00	165 692,21

5.2. CABINET DE LA PRIMATURE

La Primature compte quinze (15) projets, programmes et actions, de durées comprises entre un (1) à sept (7) ans intervenant sur trois volets :

- changement climatique,
- prévention et de gestion des catastrophes et crises alimentaires et,
- développement local.

Seul le projet Aménagement du site maraîcher de KAO par le « Fonçage de 13 puits maraîchers » a son siège à Tahoua. Bien que certains de ces projets aient démarré avant l'adoption l'Initiative 3N en 2012, ils contribuent tous à « *renforcer les capacités nationales de productions alimentaires, d'approvisionnement et de résilience face aux crises alimentaires et aux catastrophes* ».

Programmes, projets et actions sous tutelle de la Primature

- Programme Africain d'Adaptation aux changements climatiques – Composante Niger (PAA)
- Projet PANA Résilience au Secteur Agricole (PANA Résilience)
- Projet d'Appui à la Ratification du Protocole de Nagoya (PNA/APA)
- Élaboration du 5ème rapport sur la Diversité Biologique (NBSAP)
- Projet Troisième Communication du Niger sur les Changements Climatiques (TCN)
- Aménagement du site maraîcher de KAO par le « Fonçage de 13 puits maraîchers » (TICAD Kao)
- Projet d'appui au développement local des Régions du Nord du Niger - CRIS : 23-812 (ADLRNN)
- Appui au Dispositif National de Prévention et de Gestion des Catastrophes et Crises Alimentaires (DNPGCCA)
- Projet Prévention et Gestion des Crises et Catastrophes Naturelles et Relèvement
- Plan de soutien aux populations vulnérables 2011-2012 (PSPV 2011-2012)
- Plan de soutien aux populations vulnérables 2013 (PSPV 2013)
- Projet Filets Sociaux (PFS)
- Projet GIZ d'Appui au DNPGCCA
- Appui au renforcement des fonds communs des donateurs
- Fonds d'Investissement des Collectivités Décentralisées (FICOD)

Distribution temporelle des programmes, projets et actions sous tutelle de la Primature

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
PAA								
PANA Résilience								
PNA/APA								
NBSAP								
TCN								
TICAD Kao								
ADLRNN								
DNPGCCA								
Prévention et Gestion des crises								
PSPV 2011-2012								
PSPV 2013								
PFS								
Projet GIZ								
Renforcement des fonds								
FICOD								

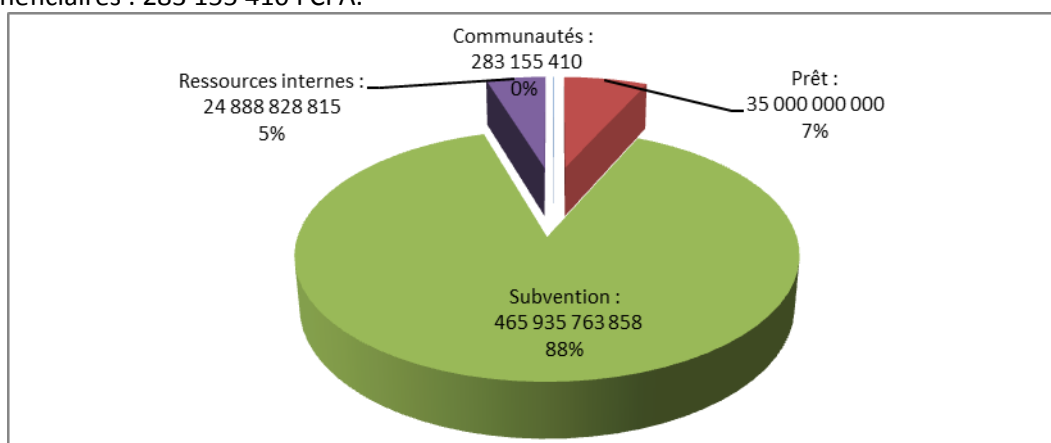
Financements des programmes, projets et actions sous tutelle de la Primature

Les programmes, projets et actions sous tutelle de la Primature financent majoritairement l'urgence pour un coût global de 526 107 748 083 FCFA :

Bailleurs	Montant	Taux
Australie	166 189 074 440	31,59%
Banque mondiale	35 000 000 000	6,65%
Communautés	283 155 410	0,05%
Coopération Japonaise	1 500 000 000	0,29%
Etat	24 888 828 815	4,73%
FED	17 606 667 193	3,35%
FEM	2 151 500 000	0,41%
Fonds Communs des donateurs (FCD)	249 125 814 999	47,35%
GIZ	7 475 000 000	1,42%
KFW	19 039 344 590	3,62%
ONGs (belge et Care)	708 424 800	0,13%
PNUD	2 139 937 836	0,41%
Total	526 107 748 083	

Ce montant se compose comme suit :

- Subventions : 465 935 763 858 FCFA ;
- Prêt : 35 000 000 000 FCFA ;
- Ressources internes : 24 888 828 815 FCFA ;
- Bénéficiaires : 283 155 410 FCFA.

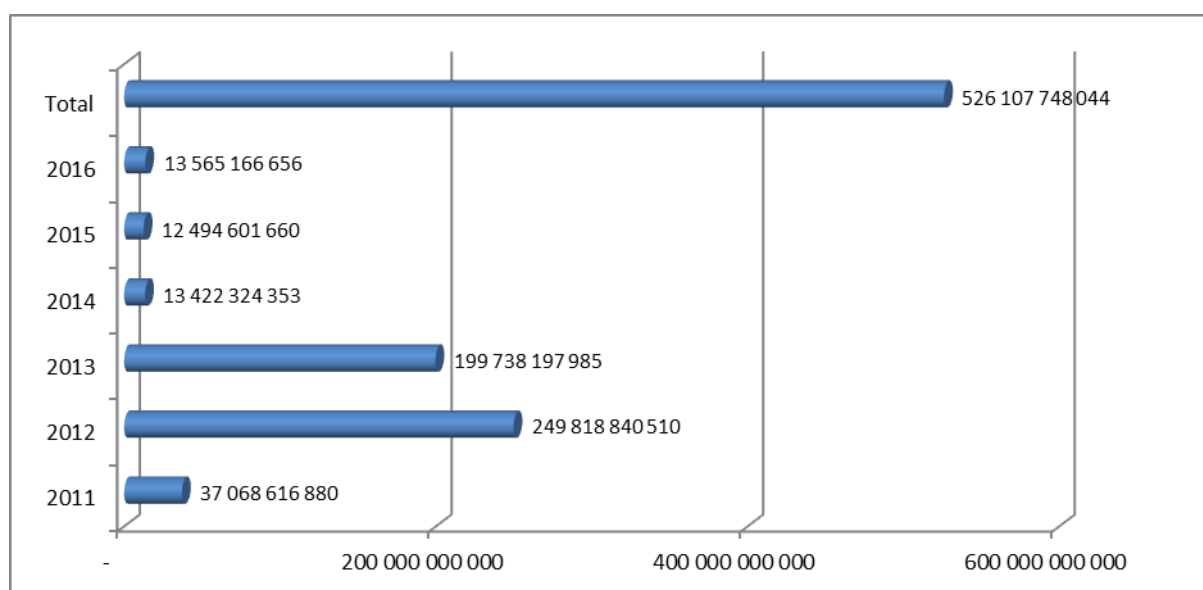


Cartographie géographique

Les programmes, projets et actions sont en grande majorité à couverture nationale à l'exception du Projet d'aménagement du site maraîcher de KAO (Tahoua) par le « Fonçage de 13 puits maraîchers » (TICAD Kao), du Projet d'appui au développement local des Régions du Nord du Niger et du FICOD qui interviennent dans le Nord du pays (Agadez, Tahoua, Tillabéri). Tous ces projets visent à priori l'ensemble des Communes, Départements et Régions notamment les projets intervenant dans le domaine de la sécurité alimentaire.

Evolution temporelle des financements

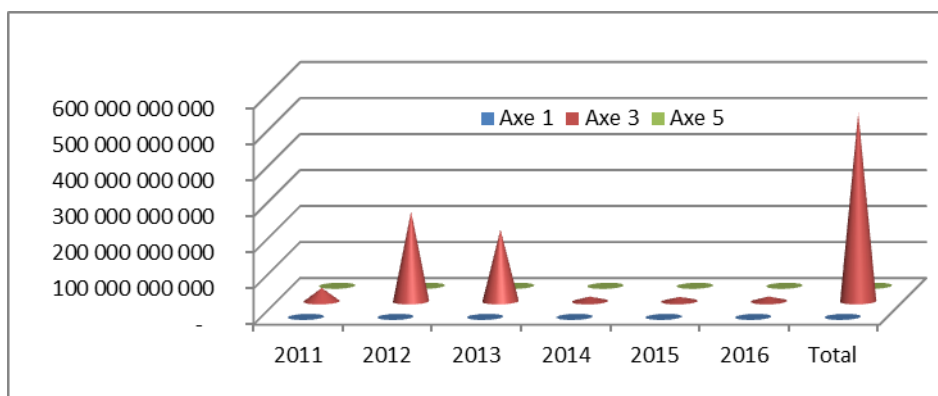
On constate une tendance régressive du financement des programmes, projets et actions sous tutelle de la Primature entre 2012 et 2016. Les années 2012 et 2013 ont reçu un financement oscillant entre 200 et 250 milliards de FCFA. Cela dénote le caractère d'urgence prévalu pour faire face à la prévention et à la gestion des crises et catastrophes naturelles notamment pour appuyer les ménages et groupes cibles affectés par les facteurs de risque humanitaire à accéder à l'alimentation et à protéger leurs moyens d'existence.



Ancrage stratégique et financements

L'ancrage stratégique ainsi que les financements des projets, programmes et actions sous tutelle de la Primature se répartissent de la manière suivante :

- Une composante s'insère dans l'axe stratégique 1 avec un montant de 54 744 836 FCFA ;
- Trente-quatre (34) composantes des projets, programmes et actions sous tutelle dans l'axe stratégique 3 « Augmentation de la résilience des groupes vulnérables face aux changements climatiques, crises et catastrophes » avec un montant de 525 635 293 208 FCFA soit 99,91% ;
- Douze (12) s'inscrit dans l'axe stratégique 5 pour un montant de 417 710 000 FCFA.



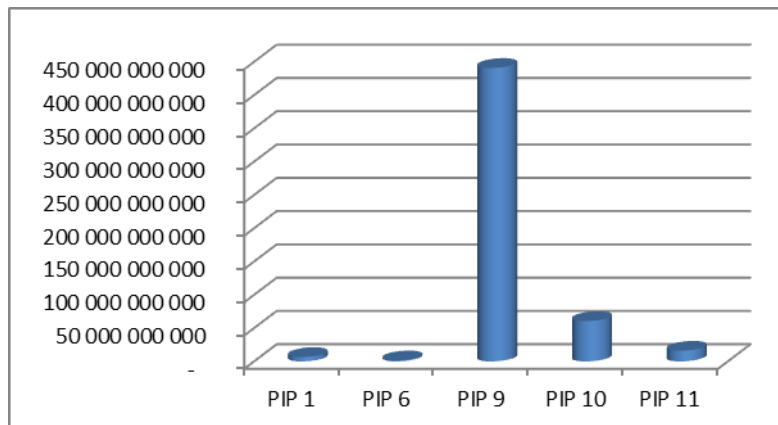
Les années 2012 et 2013 ont un montant variant entre 200 et 250 milliards de FCFA.

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Total
Axe 1	-	-	54 744 836	-	-	-	54 744 836
Axe 3	37 068 616 880	249 791 840 510	199 586 527 149	13 266 774 353	12 356 367 660	13 565 166 656	525 635 293 208
Axe 5	-	27 000 000	96 926 000	155 550 000	138 234 000	-	417 710 000

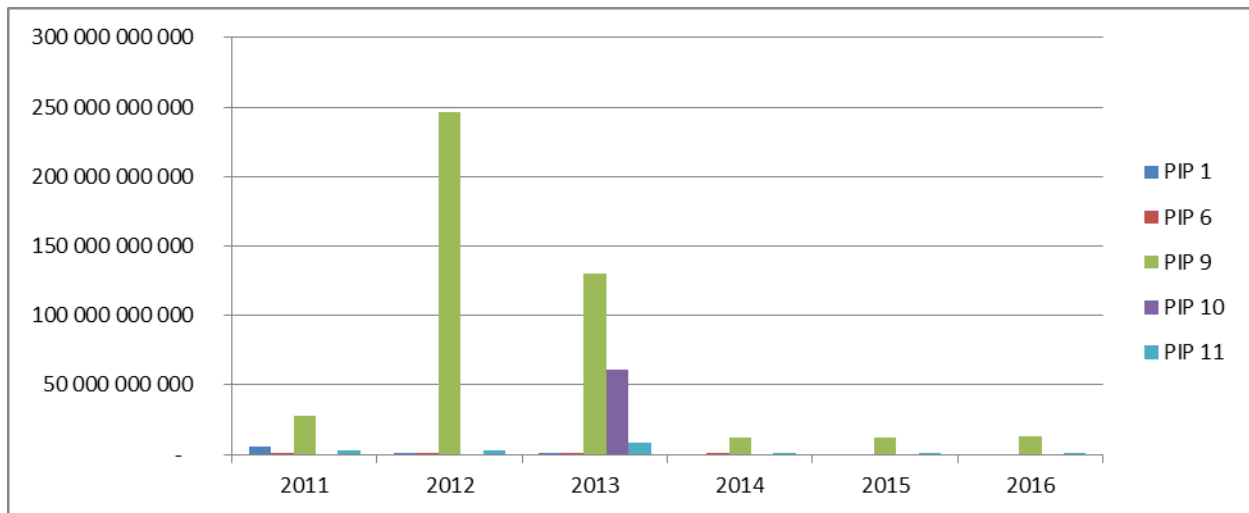
Il est dénombré 47 interventions menées en lien avec les différents PIP réparties comme suit :

- 2 interventions en lien avec le PIP 1 pour un montant de 6 677 971 436 FCFA ;
- 2 interventions en lien avec le PIP 6 pour un montant de 1 713 227 874 FCFA ;
- 16 interventions avec le PIP 9 pour un montant de 440 935 136 408 FCFA, soit 83,81% ;
- 1 intervention avec le PIP 10 pour un montant de 60 624 746 500 FCFA ;
- 26 interventions avec le PIP 11 pour un montant de 16 156 665 826 FCFA ;

Il ressort du graphique ci-dessous que le PIP 9 « Prévention et gestion des crises alimentaires » est le plus financé pour les années 2012 et 2013.



Les financements ont cependant une tendance à décroître à partir de 2013 comme ci-dessous illustré.



	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Total
PIP 1	5 700 538 369	852 744 000	124 689 067	-	-	-	6 677 971 436
PIP 6	934 130 769	326 827 000	440 270 105	12 000 000	-	-	1 713 227 874
PIP 9	27 883 854 242	246 147 980 456	130 034 794 487	12 521 034 713	11 702 628 020	12 644 844 490	440 935 136 408
PIP 10	-	-	60 624 746 500	-	-	-	60 624 746 500
PIP 11	2 550 093 500	2 491 289 054	8 513 697 826	889 289 640	791 973 640	920 322 166	16 156 665 826
Total	37 068 616 880	249 818 840 510	199 738 197 985	13 422 324 353	12 494 601 660	13 565 166 656	526 107 748 044

5.3. MINISTÈRE EN CHARGE DE L'AGRICULTURE

Le Ministère de l'Agriculture compte trente-neuf (39) projets, programmes et actions sous tutelle, de durées comprises entre un (1) à sept (7) ans intervenant avec toutefois des actions et/ou des programmes annuelles du financement Trésor. Ces projets, programmes et actions interviennent principalement dans les productions agricoles et le renforcement de capacités. Bien que certains de ces projets aient démarré avant l'adoption l'Initiative 3N en 2012, ils contribuent tous à l'atteinte des objectifs de l'Initiative 3N, celui de « *contribuer à mettre les populations Nigériennes à l'abri de la famine et leur garantir les conditions d'une pleine participation à la production nationale et à l'amélioration de leurs revenu* ».

Programmes, projets et actions sous tutelle du Ministère de l'Agriculture

- Amélioration de la Production du Riz en Afrique de l'Ouest
- Appui à la mise en œuvre et au Développement du Système Country Stat en Guinée Bissau, au Niger, au Togo, et au siège de la commission de l'UEMOA
- Intensification de l'Agriculture par le Renforcement des Boutiques d'Intrants Coopératives
- Programme d'Actions Communautaires phase 2
- Programme d'Appui au Secteur Rural
- Programme d'Urgence des Cultures Irriguées Campagne 2011-2012
- Programme d'Actions Communautaires Phase 3
- Programme d'Appui au Développement agricole durable dans la Région de Dosso
- Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest
- Programme de soutien à la campagne Agricole
- Projet Achats des Africains pour les l'Afrique
- Projet d'Aménagement et de mise en valeur de périmètres Irrigués dans la vallée de l'Irhazer et la plaine du Tamesna
- Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire et au Développement dans la Région de Maradi
- Projet d'appui à la conservation et à la transformation des produits maraîchers
- Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire dans les Régions de Dosso et Tillabéry phase 2
- Projet d'Appui au Développement du Secteur Rural (PADSR)
- Projet d'Appui au Programme Spécial de Sécurité Alimentaire Phase II
- Projet d'Appui Global de la Production Locale Agricole des Coopératives rizicoles dans la Commune Urbaine de Niamey
- Projet d'Intensification des Productions Agricoles pour la Sécurité Alimentaire dans les Régions de Tahoua et de Tillabéri
- Projet d'Urgence pour l'Appui à la Sécurité Alimentaire et le Développement Rural
- Projet d'Amélioration de la Qualité et des Standards sur les Engrais au Niger
- Projet de Développement des Ressources en Eau et de Gestion Durable des Ecosystème dans le Bassin du Niger
- Projet de Développement des Exportations et des Marchés Agro sylvo Pastoraux
- Projet de Développement Rural de Dakoro
- Projet de lutte contre l'insécurité alimentaire par le développement de l'irrigation dans la Région de Tillabéri
- Projet de Mobilisation des Eaux pour le Renforcement de la Sécurité Alimentaire dans les Régions de Maradi, Tahoua et Zinder
- Projet de Mobilisation et de Valorisation des Ressources en Eau
- Projet de Petite Hydraulique pour la Sécurité Alimentaire dans les Régions de Zinder et Tahoua
- Projet de petite irrigation RUWANMU
- Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié
- Projet de Réhabilitation des Périmètres Irrigués Publics
- Projet de Renforcement des Moyens de Protection des Végétaux et des Denrées Stockées dans la Région du Liptako-Gourma
- Projet de Valorisation des Eaux dans les Régions de Dosso et Tillabéri

- Projet de valorisation des retenues d'Eau et d'Autopromotion des communautés locales au Sahel dans les régions de Maradi et Tahoua.
- Projet initiative d'urgence pour le riz du Japon
- Projet Renforcement des capacités pour une meilleure gestion de l'eau dans la pratique de l'agriculture au Niger, au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal
- Réduction de la Dépendance à l'Egard des Produits Organiques Persistants dans les Bassins des Fleuves Niger et Sénégal grâce à la Production Intégrée et à la Gestion des Nuisibles
- Santé du Sol Micro Dose
- Second Projet d'urgence d'Appui à la Sécurité Alimentaire

Distribution temporelle des programmes, projets et actions sous tutelle de la Primature

Projets	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Santé du Sol Micro Dose	x	x	x	x						
Amélioration de la Production du Riz en Afrique de l'Ouest		x	x	x						
Appui à la mise en œuvre et au Développement du Système Country Stat en Guinée Bissau, au Niger, au Togo, et au siège de la commission de l'UEMOA			x	x	x					
Réduction de la Dépendance à l'Egard des Produits Organiques Persistants dans les Bassins des Fleuves Niger et Sénégal grâce à la Production Intégrée et à la Gestion des Nuisibles	x	x	x	x	x					
Projet de lutte contre l'insécurité alimentaire par le développement de l'irrigation dans la Région de Tillabéri	x	x	x	x						
Projet de Renforcement des Moyens de Protection des Végétaux et des Denrées Stockées dans la Région du Liptako-Gourma	x	x	x	x	x					
Projet de Petite Hydraulique pour la Sécurité Alimentaire dans les Régions de Zinder et Tahoua	x	x	x	x	x					
Projet de Promotion de l'Initiative Locale pour le Développement à Aguié	x	x	x	x	x					
Projet d'appui à la conservation et à la transformation des produits maraîchers					x	x	x			
Programme de soutien à la campagne Agricole				x	x					
Programme d'Urgence des Cultures Irriguées Campagne 2011-2012			x	x						
Projet initiative d'urgence pour le riz du Japon					x	x				
Projet d'Appui Global de la Production Locale Agricole des Coopératives rizicoles dans la Commune Urbaine de Niamey		x	x	x						
Intensification de l'Agriculture par le Renforcement des Boutiques d'Intrants Coopératives IARBIC	x	x	x	x						
Projet de Mobilisation des Eaux pour le Renforcement de la Sécurité Alimentaire dans les Régions de Maradi, Tahoua et Zinder				x	x	x	x	x		
Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire et au Développement dans la Région de Maradi				x	x	x	x	x		
Projet de Développement des Exportations et des Marchés Agro sylvo Pastoraux		x	x	x	x	x				
Programme d'Actions Communautaires phase 2	x	x	x	x	x					
Projet de Valorisation des Eaux dans les Régions de Dosso et Tillabéri	x	x	x	x						
Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire dans les Régions de Dosso et Tillabéri phase2		x	x	x	x	x				
Projet d'Urgence pour l'Appui à la Sécurité Alimentaire et le Développement Rural			x	x	x	x				
Projet d'Appui au Programme Spécial de Sécurité Alimentaire Phase II		x	x	x	x	x	x			
Projet de Mobilisation et de Valorisation des Ressources en Eau					x	x	x	x	x	x
Projet de petite irrigation RUWANMU					x	x	x	x	x	x
Projet de valorisation des retenues d'Eau et d'Autopromotion des communautés locales au Sahel dans les régions de Maradi et Tahoua				x	x	x				
Programme d'Appui au Secteur Rural	x	x	x	x	x					
Programme d'Actions Communautaires Phase 3						x	x	x	x	

Projets	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Projet Renforcement des capacités pour une meilleure gestion de l'eau dans la pratique de l'agriculture au Niger, au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal					x	x				
Projet de Développement des Ressources en Eau et de Gestion Durable des Ecosystème dans le Bassin du Niger	x	x	x	x	x	x	x	x		
Projet de Réhabilitation des Périmètres Irrigués Publics					x	x	x	x	x	x
Projet de Développement Rural de Dakoro	x	x	x	x	x	x				
Second Projet d'urgence d'Appui à la Sécurité Alimentaire			x	x	x	x				
Projet d'Intensification des Productions Agricoles pour la Sécurité Alimentaire dans les Régions de Tahoua et de Tillabéri			x	x	x	x	x	x		
Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest			x	x	x	x	x	x		
Projet Achats des Africains pour les l'Afrique						x	x			
Projet d'Amélioration de la Qualité et des Standards sur les Engrais au Niger					x	x	x	x		
Programme d'Appui au Développement agricole durable dans la Région de Dosso			x	x	x	x	x	x		
Projet d'Aménagement et de mise en valeur de périmètres Irrigués dans la vallée de l'Irhazer et la plaine du Tamesna					x	x				
Projet d'Appui au Développement du Secteur Rural				x	x	x	x	x		

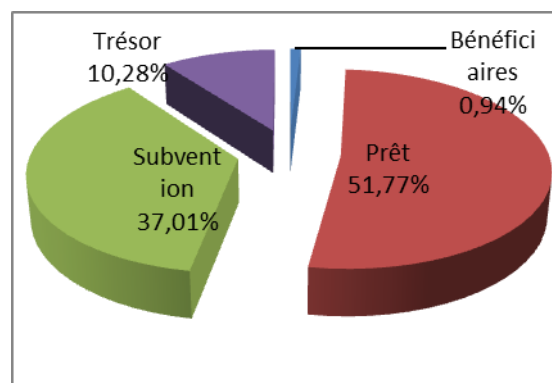
Financements des programmes, projets et actions sous tutelle du Ministère de l'Agriculture

Les programmes, projets et actions sous tutelle financent majoritairement les productions agricoles pour un montant de 302 782,02 millions de FCFA répartie comme suit :

Bailleurs (25+Etat + communautés)	Montant
Afrique du Sud	45,00
AREVA	2 000,00
BAD	17 966,56
BADEA	7 750,00
BID	8 105,00
BOAD	10 000,00
BRESIL	300,00
Communautés	2 847,13
Coop Danoise	13 200,00
Coop Japonaise	451,56
Coop Lux.	8 381,63
CR QATARI	200,00
Espagne	19 482,76
Etat	31 121,58
FAD	10 318,70
FAO	2 484,04
FBS	5 096,82
FEM	4 426,34
FIDA	32 011,94
Fondation Bill	1 132,86
GAFFSP	15 678,31
IDA	81 672,44
KFW	7 555,50
OFID	2 928,84
PAM	5 041,62
UE	12 573,39
UEMOA	10,00
Total	302 782,02

Ce montant se compose comme suit :

- Bénéficiaires : 2 847,13 millions de FCFA
- Prêt : 156 742,30 millions de FCFA
- Subvention : 112 071,01 millions de FCFA
- Trésor : 31 121,58 millions de FCFA

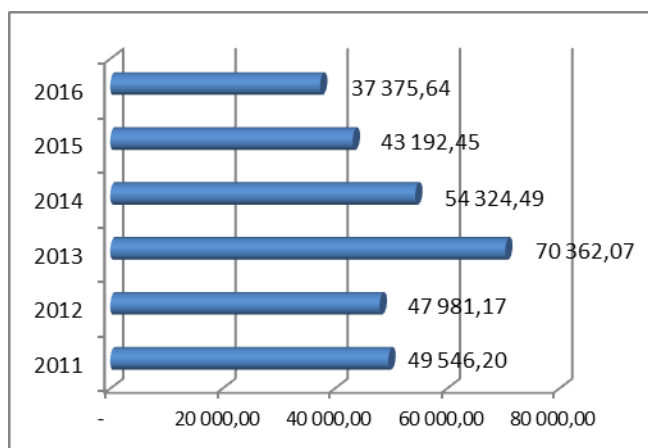


Cartographie géographique

Les programmes, projets et actions sont en grande majorité à couverture nationale. Tous ces programmes, projets et actions visent à priori l'ensemble des Communes, Départements et Régions notamment les productions agricoles ainsi que le renforcement des capacités.

Evolution temporelle des financements

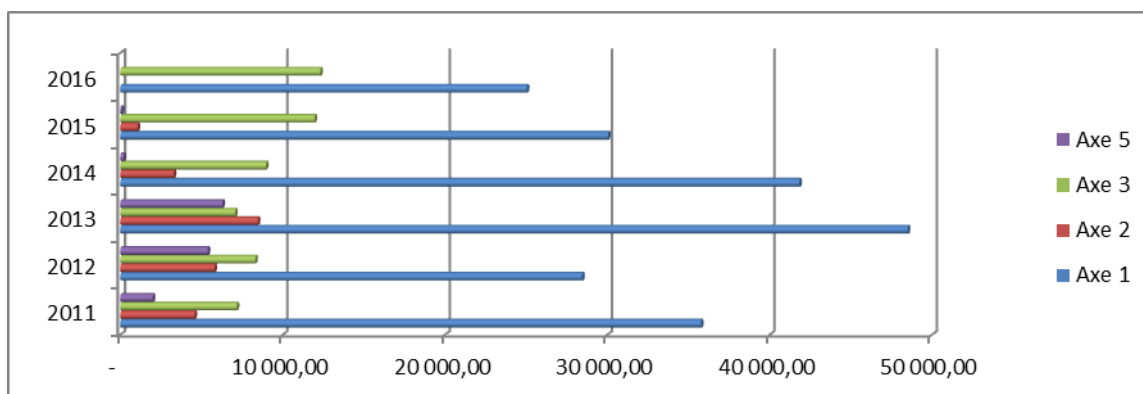
On constate une tendance régressive du financement des programmes, projets et actions sous tutelle du Ministère de l'Agriculture à partir de 2014 pour atteindre 43 192,45 millions de FCFA en 2015 avec un pic en 2013.



Ancrage stratégique et financements

L'ancrage stratégique ainsi que les financements des projets, programmes et actions sous tutelle du Ministère de l'Agriculture se répartissent de la manière suivante :

- 87 interventions (composantes) s'insèrent dans l'axe stratégique 1 « Accroissement et diversification des productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques » de l'Initiative 3N avec un montant de 209 684,28 millions de FCFA soit 69,25% ;
- 8 interventions dans l'axe stratégique 2 pour un montant de 23 229,74 millions de FCFA ;
- 43 interventions dans l'axe stratégique 3 pour un montant de 55 867,83 millions de FCFA ;
- 16 interventions s'inscrivent dans l'axe stratégique 5 pour un montant de 14 000,17 millions de FCFA.

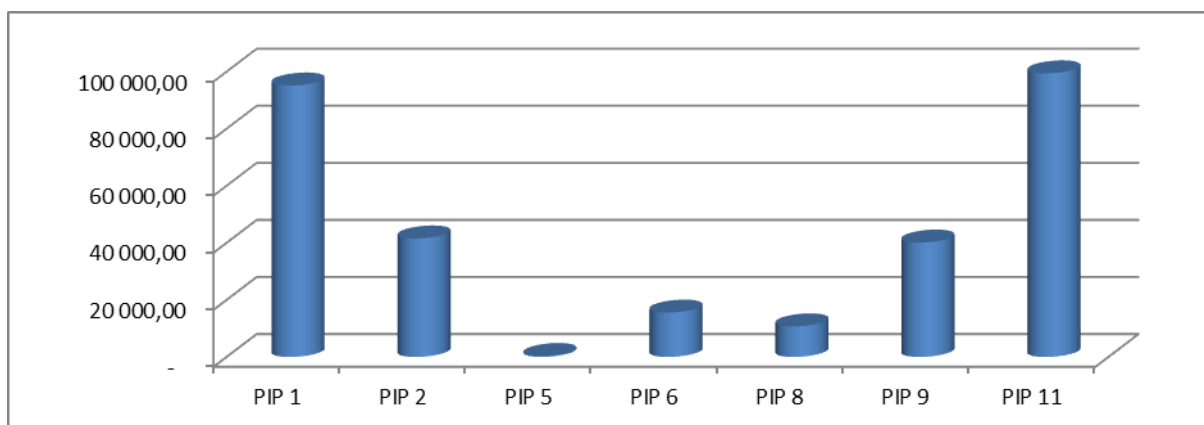


Dans le cadre de la mise en œuvre de l'Initiative 3N, le pic de financement est obtenu en 2013 avec un montant de 70 362,07 millions de FCFA. Ce montant décroît à partir de 2014.

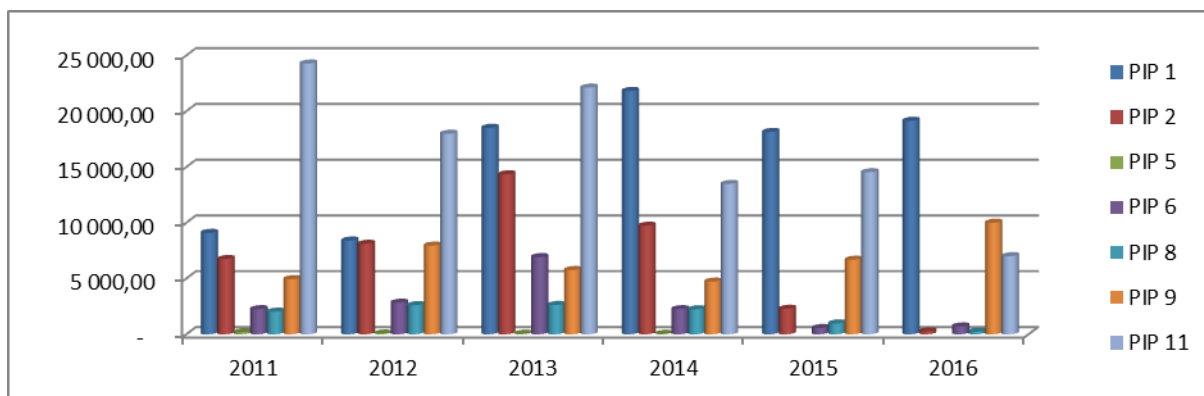
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Total
Axe 1	35 778,30	28 457,67	48 508,98	41 837,81	30 050,59	25 050,94	209 684,28
Axe 2	4 581,70	5 808,69	8 474,39	3 295,04	1 069,91	-	23 229,74
Axe 3	7 183,24	8 321,79	7 080,49	8 983,93	11 973,67	12 324,70	55 867,83
Axe 5	2 002,95	5 393,01	6 298,20	207,72	98,29	-	14 000,17
Total	49 546,20	47 981,17	70 362,07	54 324,49	43 192,45	37 375,64	302 782,02

Il est dénombré 154 interventions menées en lien avec les différents PIP réparties comme suit :

- 29 interventions en lien avec le PIP 1 pour un montant de 95 131,65 millions de FCFA représentant 31,42% ;
- 14 interventions en lien avec le PIP 2 pour un montant de 41 514,88 millions de FCFA ;
- 1 intervention avec le PIP 5 pour un montant de 350 millions de FCFA ;
- 6 interventions avec le PIP 6 pour un montant de 15 549,09 millions de FCFA ;
- 6 interventions avec le PIP 8 pour un montant de 10 732,92 millions de FCFA ;
- 18 interventions avec le PIP 9 pour un montant de 40 094,74 millions de FCFA ;
- 80 interventions avec le PIP 11 pour un montant de 99 408,74 millions de FCFA soit 32,83%.



Il ressort des graphiques ci-dessous que le PIP 1 « Amélioration de la Productivité et des revenus agricoles par la maîtrise de l'eau » et le PIP 11 « Renforcement des capacités pour la mise en œuvre de l'Initiative 3N » sont le plus financés par projets, programmes et actions sous tutelle.



PIP	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Total
PIP 1	9 098,30	8 404,68	18 516,71	21 820,47	18 145,08	19 146,41	95 131,65
PIP 2	6 753,69	8 117,06	14 347,26	9 742,81	2 285,92	268,14	41 514,88
PIP 5	182,86	73,52	53,00	40,62	-	-	350,00
PIP 6	2 260,77	2 835,65	6 926,39	2 255,05	566,41	704,82	15 549,09
PIP 8	2 025,96	2 612,11	2 633,09	2 246,87	976,85	238,04	10 732,92
PIP 9	4 950,32	7 955,12	5 766,10	4 729,28	6 685,89	10 008,02	40 094,74
PIP 11	24 274,31	17 983,02	22 119,51	13 489,38	14 532,31	7 010,20	99 408,74
Total	49 546,20	47 981,17	70 362,07	54 324,49	43 192,45	37 375,64	302 782,02

5.4. MINISTERE EN CHARGE DE L'ENVIRONNEMENT

Le secteur compte douze (12) projets et programmes de durées comprises entre un à sept ans. Ces projet et programmes interviennent dans la protection de l'Environnement et la préservation de la biodiversité. La majorité des projets et programmes sont mises en œuvre avant l'adoption de la Stratégie de l'Initiative 3N en 2012. Sur les douze projets et programmes, trois ont leur siège au niveau régional (Zinder, Tahoua, Agadez) et deux sont transfrontaliers.

Programmes, projets et actions du secteur de l'Environnement

- Programme d'appui aux parcs de l'entente
- Programme de gestion intégrée des écosystèmes des bassins versants Niger- Nigeria
- Programme de Lutte Contre l'Ensablement dans le Bassin du Niger
- Programme gommier
- Programme Régional de Biosécurité de l'UEMOA
- Projet d'aménagement et de gestion du bassin versant de Badaguichiri
- Projet de cogestion des ressources naturelles de l'Air et du Ténéré
- Projet de Lutte contre l'Ensablement des Cuvettes Oasiennes dans les départements de Gouré et de Maïné-soroa
- Projet Niger Fauna Corridors
- Projet Grande Muraille Verte
- Renforcer l'efficacité et catalyser la durabilité du système des aires protégées du W-Arly-Pendjari
- Restauration des terres dégradées (Ressources PPTE)

Distribution temporelle des programmes, projets et actions du secteur

Projet	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Programme d'appui aux parcs de l'entente		x	x	x	x	x		
Programme de gestion intégrée des écosystèmes des bassins versants Niger- Nigeria	x	x	x	x				
Programme de Lutte Contre l'Ensablement dans le Bassin du Niger			x	x	x			
Programme gommier	x	x	x	x	x	x	x	x
Programme Régional de Biosécurité de l'UEMOA	x	x	x	x	x	x		
Projet d'aménagement et de gestion du bassin versant de Badaguichiri	x	x	x	x	x			
Projet de cogestion des ressources naturelles de l'Air et du Ténéré	x	x	x					
Projet de Lutte contre l'Ensablement des Cuvettes Oasiennes dans les départements de Gouré et de Maïné-soroa	x	x	x	x				
Projet Niger Fauna Corridors		x	x	x	x			
Projets Grande Muraille Verte			x	x	x	x	x	
Renforcer l'efficacité et catalyser la durabilité du système des aires protégées du W-Arly-Pendjari (WAP)	x	x	x	x				
Restauration des terres dégradées (Ressources PPTE)	x	x	x	x	x	x	x	x

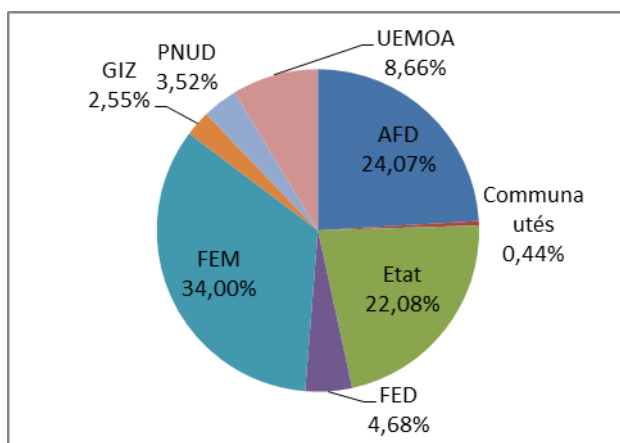
Financements des programmes, projets et actions du secteur

Le financement global des projets, programmes sous tutelle de l'Environnement est de 29 979,64 millions de FCFA ; financement mobilisé à travers les partenaires pour :

- AFD : 7 215,53 millions de FCFA ;
- Communautés : 131,90 millions de FCFA ;
- Etat : 6 620,78 millions de FCFA ;
- FED : 1 403,93 millions de FCFA ;
- FEM : 10 192,96 millions de FCFA% ;
- GIZ : 765,85 millions de FCFA ;

- PNUD : 1 053,91 millions de FCFA ;
- UEMOA : 2 594,78 millions de FCFA.

Ces financements sont constitués 77,48% des aides non remboursables et 22,08% financement propres. Le principal bailleur du secteur de l'environnement le FEM avec 10 192,96 millions de FCFA soit 34%.

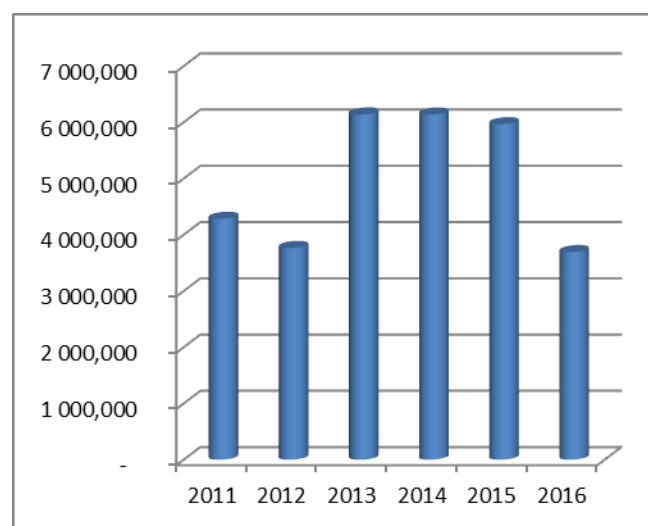


Cartographie géographique

La majorité des projets et programmes sont mis en œuvre avant l'adoption de la Stratégie de l'Initiative 3N en 2012. Sur les douze projets et programmes, trois ont leur siège au niveau régional (Zinder, Tahoua, Agadez) et deux sont transfrontaliers.

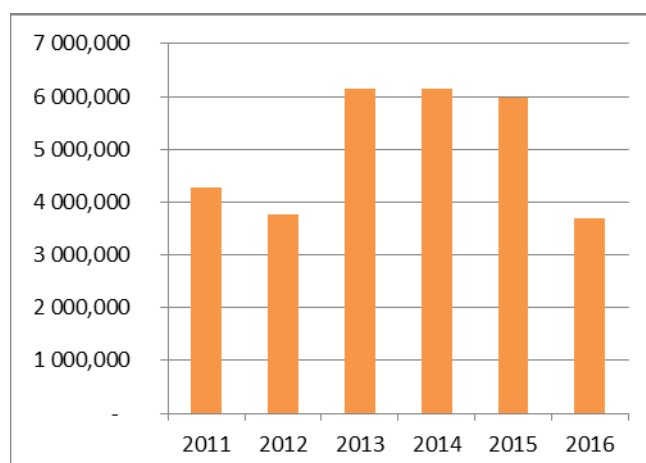
Evolution temporelle des financements

Le financement de ces projets et programmes d'un montant cumulé de 29 979,64 millions de FCFA est presque constant sur les trois années de 2013 à 2015 de la mise en œuvre de l'Initiative 3N.



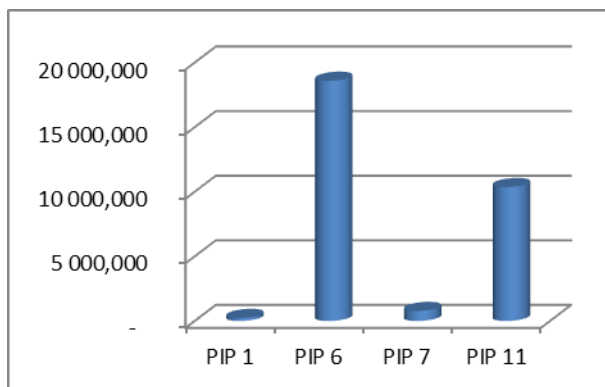
Ancrage stratégique et financements

L'ancrage stratégique ainsi que les financements de tous ces projets et programmes du Ministère de l'Environnement fait ressortir que tous s'insèrent dans l'axe stratégique 1 de l'Initiative 3N pour un montant de 29 979,64 millions de FCFA avec 47 interventions.

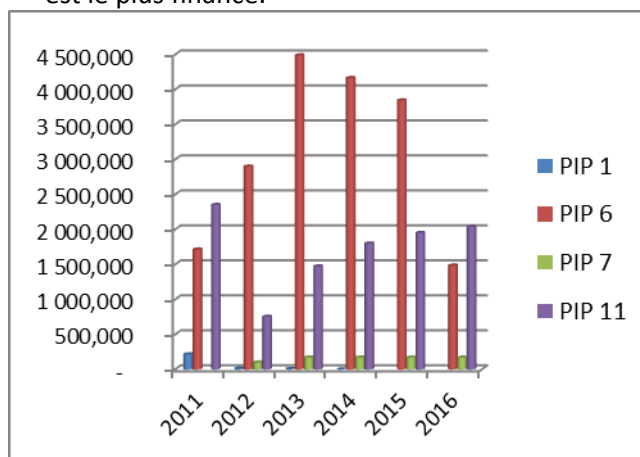


Il est dénombré 47 interventions menées en lien avec les différents PIP réparties comme suit :

- 1 intervention en lien avec le PIP 1 ;
- 26 interventions avec le PIP 6 pour un montant de 18 594,18 millions de FCFA soit 62,02%;
- 1 intervention en lien avec le PIP 7 ;
- 19 interventions avec le PIP 11.



Il ressort des graphiques ci-dessous que le PIP 6 « Gestion durable des terres et des écosystèmes » est le plus financé.



PIP	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Total
PIP 1	216,851	11,332	7,500	2,000	-	-	237,682
PIP 6	1 713,750	2 898,946	4 488,317	4 163,891	3 844,279	1 485,000	18 594,183
PIP 7	-	100,000	170,000	170,000	170,000	170,000	780,000
PIP 11	2 352,508	754,397	1 472,844	1 800,501	1 951,515	2 036,010	10 367,774
Total	4 283,109	3 764,675	6 138,661	6 136,392	5 965,794	3 691,010	29 979,640

5.5. MINISTERE EN CHARGE DE L'ELEVAGE

Le secteur de l'élevage compte cinq (5) programmes, projets et actions, continus dans le temps en ce qui concerne les financements exclusifs relevant du budget national (Programme national d'appui aux productions animales sur budget national), de durées comprises entre quatre (4) à cinq (5) ans et ayant tous démarré avant l'adoption l'Initiative 3N. Tous les programmes, projets et actions ont leur siège à Niamey.

Programmes, projets et actions du secteur

- Programme d'Appui à l'Aménagement Pastoral et Sécurisation des Systèmes Pastoraux
- Programme national d'appui aux productions animales sur budget national
- Projet d'Appui au Renforcement Institutionnel au Ministère de l'Elevage
- Programme d'urgence, volet élevage
- Programme de développement de l'élevage dans la région du Liptako Gourma Tillabéri, Dosso et Niamey

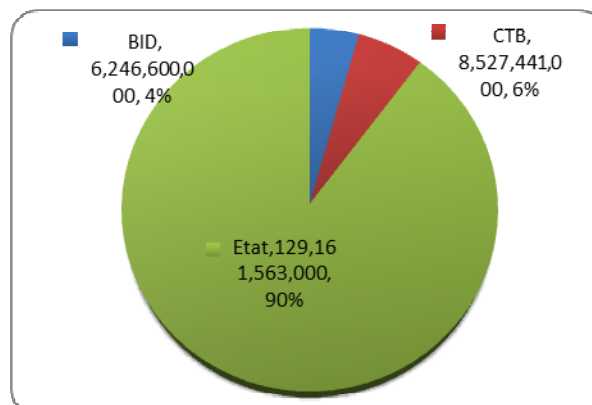
Distribution temporelle des programmes, projets et actions du secteur

2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
					TI-DO-CUN PU			
								ARIMEL
								PNAPA BN
							PAAPSSP	

Financements des programmes, projets et actions du secteur

Le financement global est 143 935 603 900 F. Cfa. Ce financement est mobilisé à travers les partenaires que sont :

- la BID pour un montant de 6 246 600 000 F. Cfa en prêt,
- la Coopération technique belge pour 8 527 441 000 F. Cfa en subvention non remboursable et,
- l'Etat Nigérien sur le budget national pour un montant de 129 161 563 000 F.Cfa



Cartographie institutionnelle et géographique

S'agissant du cadrage institutionnel, sur l'ensemble de ces programmes, projets et actions, un seul est exécuté par l'organisme partenaire (Projet d'Appui au Renforcement Institutionnel au Ministère de l'Elevage) tandis que deux sont mis en œuvre par des unités de gestion mis en place à cet effet. L'ensemble de ces programmes, projets et actions sont mis en œuvre par les services techniques déconcentrés du secteur en collaboration avec les autres services de l'Etat ; un seul développe des partenariats scientifiques notamment avec l'UAM et l'INRAN (Programme national d'appui aux productions animales sur budget national en lien avec l'amélioration génétique des races bovines).

Sont visés à travers ces programmes, projets et actions, les services techniques de l'élevage, les éleveurs et agro éleveurs ainsi que les centres de multiplication du bétail et les infrastructures d'appui aux productions animales. Les programmes, projets et actions sont de couverture nationale visant à priori l'ensemble des communes, sauf en ce qui concerne le Programme d'Appui à l'Aménagement Pastoral et Sécurisation des Systèmes Pastoraux et le Programme de développement de l'élevage dans la région du Liptako Gourma intervenant pour le premier dans les communes de la régions de Dosso et pour le second dans celles des régions de Dosso, Tillabéri et Niamey.

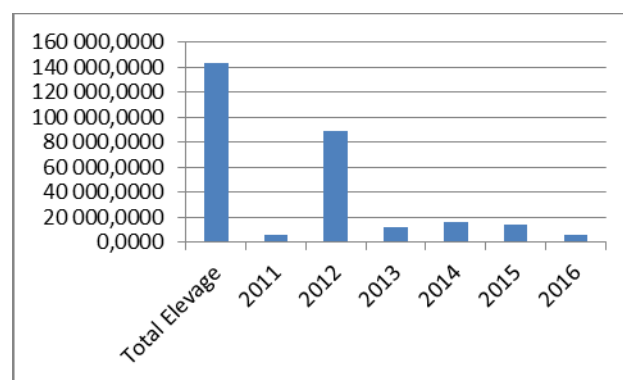
Nationale	Régionales
-----------	------------

		Dosso	Tillabéri	CUN
		Tous départements/ Toutes communes	Tous départements/ Toutes communes	Tous départements/ Toutes communes
Programme d'Appui à l'Aménagement Pastoral et Sécurisation des Systèmes Pastoraux		x		
Programme national d'appui aux productions animales sur budget national	x			
Projet d'Appui au Renforcement Institutionnel au Ministère de l'Élevage	x			
Programme d'urgence, volet élevage	x			
Programme de développement de l'élevage dans la région du Liptako Gourma Tillabéri, Dosso et Niamey		x	x	x

Evolution temporelle des financements

Le financement de ces programmes, projets et actions, d'un montant cumulé de 143 935,6039 FCfa, connaîtra une régression à partir de 2013 avec essentiellement des fonds du budget national.

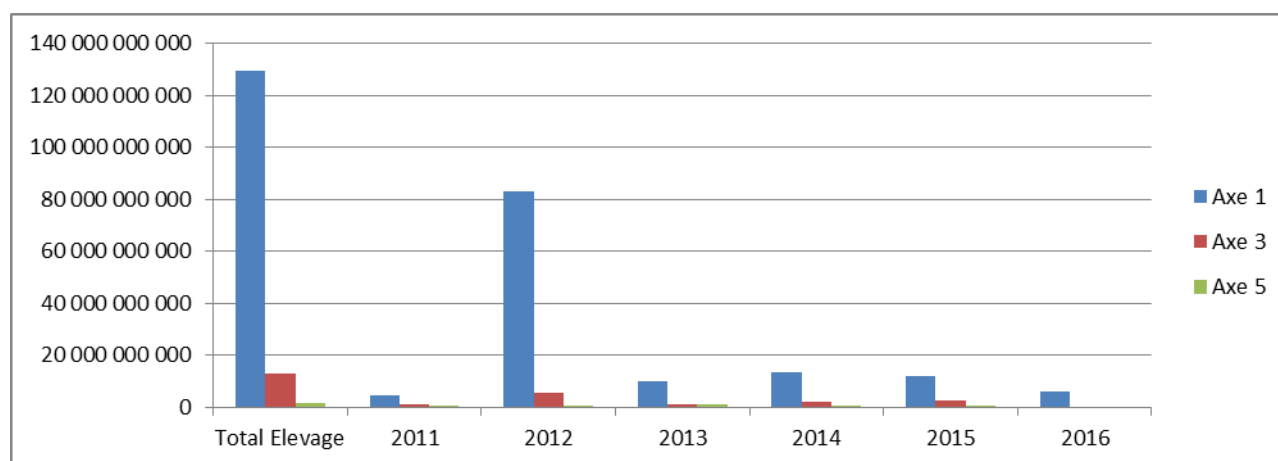
La période de 2011 à 2012 étant particulièrement marquée par l'avènement du Programme d'urgence.



Ancrage stratégique et financements

Sur l'ensemble des programmes, projets et actions :

- deux (2) s'insèrent dans l'axe stratégique 1 de l'Initiative 3N (129 393 181 700 FCfa ; 89,90%),
- deux (2) dans l'axe stratégique 3 (12 785 392 900 F. cfa ; 8,88%) et,
- un (1) dans l'axe stratégique cinq (5) pour un montant de 1 757 029 300 F. Cfa, soit 1,22%.

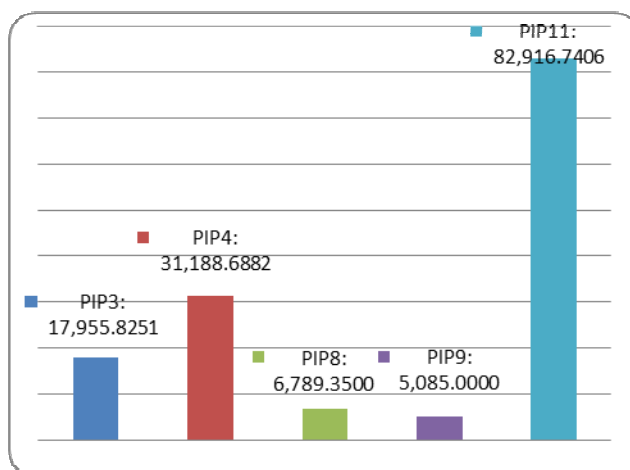


Axe	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Total Elevage
Axe 1	4 818 308 800	83 080 409 400	10 216 478 100	13 331 247 800	11 939 047 800	6 007 689 900	129 393 181 700
Axe 3	1 316 694 500	5 457 775 400	1 314 265 500	2 252 108 600	2 444 548 800	0	12 785 392 900
Axe 5	269 429 100	213 870 200	1 009 713 700	234 590 700	29 425 600	0	1 757 029 300

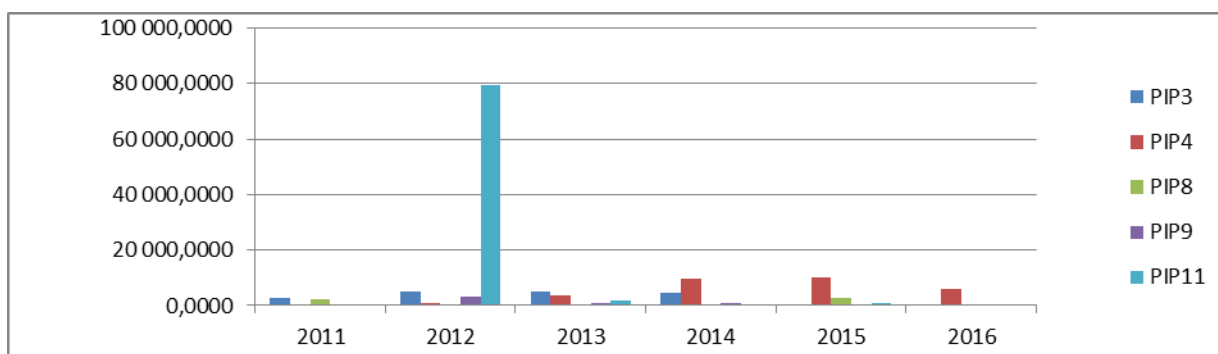
Il est dénombré 46 interventions menées en lien avec les différents PIP et ce, suivant la distribution ci-après :

- 5 interventions en lien avec le PIP 3 ;
- 5 interventions en lien avec le PIP 4 ;
- 4 interventions avec le PIP 8 ;
- 10 interventions avec le PIP 9 ;
- 22 interventions avec le PIP 11.

Il ressort du graphe suivant que les PIP 11, 4 et 3 mobilisent les plus de ressources avec respectivement 82 916 740 600 F.Cfa, 31 188 688 200 F. Cfa et 17 955 825 100 F.Cfa.



Il revient néanmoins que les financements liés au PIP 11, après un accroissement important en 2012 va décroître jusqu'en 2016 alors que le PIP 4 va demeurer plus ou moins stable.



PIP	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Total Elevage
PIP 3	2 739,6218	4 871,8528	5 186,8346	4 577,7567	579,7593	0,0000	17 955,8251
PIP 4	623,4406	708,7149	3 871,2956	9 820,5565	10 156,9907	6 007,6899	31 188,6882
PIP 8	2 533,6000	679,0000	660,0000	90,0000	2 826,7500	0,0000	6 789,3500
PIP 9	0,0000	3 110,0000	975,0000	1 000,0000	0,0000	0,0000	5 085,0000
PIP 11	507,7700	79 382,4873	1 847,3271	329,6339	849,5222	0,0000	82 916,7406

5.6. MINISTERE EN CHARGE DE LA NUTRITION

Le secteur nutrition compte trois projets, programmes et actions, de durées comprises entre deux (2) à quatre (4) ans et ayant tous démarré avec l'adoption l'Initiative 3N. Ces trois projets et programmes ont leur siège à Niamey.

Programmes, projets et actions du secteur de la nutrition :

- Institutionnalisation de semaines Survie de l'Enfant (SSE/SVA)
- Initiative d'Accélération des Objectifs du Millénaire au Niger 2013-2016 (IAOM)
- Projet de prise en charge de la malnutrition aigüe sévère au Niger (COOPI)

Distribution temporelle des programmes, projets et actions du secteur

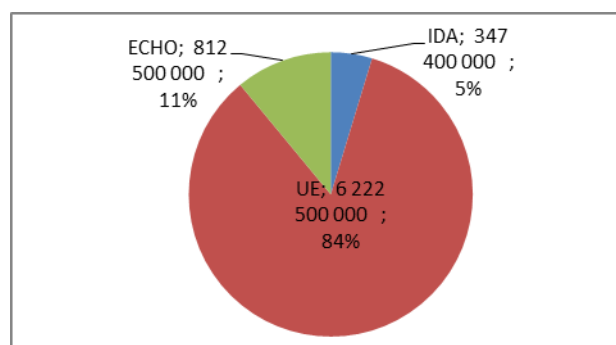
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Institutionnalisation de semaines Survie de l'Enfant								
Initiative d'Accélération des Objectifs du Millénaire au Niger 2013-2016								
Projet de prise en charge de la malnutrition aigüe sévère au Niger								

Financements des programmes, projets et actions du secteur

Le financement global de 3 projets, programmes et actions est de 7 382 400 000 FCFA ; financement mobilisé à travers les partenaires pour :

- Banque Mondiale : 347 400 000 FCFA ;
- UE : 6 222 500 000 FCFA ;
- ECHO : 812 500 000 FCFA
- Fondation Bill : 442 125 000 FCFA.

Tous ces financements sont des subventions.



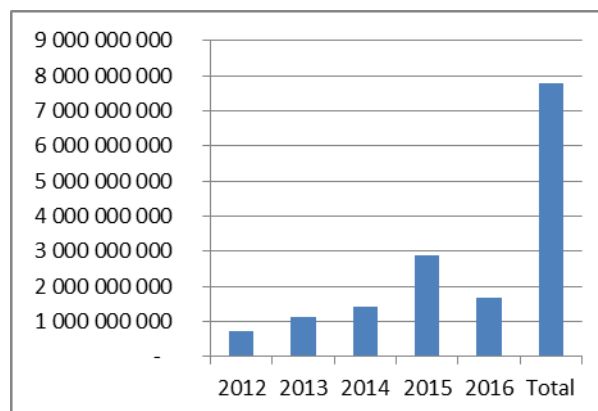
Cartographie géographique

Les programmes, projets et actions sont de couverture régionale visant à priori l'ensemble des communes, sauf en ce qui concerne le Projet d'Actions Communautaires pour la Résilience Climatique qui est à couverture nationale.

	Nationale	Régionales			
		Tillabéri	Maradi	Tahoua	Zinder
		Tous départements Toutes communes	Tous départements Toutes communes	Tous départements Toutes communes	Tous départements Toutes communes
Institutionnalisation de semaines Survie de l'Enfant (SSE/SVA)	x				
Initiative d'Accélération des Objectifs du Millénaire au Niger 2013-2016 (IAOM)			x	x	x
Projet de prise en charge de la malnutrition aigüe sévère au Niger (COOPI)		x			

Evolution temporelle des financements

Le financement de ces projets et programmes, est d'un montant cumulé de 7 382 400 000 FCFA. Le financement connaît une tendance à la hausse entre 2012 et 2015, période correspondant à la mise en œuvre du Plan d'investissement prioritaire de l'Initiative 3N avec un montant de 2 862 350 165 FCFA.



Ancrage stratégique et financements

Pour ce qui est de l'ancrage stratégique ainsi que les financements les projets et programmes concourent à la mise en œuvre de l'axe stratégique 4 « Amélioration de l'état nutritionnel des nigériennes et nigériens » pour un montant de 7 382 400 000 FCFA.

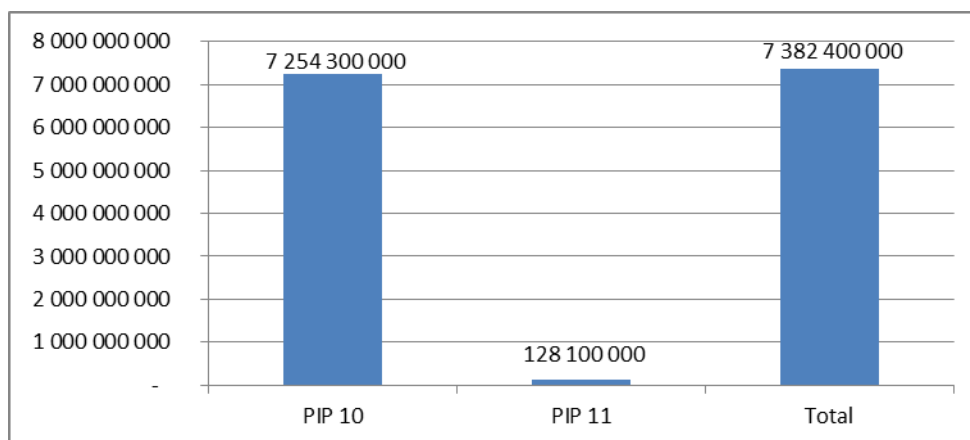
Aussi, on dénombre neuf (9) interventions menées en lien avec les différents PIP réparties comme suit :

- 8 interventions en lien avec le PIP 10 pour un montant de 7 254 300 000 FCFA ;
- 1 intervention en lien avec le PIP 11 pour un montant de 128,1 millions de FCFA ;

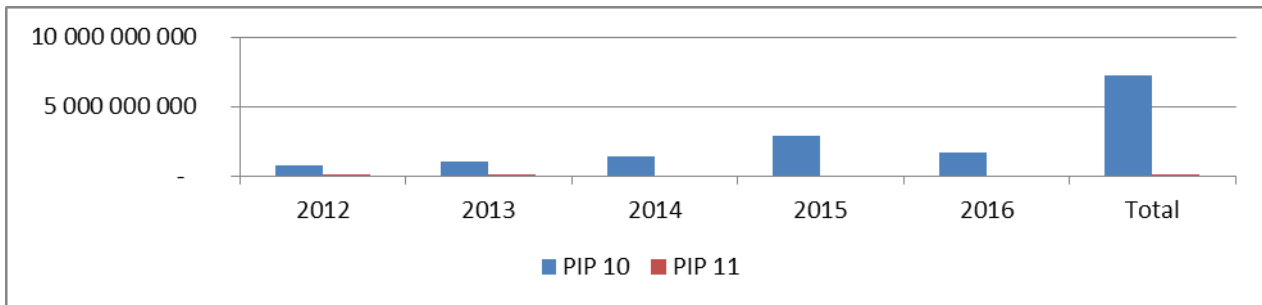
Il ressort que le PIP 10 « Prévention et Prise en charge de la Malnutrition » est le plus financé.

Cela dénote du caractère des projets et programmes sur la nutrition.

Les activités financement du PIP 11 ne concernent que les années 2012 et 2013 en renforcement de capacités.



Les financements du secteur croissent de 2012 à 2015 durant la période du Plan d'investissement de l'Initiative 3N ainsi qu'il ressort du graphe ci-après.



PIP	2012	2013	2014	2015	2016	Total
PIP 10	707 900 000	1 007 488 006	1 431 174 329	2 862 350 165	1 655 512 500	7 254 300 000
PIP 11	12 300 000	115 800 000	-	-	-	128 100 000
Total	578 500 000	1 155 488 006	1 572 674 329	2 862 350 165	1 655 512 501	7 382 400 000

5.7. MINISTERE EN CHARGE DES ROUTES RURALES

Le Ministère de l'équipement à travers les routes rurales compte deux programmes dont un programme en deux phases, de durées comprises entre deux et cinq ans et ayant tous démarré avec l'adoption de la Stratégie de l'Initiative 3N. Ces projets et programmes sont tous basé à Niamey.

Programmes du secteur :

- Programme de construction de 258 km de routes rurales (PCRR/ SD/UE) ;
- Programme de construction de 288 km de routes rurales Phase 1 (PCRR Phase 1) ;
- Programme de construction de 288 km de routes rurales Phase 2 (PCRR Phase 2) ;

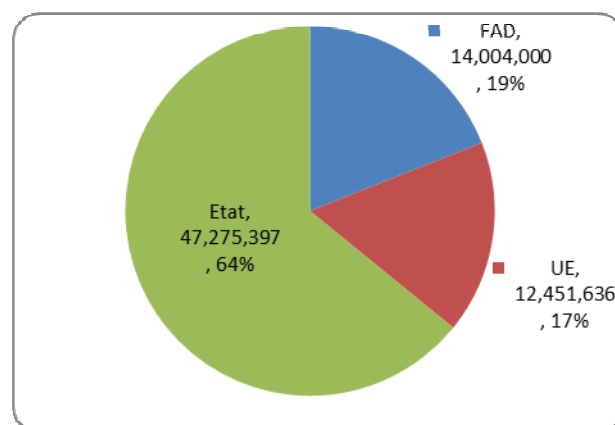
Distribution temporelle des programmes du secteur

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Programme de construction de 258 km de routes rurales			x	x	x			
Programme de construction de 288 km de routes rurales Phase 1			x	x				
Programme de construction de 288 km de routes rurales Phase 2			x	x				

Financements des programmes du secteur

Les trois programmes de construction de routes rurales contribuent pour un montant total de 73 731,033 millions de FCFA et répartie comme suit :

- FAD : 14 004 millions de FCFA ;
- UE : 12 451 636 000 FCFA
- Etat : 47 275,397 millions de FCFA



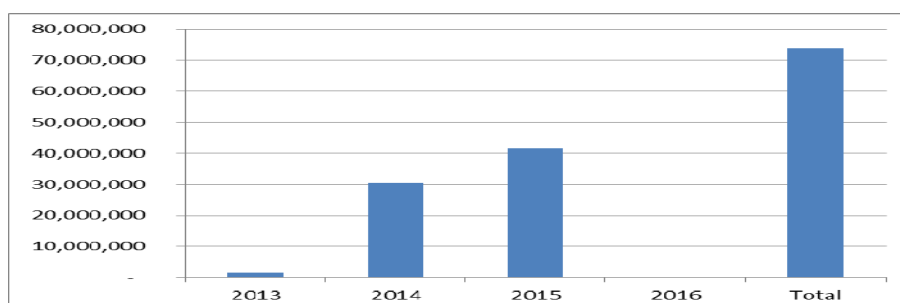
64,12% du montant est financé sur les ressources propres, ce qui dénote l'effort de l'Etat dans la construction des routes rurales afin de désenclaver les zones rurales et de réduire les couts de transport. Le reste du financement est acquis sous forme de subvention des partenaires techniques et financiers (FAD, UE).

Cartographie géographique

Ces programmes sous tutelle du Ministère de l'Equipeement sont tous à couverture nationale visant à priori l'ensemble des régions, des départements et communes.

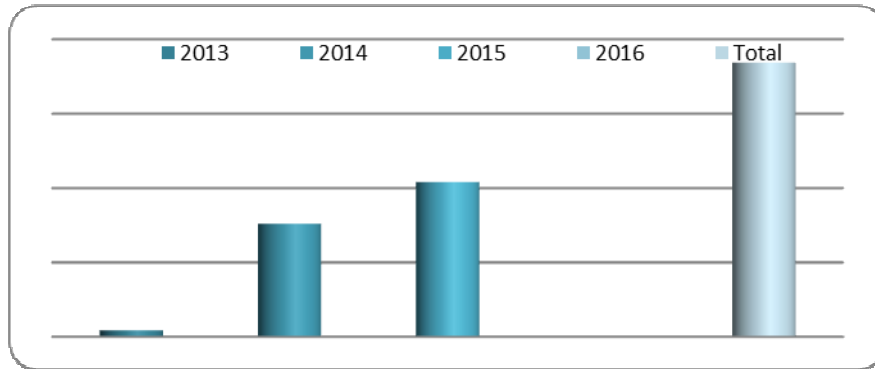
Evolution temporelle des financements

Le montant de 73 731,033 millions de FCFA, dont 64,12% du montant est financé sur les ressources propres, connaît une tendance à la hausse entre 2012 et 2015, période de mise en œuvre de l'Initiative 3N.



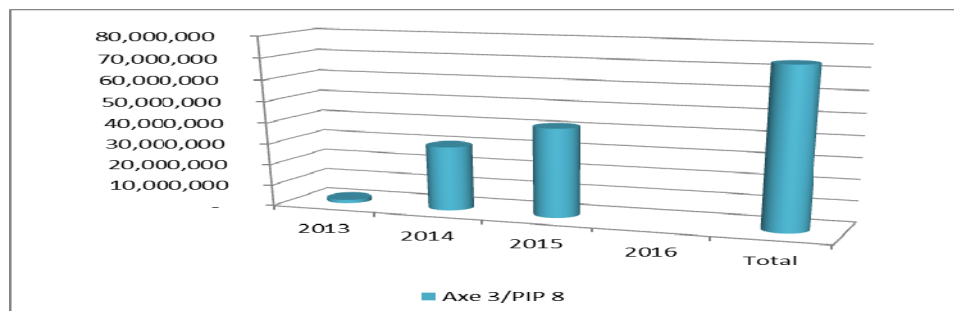
Ancrage stratégique et financements

L'ancrage stratégique ainsi que les financements des 2 programmes du Ministère de l'Équipement volet routes rurales s'inscrit dans l'axe stratégique 3 « Augmentation de la résilience des groupes vulnérables face aux changements climatiques, crises et catastrophes » et principalement concourent à la mise en œuvre du PIP 8 « Transformation et Commercialisation des Produits » pour un montant de 73 731,033 millions de FCFA.



Les trois (3) interventions menées par les deux programmes sont en lien avec le PIP 8 « Transformation et Commercialisation des Produits » pour un montant de 73 731,033 millions de FCFA.

	2013	2014	2015	2016	Total
Axe 3/PIP 8	1 750 097	30 386 969	41 593 967	1 874 264 000	73 731 033



5.8. MINISTERE EN CHARGE DU PLAN

Le secteur compte cinq projets, programmes et actions, de durées comprises entre trois (3) à cinq (5) ans et ayant tous démarré avec l'adoption l'Initiative 3N.

Sur les cinq projets et programmes, seul le Programme Conjoint d'appui au développement de la région de Maradi a son siège à Maradi, les autres étant tous basés à Niamey.

Programmes, projets et actions du secteur

- Projet de Mobilisation et de Valorisation des Ressources en Eau
- Projet d'Actions Communautaires pour la Résilience Climatique
- Programme Conjoint d'appui au développement de la région de Maradi
- Programme de Promotion de l'Agriculture Productive
- Programme d'Appui à la Décentralisation et la bonne gouvernance

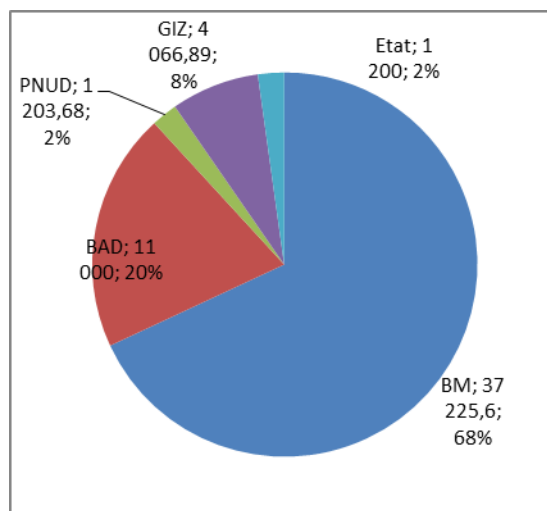
Distribution temporelle des programmes, projets et actions du secteur

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
PROMOVARE								
PACRC								
PCM								
PromAP								
PRODEC								

Financements des programmes, projets et actions du secteur

Le financement global de 5 projets, programmes et actions est de 54 696,17 millions de FCFA ; financement mobilisé à travers les partenaires pour :

- Banque Mondiale : 37 225,6 millions de FCFA pour deux projets et programmes ;
- BOAD : 11 000 millions de FCFA
- PNUD : 1 203,68 millions de FCFA
- GIZ : 4 066,89 millions de FCFA
- Etat : 1 200 millions de FCFA



Tous ces financements sont des aides non remboursables à l'exception de celui de la BOAD qui est un prêt.

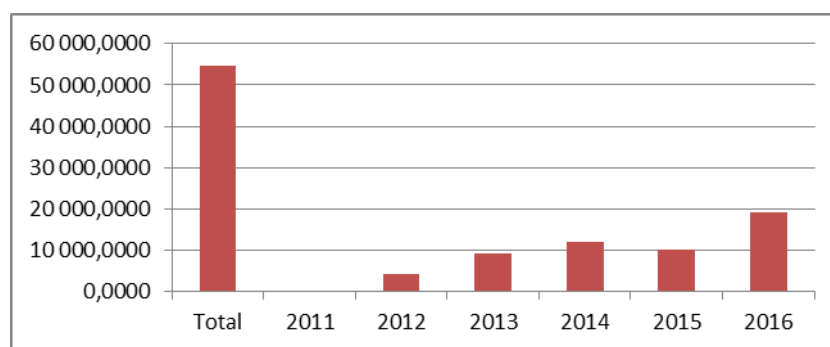
Cartographie géographique

Les programmes, projets et actions sont de couverture régionale visant à priori l'ensemble des communes, sauf en ce qui concerne le Projet d'Actions Communautaires pour la Résilience Climatique qui est à couverture nationale.

	Nationale	Régionales			
		Tillabéri	Maradi	Tahoua	Agadez
		Tous départements Toutes communes	Tous départements Toutes communes	Tous départements Toutes communes	Tous départements Toutes communes
Projet de Mobilisation et de Valorisation des Ressources en Eau		x (Ouallam)			
Projet d'Actions Communautaires pour la Résilience Climatique	x				
Programme Conjoint d'appui au développement de la région de Maradi			x		
Programme de Promotion de l'Agriculture Productive		x		x	x
Programme d'Appui à la Décentralisation et la bonne gouvernance		x		x	x

Evolution temporelle des financements

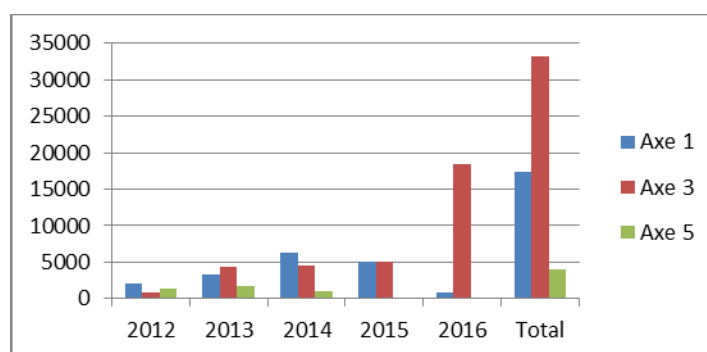
Le financement de ces programmes, projets et actions, d'un montant cumulé de 54 696,17 millions de FCFA, connaît une tendance à la hausse entre 2012 et 2016 avec une légère baisse en 2015.



Ancrage stratégique et financements

L'ancrage stratégique ainsi que les financements des 5 projets, programmes et actions du Ministère du Plan donne la répartition suivante :

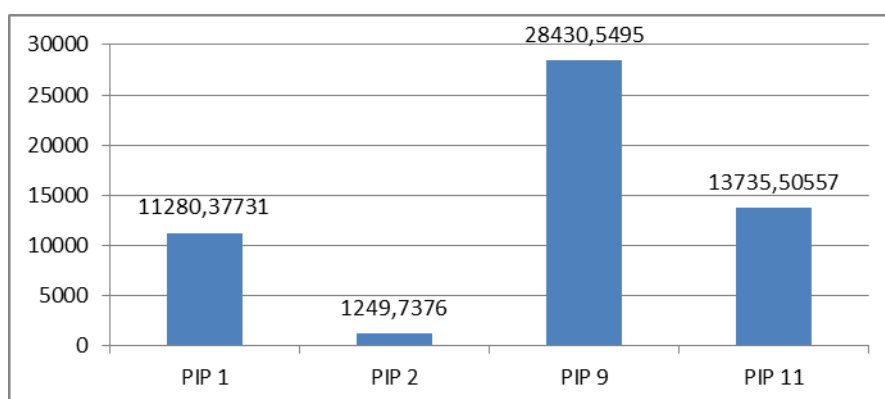
- deux (2) projets et programmes s'insèrent dans l'axe stratégique 1 de l'Initiative 3N avec un montant total de 17425,6 millions de FCFA soit 31,86% ;
- deux (2) dans l'axe stratégique 3 avec un montant de 33 203,68 millions de FCFA soit 60,71% ;
- un (1) s'inscrit dans l'axe stratégique 5 pour un montant de 4 066,89 millions de FCFA soit 7,44%.



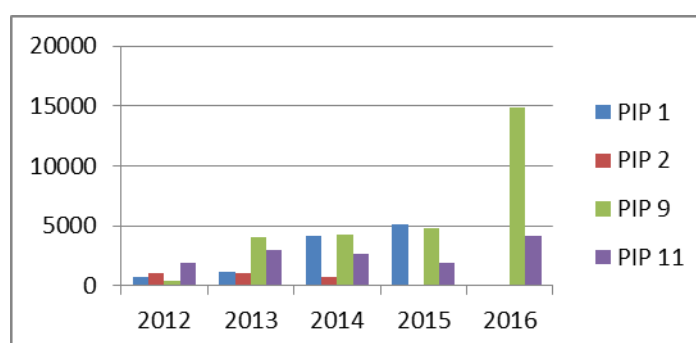
	2012	2013	2014	2015	2016	Total
Axe 1	1990,726	3245,5343	6359,8147	5065,874974	763,65	17425,59997
Axe 3	789,442	4333,3085	4540	5120	18420,9295	33203,68
Axe 5	1355,630001	1655,630001	1055,630001	0	0	4066,890003
Total	6147,798001	11247,4728	13969,4447	12200,87497	21200,5795	54696,16998

Il est dénombré 16 interventions menées en lien avec les différents PIP réparties comme suit :

- 3 interventions en lien avec le PIP 1 pour un montant de 11 280,37 millions de francs CFA, soit 20,62% ;
- 1 intervention en lien avec le PIP 2 pour un montant de 1 249,7376 millions de francs CFA, soit 2,28% ;
- 3 interventions avec le PIP 9 pour un montant de 28 430,54 millions de francs CFA, soit 51,98% ;
- 9 interventions avec le PIP 11 pour un montant de 13 735,50 millions de francs CFA, soit 25,11%.



Il ressort du graphique ci-dessous que le PIP 2 est le moins financé. Toutefois, le PIP 9 « Prévention et gestion des crises alimentaires » est le plus financé des projets et programmes du secteur du Ministère du Plan.



PIP	2012	2013	2014	2015	2016	Total
PIP 1	734,7591	1169,368912	4198,197628	5092,251667	85,8	11280,37731
PIP 2	1100	1025,155168	773,915792	0	0	1249,7376
PIP 9	417,175	4051,117	4265	4825	14872,2575	28430,5495
PIP 11	1883,863901	2988,831721	2718,331281	1917,956667	4226,522	13735,50557
Total	4135,798001	9234,472801	11955,4447	10185,87497	19184,5795	54696,16998

5.9. MINISTERE EN CHARGE DU COMMERCE

Le secteur du commerce compte trois projets et actions, de durées comprises entre un et trois ans et ayant tous démarré avec l'adoption l'Initiative 3N. Ces projets et actions sont tous basé à Niamey.

Projets et actions du secteur

- Reconstitution du Stock National de Sécurité (RSNS) ;
- Action d'appui à la commercialisation des produits agro-sylvo-pastoraux (AC/PASP) ;
- Projet de Renforcement des Circuits de Commercialisation des Produits Agro-Sylvo-Pastoraux (PRCC).

Distribution temporelle des projets et actions du secteur

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
RSNS								
AC/PASP								
PRCC								

Financements des projets et actions du secteur

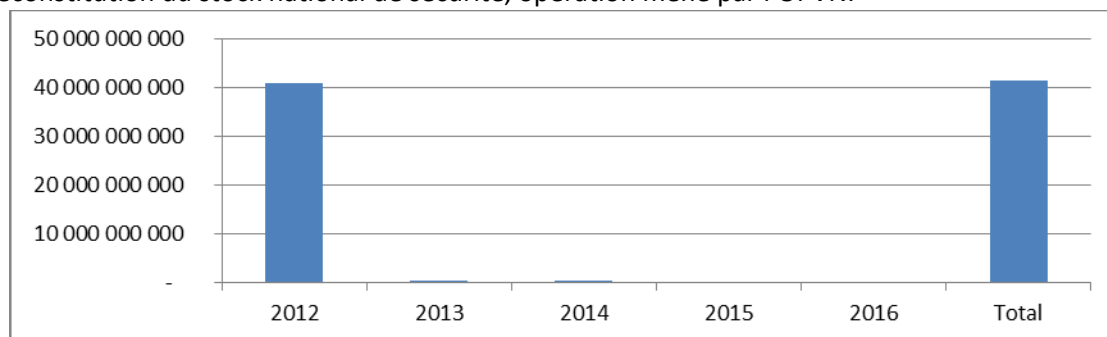
Les trois projets et actions contribuent pour un montant total de 41 629 400 614 FCFA entièrement mobilisé et mobilisable par l'Etat dans le cadre de la mise en œuvre de l'Initiative 3N.

Cartographie géographique

Les projets et actions, sous tutelle du Ministère du Commerce et de la Promotion du Secteur Privé, sont tous à couverture nationale visant à priori l'ensemble des communes, des départements et régions.

Evolution temporelle des financements

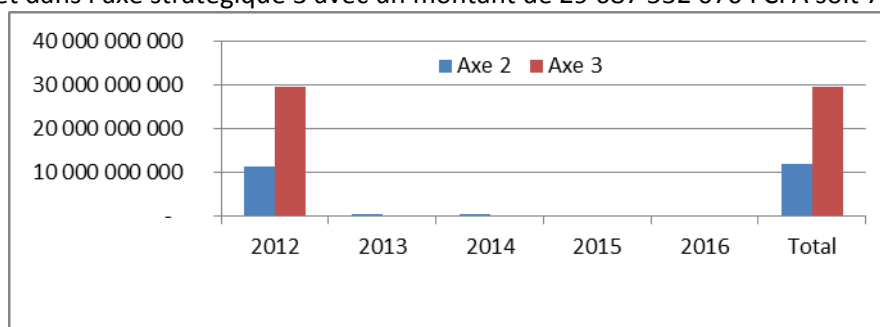
Le montant de 41 629 400 614 FCFA, financement sur ressources propres, a connu un pic en 2012 avec un montant de 40 949 400 614 FCFA, dû sans nul doute à la crise alimentaire de 2011-2012 surtout sur le plan de la reconstitution du stock national de sécurité, opération menée par l'OPVN.



Ancrage stratégique et financements

L'ancrage stratégique ainsi que les financements des 3 projets et actions du Ministère du Commerce donne la répartition suivante :

- deux (2) projets et programmes s'insèrent dans l'axe stratégique 2 de l'Initiative 3N avec un montant total de 11 941 868 544 FCFA soit 28,69% ;
- Un projet dans l'axe stratégique 3 avec un montant de 29 687 532 070 FCFA soit 71,31%.

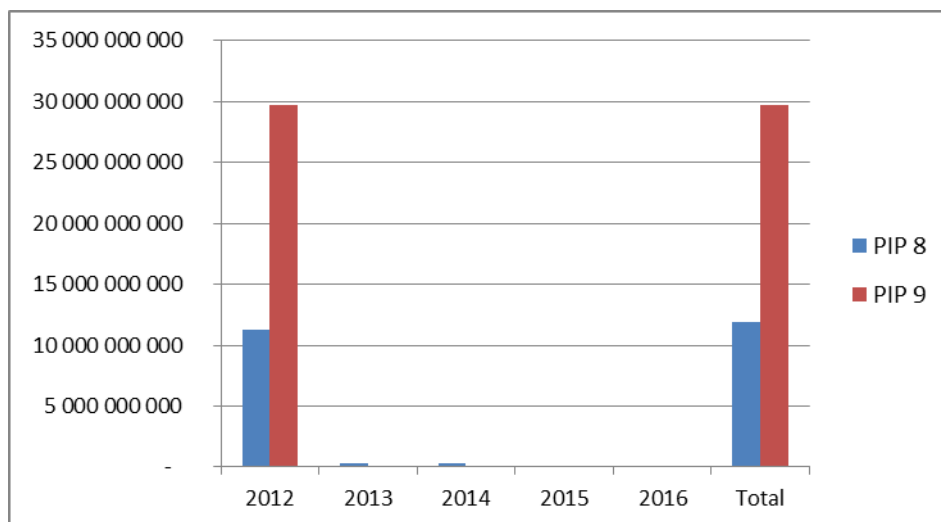


	2012	2013	2014	2015	2016	Total
Axe 2	11 261 868 544	340 000 000	340 000 000	-	-	11 941 868 544
Axe 3	29 687 532 070	-	-	-	-	29 687 532 070

Il est dénombré 7 interventions menées en lien avec les différents PIP dont :

- 6 interventions en lien avec le PIP 8 pour un montant de 11 941 868 544 FCFA ;
- 1 intervention en lien avec le PIP 9 pour un montant de 29 687 532 070 FCFA.

Il ressort du graphique ci-dessous que le PIP 9 « Prévention et gestion des crises alimentaires » est le plus financé des projets et programmes du secteur du Ministère du Commerce à travers l'OPVN.



	2012	2013	2014	2015	2016	Total
PIP 8	11 261 868 544	340 000 000	340 000 000	-	-	11 941 868 544
PIP 9	29 687 532 070	-	-	-	-	29 687 532 070

6. INTERVENTIONS, FINANCEMENTS, ACTEURS PAR AXE STRATEGIQUE ET PAR PIP DE L'INITIATIVE 3N

6.1. ANALYSES GLOBALES SUR LES PROGRAMMES/PROJETS, LES ACTEURS ET LES FINANCEMENTS

Il est dénombré un total de 92 programmes, projets et actions en lien étroit avec l'Initiative 3N et son plan d'investissement prioritaire sur financement de 40 partenaires dont l'Etat et les Communautés bénéficiaires. Le tableau ci-après présente la distribution des projets, des financements ainsi que des partenaires par axe stratégique.

Tableau 16. Projets, financements et partenaires par Axe stratégique

Axes	Nombre de projets	Financements (en millions f. Cfa)	Partenaires		
			Nombre de partenaires	Identification partenaires	Partenaires I3N (40)
Axe 1	39	327 083,5330	26	AFD, AREVA, BAD, BADEA, BID, BM, BOAD, COM, ESP., ETAT, F.BILL, FAD, FBS, FED, FEM, FIDA, GAFSP, GIZ, IDA, JAP., KFW, LUX, PAM, PNUD, UE, UEMOA	Afd, Afr Sud, Areva, AUST., BAD, BADEA, BENEF, BID, BIDC, BM, BOAD, BRES., COM, CTB, DAN., ECHO, ESP., ETAT, F. BILL, FAD, FAO, FBS, FED, FED10, FEM, FIDA, FSD, GAFSP, GIZ, IDA, JAP, KFAED, KFW, LUX, OFID, PAM, PNUD, SIF/BM, UE, UEMOA,
Axe 2	4	102 855,1727	5	ETAT, FAO, IDA, PAM	
Axe 3	32	581 270,0918	31	AFR SUD, AUST.,BADEA, BENEF, BID, BIDC, BM, BOAD, COM, CTB, DAN., ESP. ETAT, ETAT, FAD, FAO, FED, FED10, FEM, FIDA, FSD, GIZ, IDA, JAP, KFAED, KFW, LUX, OFID, PNUD, SIF/BM, UE	
Axe 4	4	68 321,1715	4	ECHO, F.BILL, IDA, UE	
Axe 5	13	388 405,9806	11	CTB, DAN., ESP., ETAT, F. BILL, FAO, FEM, GIZ, JAP, UE, UEMOA	

Cependant, les financements globaux de l'ensemble des programmes, projets et actions décroissent à partir de 2012, d'un montant de 473 822 301 900 F. Cfa à 2016 pour un montant de 134 334 593 200 F. Cfa, ce après un accroissement entre 2011 et 2012 (graphe ci-dessous) et ce malgré le nombre quelque peu croissant de projets, programmes et actions.

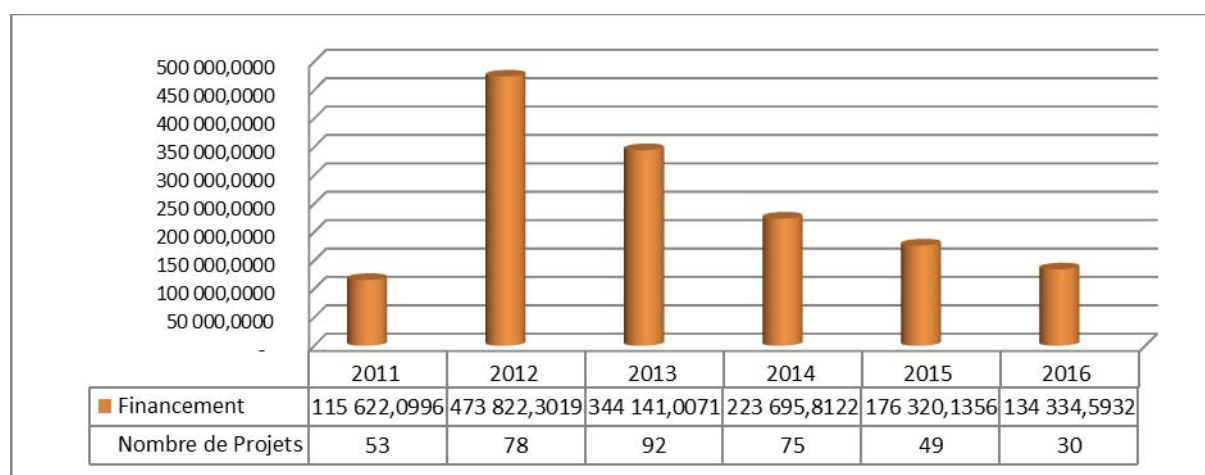
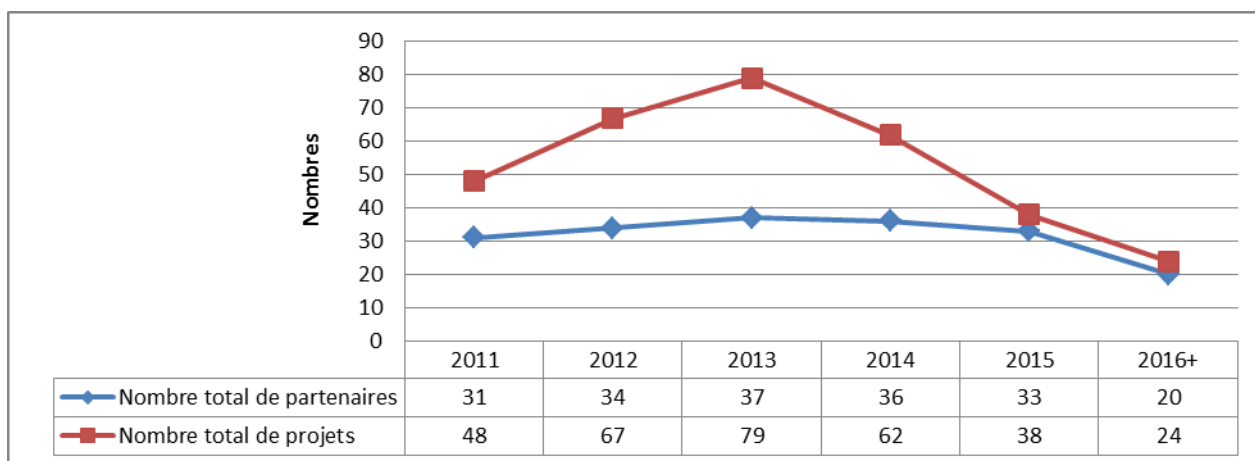


Figure 2. Evolution des financements globaux et des nombres de projets

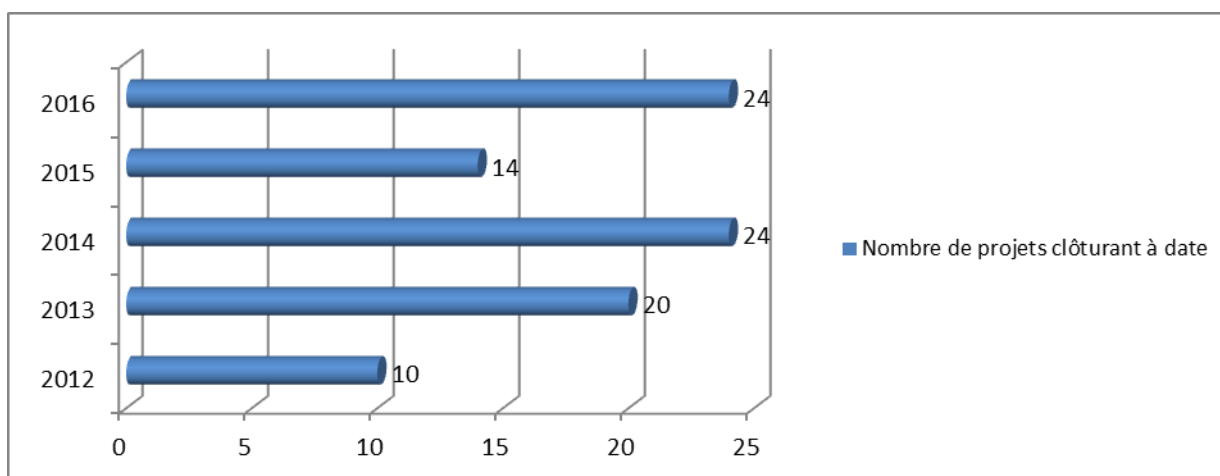
Aussi bien le nombre de partenaires et que le nombre de projets diminuent ainsi que rapportés dans le tableau suivant et représentés dans le graphe ci-dessous.

Tableau 17. Partenaires et projets par an

	2011	2012	2013	2014	2015	2016+
Liste Partenaires	AFD, AFR SUD, BADEA, BID, BIDC, BM, BOAD, COM, CTB, DAN., ESP., ETAT, F. BILL, FAD, FAO, FBS, FED, FEM, FIDA, FSD, GIZ, IDA, JAP., KFAED, KFW, LUX, OFID, PAM, PNUD, UE, UEMOA	AFD, AFR SUD, BAD, BADEA, BID, BIDC, BM, BOAD, COM, CTB, DAN., ESP., ETAT, F. BILL, FAD, FAO, FBS, FED, FEM, FIDA, FSD, GAFSP, GIZ, IDA, JAP., KFAED, KFW, LUX, OFID, PAM, PNUD, SIF/BM, UE, UEMOA	AFD, AFR SUD, AREVA, AUST., BAD, BADEA, BID, BIDC, BM, BOAD, COM, CTB, DAN., ECHO, ESP., ETAT, F. BILL, FAD, FAO, FBS, FED10, FEM, FIDA, FSD, GAFSP, GIZ, IDA, JAP, KFAED, KFW, LUX., OFID, PAM, PNUD, SIF/BM, UE, UEMOA	AFD, AREVA, BAD, BADEA, BENEF, BID, BIDC, BM, BOAD, BRES., COM, CTB, DAN., ECHO, ESP., ETAT, F. BILL, FAD, FAO, FED10, FEM, FIDA, FSD, GAFSP, GIZ, IDA, JAP., KFAED, KFW, LUX, OFID, PAM, PNUD, SIF/BM, UE, UEMOA	AFD, BAD, BADEA, BENEF, BID, BM, BOAD, BRES., COM, CTB, ESP., ETAT, ETAT, F. BILL, FAD, FAO, FED10, FEM, FIDA, FSD, GAFSP, GIZ, IDA, KFAED, KFW, LUX, OFID, PAM, PNUD, SIF/BM, UE, UEMOA	BAD, BENEF, BM, BOAD, COM, ESP., ETAT, F. BILL, FED, FEM, FIDA, GAFSP, IDA, KFW, LUX, PAM, PNUD, SIF/BM, UE, UEMOA
Nombre de Partenaires	31	34	37	36	33	20
Nombre de projets	48	67	79	62	38	24

**Figure 3. Evolution annuelle des nombres de partenaires et de projets**

La diminution en particulier du nombre annuel de projets résulte principalement du fait de leur clôture en l'absence de financements de nouveaux projets comme illustré dans le graphe ci-après.

**Figure 4. Nombre de projets clôturant à date**

6.2. ACTEURS, FINANCEMENTS ET INTERVENTIONS PAR AXE STRATEGIQUE ET PAR PIP

La répartition des 92 programmes, projets et actions représentée dans le graphe ci-dessous montre une dominance des axes stratégiques 1 et 3 avec respectivement 39 projets et 32 projets ; les axes 2 et 4 sont ceux qui ont le moins de nombre de projets.

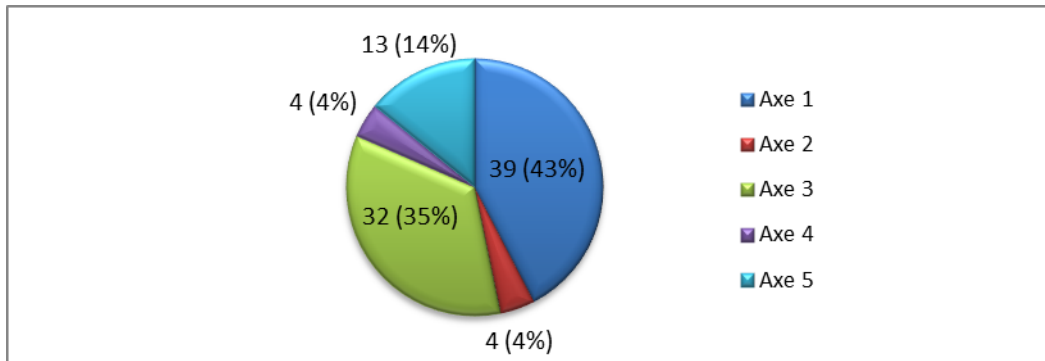


Figure 5. Nombre de projets par axe stratégique

Les axes stratégiques les plus financés sont les axes 3 et 1 avec respectivement 59% et 26% des financements ; les axes 4 et 2 sont les moins financés (1% et 2%).

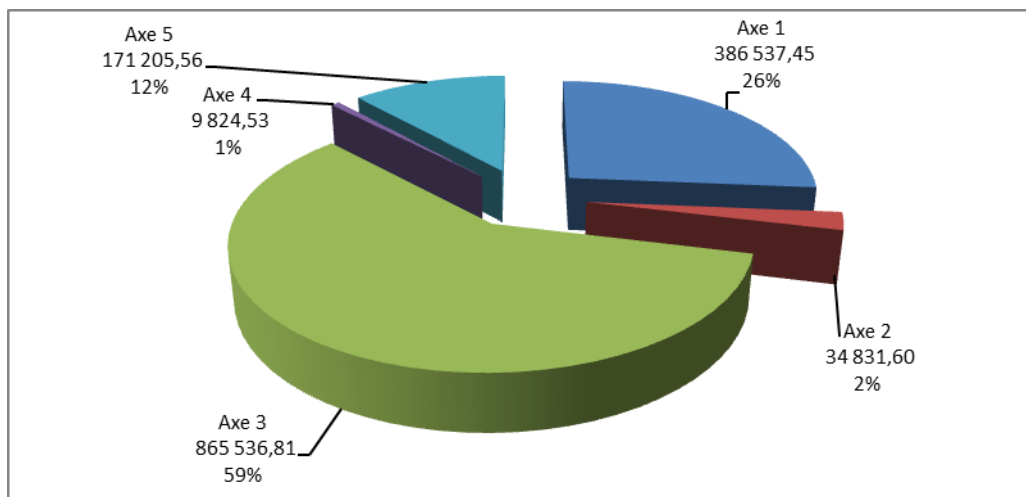


Figure 6. Financements par axe stratégique

Mais, pour l'ensemble des axes stratégiques, il apparaît que le nombre de projets diminue

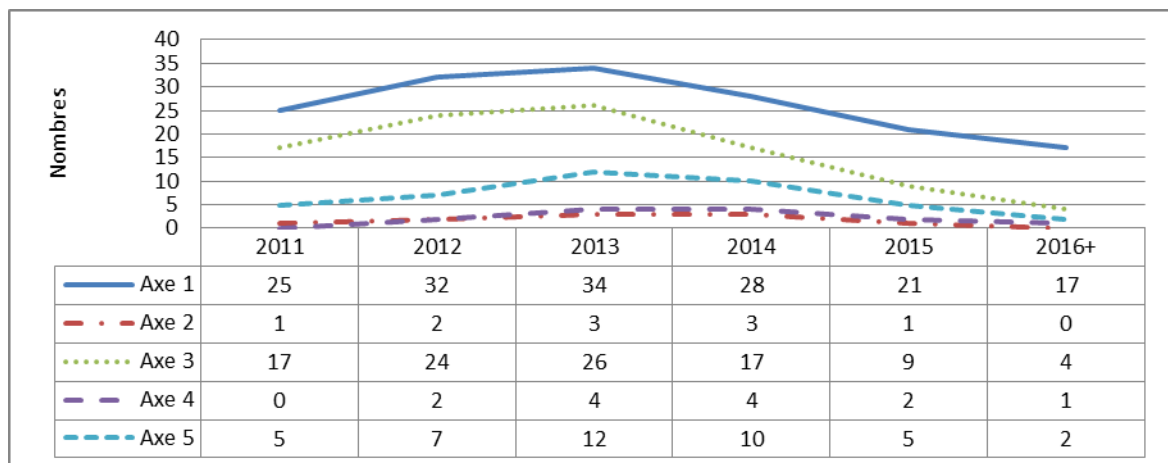


Figure 7. Evolution comparée de nombre de projets par an et par axe stratégique

Cette tendance est de même observée en ce qui concerne le nombre de partenaires par axe stratégique (graphe ci-après).

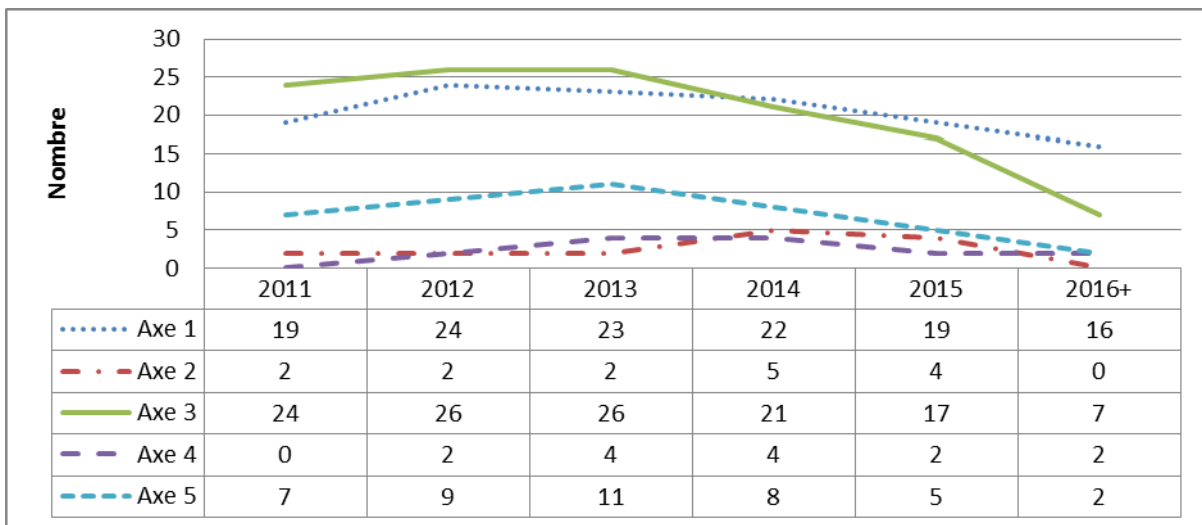


Figure 8. Evolution annuelle du nombre de partenaires par axe stratégique

La diminution du nombre de partenaires et de projets semble aussi s'accompagner d'une diminution des financements globaux annuels par axe stratégique (graphe ci-dessous).

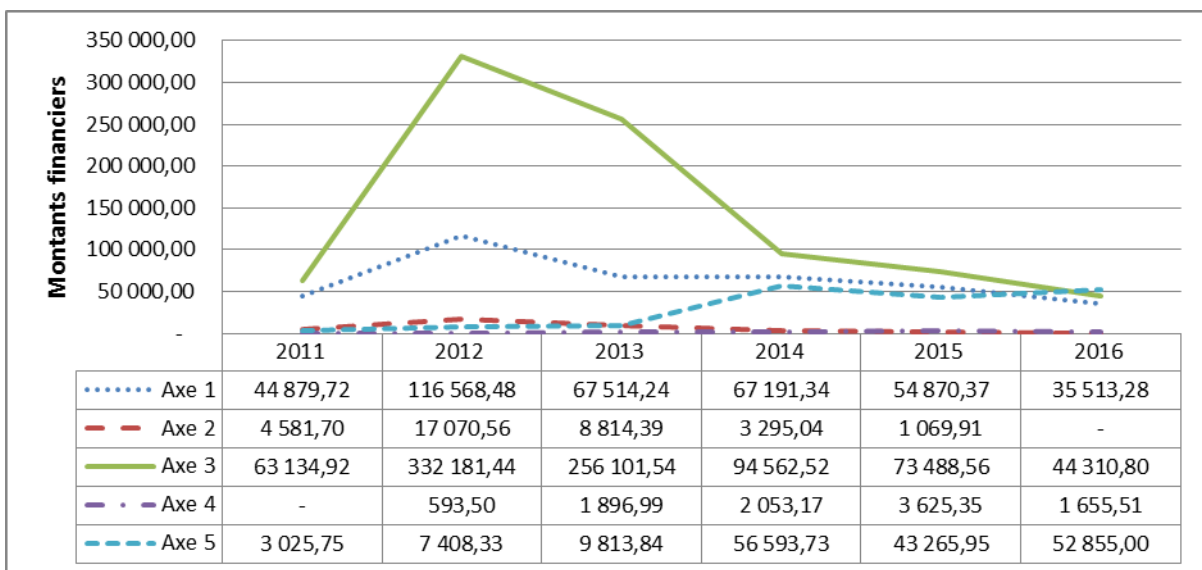


Figure 9. Financements annuels par axe stratégique

Le tableau suivant identifie les partenaires par an et par axe stratégique.

Tableau 18. Identification des partenaires par an et par axe stratégique

Axes	2011	2012	2013	2014	2015	2016
1	AFD, BADEA, BID, BOAD, COM, ESP., ETAT, F.BILL, FAD, FBS, FEM, FIDA, GIZ, IDA, LUX, PAM, PNUD, UE, UEMOA	AFD, BAD, BADEA, BID, BM, BOAD, COM, ESP., ETAT, F. BILL, FAD, FBS, FED, FEM, FIDA, GAFSP, GIZ, IDA, JAP., LUX, PAM, PNUD, UE, UEMOA	AFD, AREVA, BAD, BADEA, BM, BOAD, COM, ESP., ETAT, FBS, FED, FEM, FIDA, GAFSP, GIZ, IDA, JAP., KFW, LUX, PAM, PNUD, UE, UEMOA	AFD, AREVA, BAD, BADEA, BM, BOAD, COM, ESP., ETAT, FED, FEM, FIDA, GAFSP, GIZ, IDA, JAP., KFW, LUX, PAM, PNUD, UE, UEMOA	AFD, BAD, BM, BOAD, COM, ESP., ETAT, FED, FEM, FIDA, GAFSP, GIZ, IDA, KFW, LUX, PAM, PNUD, UE, UEMOA	BAD, ESP., BOAD, COM, ETAT, FED, FEM, FIDA, GAFSP, IDA, KFW, LUX, PAM, PNUD, UE, UEMOA
2	IDA, ETAT	IDA, ETAT	IDA, ETAT	IDA, ETAT, FAO, PAM, BRES.	FAO, PAM, BRES., ETAT	0
3	AFR SUD, BADEA, BID, BIDC, BM, BOAD, COM, CTB, ESP., ETAT, FAD, FAO, FED, FEM, FIDA, FSD, GIZ, JAP, KFAED, KFW, LUX, OFID, PNUD, UE	AFR SUD, BADEA, BID, BIDC, BM, BOAD, COM, CTB, DAN., ESP., ETAT, FAD, FAO, FED, FEM, FIDA, FSD, GIZ, JAP, KFAED, KFW, LUX, OFID, PNUD, SIF/BM, UE	AFR SUD, AUST., BADEA, BID, BIDC, BM, BOAD, COM, CTB, DAN., ESP., ETAT, FAD, FAO, FED, FEM, FIDA, FSD, GIZ, IDA, KFAED, KFW, OFID, PNUD, SIF/BM, UE	BADEA, BENEF, BID, BIDC, BM, BOAD, CTB, DAN., ETAT, FAD, FED10, FEM, FIDA, FSD, GIZ, IDA, KFAED, OFID, PNUD, SIF/BM, UE	BADEA, BENEF, BID, BIDC, BM, BOAD, ETAT, FAD, FED, FEM, FSD, GIZ, IDA, KFAED, OFID, PNUD, SIF/BM	BENEF, BM, ETAT, FEM, IDA, PNUD, SIF/BM
4		IDA, UE	ECHO, UE, F. BILL, IDA	ECHO, UE, F. BILL, IDA	UE, F.BILL	UE, F.BILL
5	UE, ETAT, ESP. UEMOA, FAO, CTB, DAN.	UE, ETAT, ESP., FAO, UEMOA, CTB, FEM, GIZ, DAN.	UE, ETAT, ESP., FAO, UEMOA, CTB, FEM, GIZ, DAN., F.BILL, JAP	UE, ETAT, CTB, FEM, GIZ, FAO, F.BILL, JAP	ETAT, CTB, FAO, F.BILL, FEM	ETAT, F.BILL

La contribution de ces partenaires au financement des programmes, projets et actions est donnée par le tableau ci-après suivi d'un graphe de représentation (le détail des financements par partenaire est donné en annexe 4).

Figure 10. Financement des axes stratégiques par type de financement

	Communautés	Prêt	Ressources internes	Subvention	Total
Axe 1	1 938,25	111 675,17	154 811,07	118 112,96	386 537,45
Axe 2		20 000,00	12 121,87	2 709,74	34 831,60
Axe 3	1 323,93	131 884,23	153 317,66	579 010,98	865 536,81
Axe 4				9 824,53	9 824,53
Axe 5		22,00	147 986,93	23 196,64	171 205,56
Total	3 262,19	263 581,40	468 237,53	732 854,83	1 467 935,95

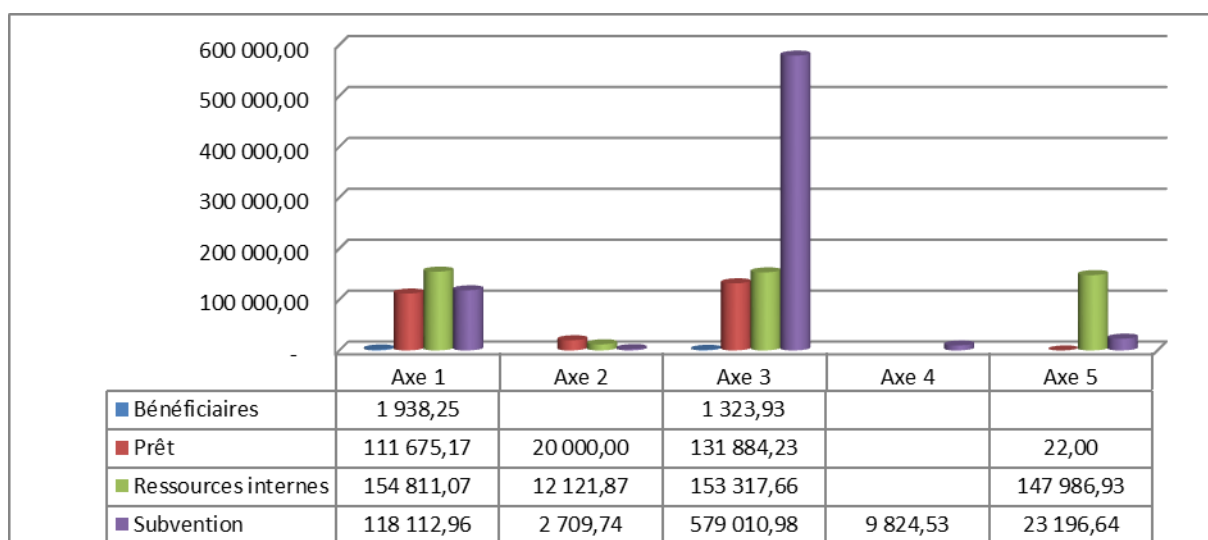


Figure 11. Financements des axes stratégiques par type de financement

S'agissant de l'ensemble des 92 programmes, projets et actions, 351 interventions sont liées aux PIP dont les financements globaux ci-dessous représentés montrent que les PIP dont les financements sont élevés sont les PIP 9, 11 et 1.

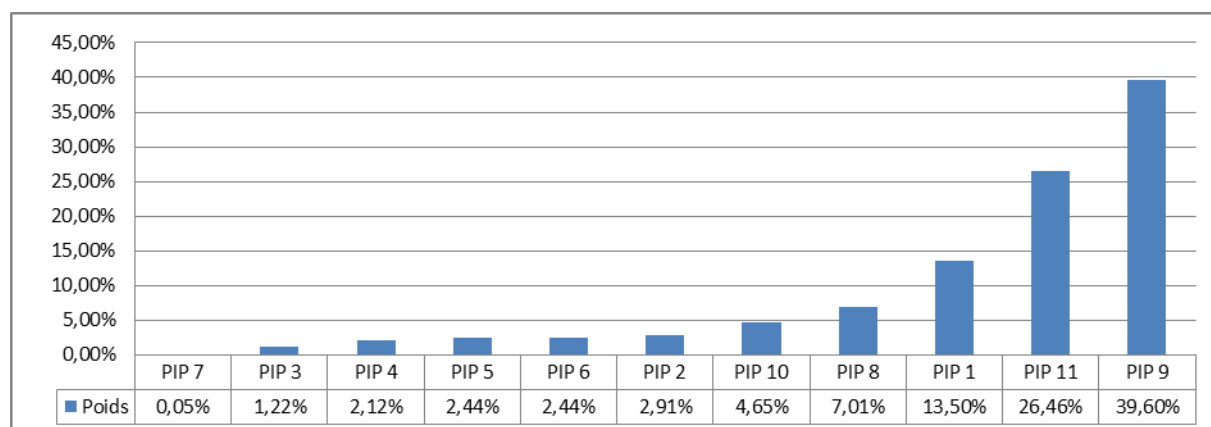


Figure 12. Proportion des financements globaux par PIP

Les financements annuels globaux décroissent cependant à partir de 2012 (graphe ci-dessous).

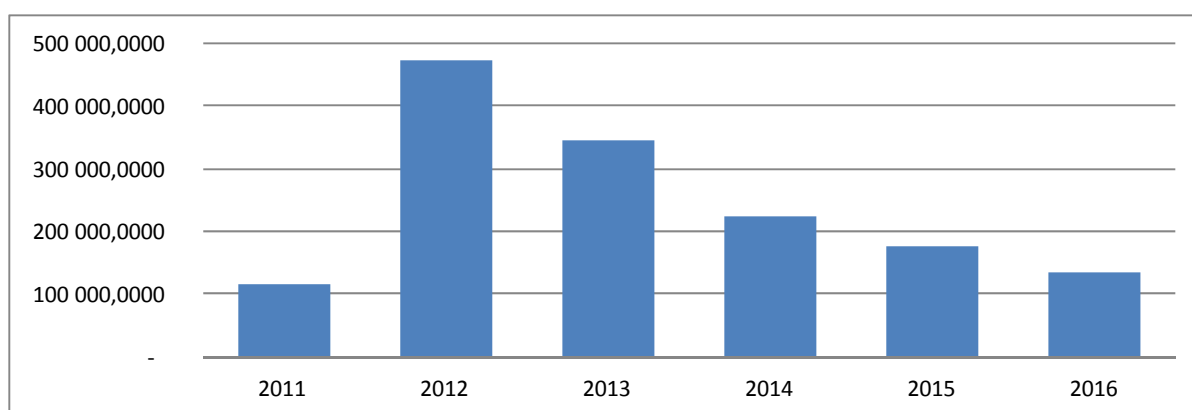


Figure 13. Financements globaux annuels des PIP

En fonction des PIP, il apparaît de même des diminutions significatives des montants annuels des financements comme il est illustré par le graphe ci-dessous ; les détails de ces financements sont donnés en annexe 5.

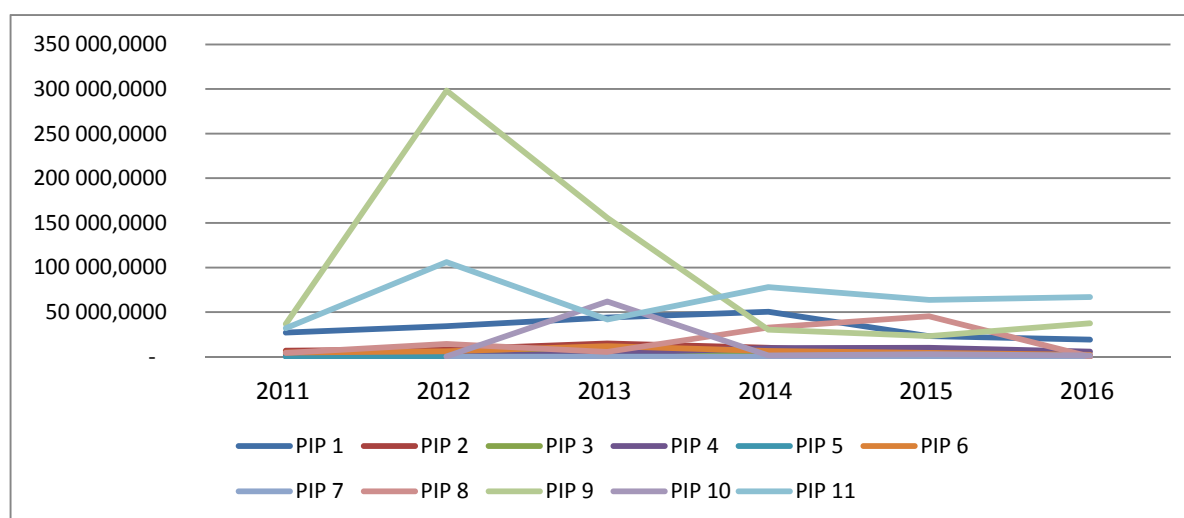


Figure 14. Financements annuels par PIP

7. CARTOGRAPHIE ZONALE DES INTERVENTIONS, DES FINANCEMENTS ET DES ACTEURS DE MISE EN OEUVRE DE L'INITIATIVE 3N

7.1. DISTRIBUTION COMMUNALE DES PROGRAMMES, PROJETS ET ACTIONS

L'ensemble des communes est couvert par les interventions de l'Initiative 3N. Cette couverture totale est néanmoins beaucoup plus liée aux programmes, projets et de actions de caractère institutionnel relatif aux appuis aux ministères, à la recherche, à la commercialisation, etc.

Sur l'ensemble des 92 programmes, projets et actions identifié, il est en effet dénombre 32 à couverture nationale, c'est-à-dire susceptible intervenir dans toutes les communes du pays.

Abstraction faite des projets à couverture nationale, il existe donc une grande disparité du taux couverture des communes en programmes, projets et actions. La moyenne calculée est de 7 programmes, projets et actions par commune, située entre 2 (communes de Kabelewa et Toumour) et 16 (communes de Kourteye, Sakoire et Tillabéri).

Regroupant les nombres d'interventions, en classe, il ressort que 49 communes ont entre 2 à 5 interventions, 160 communes ont entre 6 à 10 interventions, alors que 57 communes sont couvertes par un nombre d'interventions compris entre 11 et 16 (annexe 6).

Une cartographie complète de la couverture géographique est dressée ainsi que des cartes de localisation communale sont réalisées par tutelle de mise en œuvre.

Il s'avère de toute évidence qu'un redéploiement des partenaires est nécessaire pour couvrir les communes faiblement bénéficiaires des interventions du projet, en occurrence celles qui ont moins de cinq (5) interventions en priorité .Il est tout aussi souhaitable de mener des travaux en vue de réaliser sur le terrain une cartographie complète des acteurs et de leurs projets sur l'ensemble de toutes les communes du pays.

7.2. CARTOGRAPHIE COMMUNALE DES AXES STRATEGIQUES, DES PIP ET DES PARTENAIRES

Rappelons tout d'abord que les interventions sont classées suivant par axe stratégique, puis par PIP. Les axes stratégiques sont un ensemble d'actions et de mesures permettant au Niger de faire un saut qualitatif vers la réalisation de l'objectif global de l'Initiative 3N, c'est-à-dire assurer une alimentation suffisante et de qualité pour tous les nigériens en se fondant essentiellement sur les productions locales, un marché agricole national et régional et sur la capacité de résilience des ménages dans les situations de crises alimentaires ou de catastrophes. Les axes stratégiques correspondent aux effets généraux attendus des investissements et des mesures à prendre par l'Initiative 3N :

- Axe 1 : Accroissement et diversification des productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques
- Axe 2 : Approvisionnement régulier des marchés ruraux et urbains en produits agricoles et agroalimentaires
- Axe 3 : Amélioration de la résilience des populations face aux changements climatiques, crises et catastrophes
- Axe 4 : Amélioration de l'Etat nutritionnel des nigériens
- Axe 5 : Animation, coordination de l'Initiative 3N et impulsion des réformes

L'ancrage stratégique des 92 projets, programmes en lien étroit avec l'Initiative 3N et son plan d'investissement prioritaire à travers les types d'interventions fait ressortir une couverture nationale visant à priori l'ensemble des communes (annexe 7) et se réparti de la manière suivante par tutelle :

- Présidence : couverture nationale pour l'Axe 4 et 5, intervenant dans 70 communes pour l'Axe 3 ;
- Primature : couverture nationale pour l'Axe 3 et 5 ;

- Agriculture : couverture nationale pour l'Axe 1, 2, 3 et 5 ;
- Commerce : couverture nationale pour l'Axe 2 et 3 ;
- Elevage : couverture nationale pour l'Axe 1, 3 et 5 ;
- Environnement : couverture nationale pour l'Axe 1 ;
- Nutrition : couverture nationale pour l'Axe 4 ;
- Plan : intervient dans 108 communes à travers l'Axe 1, 51 communes pour l'Axe 3 et 105 communes pour l'Axe 5 ;
- Routes : intervient dans 18 communes à travers l'Axe 3.

Il ressort de l'analyse du graphique ci-dessous que la cartographie des types d'interventions selon les axes par commune répond à la mission régalienne notamment le rôle assigné à l'administration dans la détermination des orientations nationales, l'impulsion politique, l'adoption des normes et réglementation, la planification des activités, la recherche de financement, la mise en œuvre des opérations, la supervision, le contrôle, la formation, la recherche et l'appui/conseil. Mais aussi les actions et appuis sont concentrés aux niveaux des communes.

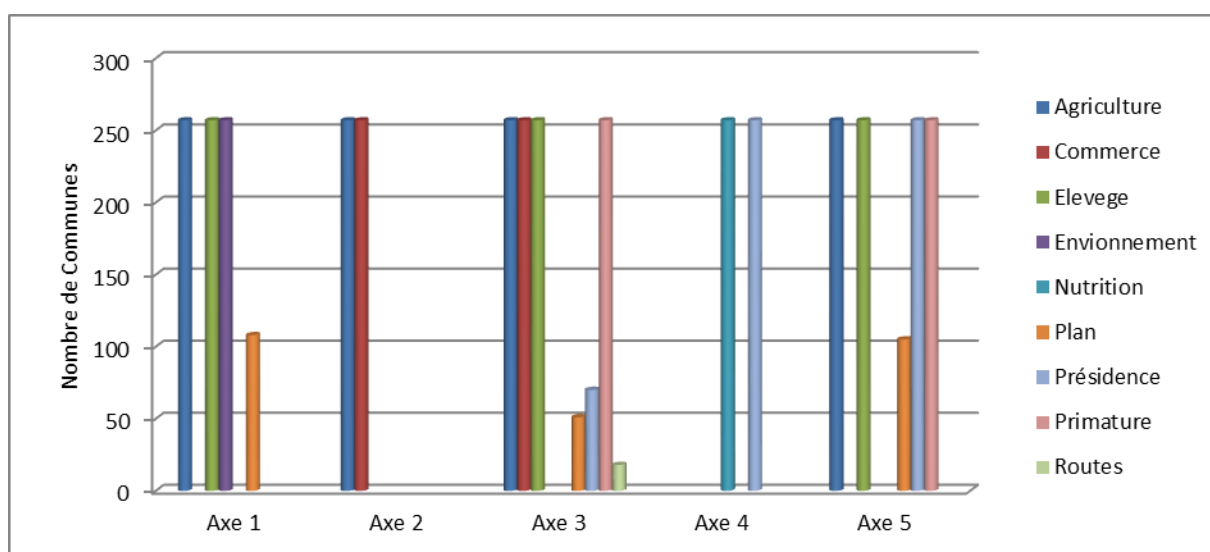


Figure 15. Répartition des types d'interventions : Axe par commune

On dénombre 351 interventions pour les 92 projets, programmes dans le cadre de la mise en œuvre de l'Initiative 3N pour la période 2011-2015. En effet, les principes ont été retenus pour guider les interventions de l'Initiative 3N dont entre autres la commune comme portée d'entrée, le ciblage des interventions.

Comme les axes stratégiques, la cartographie des interventions des PIP par commune comme l'indique l'annexe 8 se présente comme suit et par tutelle :

- Présidence : couverture nationale pour les PIP 11 et dans 16 communes pour le PIP 9 ;
- Primature : couverture nationale pour les PIP 1, 6, 10 et 11 ;
- Agriculture : couverture nationale pour les PIP 1, 2, 6, 8, 9, 11 et dans 14 communes pour le PIP 5 ;
- Commerce : couverture nationale pour les PIP 8 et 9 ;
- Elevage : couverture nationale pour les PIP 3, 4 8 et 9 ;
- Environnement : couverture nationale pour les PIP 6, 7 et 11 ;
- Nutrition : couverture nationale pour les PIP 10 et 11 ;
- Plan : intervient dans 141 communes à travers le PIP 1, 97 communes pour le PIP 2, 53 communes pour le PIP 9 et 199 communes pour le PIP 11 ;
- Routes : intervient dans 18 communes à travers Le PIP 8.

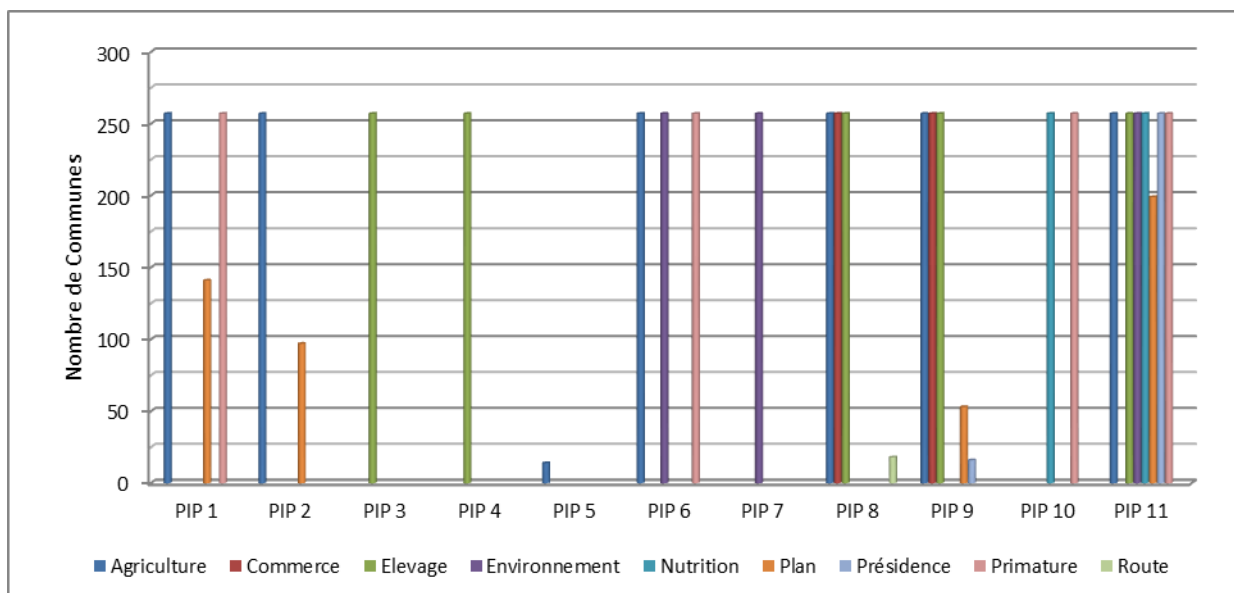


Figure 16. Répartition des types d'interventions : PIP par commune

S'agissant de la distribution des PIP, le nombre d'interventions varie entre 23 et 47 par Commune. Les Communes les plus pourvues en interventions des projets sont Kourteye, Sakoir, Tillabéri avec 47 tandis que les communes de Tsaouni, Yaouri, Kourni, Dan Barto et Ichirnawa bénéficient seulement 23 interventions sur les 92 projets, programmes et actions.

En ce qui concerne les partenaires techniques et financiers (Bailleurs de fonds, Etat et Bénéficiaires) sur les 40 partenaires finançant la mise en œuvre de l'Initiative 3N, 18 sont présents dans toutes les Communes avec des interventions au niveau national.

L'Etat est le premier partenaire dans les communes suit du FEM, IDA, UE. L'annexe 9 donne la cartographie des partenaires techniques et financiers dans les Communes.

8. ENSEIGNEMENTS ET RECOMMANDATIONS DANS L'EXECUTION DE L'INITIATIVE 3N

8.1. ENSEIGNEMENTS ET RECOMMANDATIONS LIES A L'ANALYSE CONTEXTUELLE INITIALE DE MISE EN ŒUVRE DE L'INITIATIVE 3N

L'insécurité alimentaire et nutritionnelle récurrente que connaît le Niger résulte de plusieurs facteurs d'ordre climatiques et humains. Les différents gouvernements qui se sont succédés ont tenté de mettre les populations à l'abri de cette insécurité au moyen de certaines politiques et stratégies. Il s'avère cependant que malgré l'adoption de ces politiques et les énormes efforts financiers déployés par le pays et ses partenaires, le problème se pose avec acuité.

Dans ce contexte de crise alimentaire persistante, il a été élaboré en 2011 la Stratégies de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et de Développement agricole Durable (SAN/DA/D). Dans cette dynamique, l'Etat à travers le Haut-Commissariat à l'I3N entend créer les conditions nécessaires pour relever les défis majeurs liés à la sécurité alimentaire.

Dans cette démarche, il est apparu pour la nécessité d'élaborer un profil de référence pour la mise en œuvre de l'Initiative 3N et de son Plan d'Investissement (PI) à travers les cinq programmes qui constituent ses axes stratégiques. Ce profil se présente comme un outil de base au suivi et à l'évaluation de la mise en œuvre de l'Initiative 3N.

C'est ainsi que la situation générale contextuelle repose tout d'abord sur un taux de croissance démographique important et une économie dominée par le secteur primaire (45,2% du PIB). Le secteur primaire incluant les exportations de bétail sur pied et de certains produits agricoles constitue la seconde source de recettes d'exportation après les mines avec une valeur ajoutée nominale en 2011 de 1 156 805 000 F. Cfa.

La vulnérabilité des nigériens à l'insécurité alimentaire trouve ses origines dans les déficits céréaliers et fourragers enregistrés régulièrement depuis quelques décennies, les comportements alimentaires inappropriés et dans la pauvreté structurelle de certains groupes sociaux. D'une situation excédentaire en céréales dans les années 60 (+21-49 kg/habitant), le pays est passé à une situation structurellement déficitaire au cours de la décennie 90. En ce qui concerne la production fourragère, il a été enregistré en 2011 un déficit de -16 137 329 tonnes de matières sèches soit 50 % des besoins du cheptel national séjournant dans le pays.

Conséquemment, la malnutrition sévit de manière endémique, notamment chez les enfants de moins de 5 ans (environ 4 enfants sur 10 sont dans une situation de sous nutrition chronique et 1 sur 10, dans une situation de sous-nutrition aigue). Cumulativement, la proportion de la population vulnérable à l'insécurité alimentaire, modéré, sévère et à risques est respectivement de 23,4%, 8,5% et de 23,1%.

De façon spécifique, les productions agro-sylvo-pastorales se caractérisent par une très grande variabilité spatiale, mais aussi temporelle. Globalement, la situation de départ se caractérise par de très faibles taux de croissance avec des bilans céréaliers et fourragers en 2011 respectivement de -692 502 tonnes et de -16 137 329 TMS.

Les niveaux de productions des cultures céréalières irriguées demeurent bas au regard du potentiel de terres irrigables (84 691 t de riz ; 1 291 t de blé et 617 t de maïs en 2011). Il en est de même en ce qui concerne les productions pluviales justifiant les déficits vivriers.

Au plan des productions animales, les produits portent essentiellement sur la viande, le lait, les cuirs et les peaux. Les niveaux de production demeurent aussi bas en raison du potentiel en cheptel.

En ce qui concerne les productions forestières, les aires protégées courent seulement 6,6% du territoire national alors que les productions en produits forestiers non ligneux restent des plus bas (12 000 tonnes de gomme arabique en 2011) ; les productions apicoles ne sont guère importantes puisque ne portant que 16 640 litres de miel en 2011.

Relativement à l'approvisionnement régulier des marchés en produits agricoles et agroalimentaires, la vitalité du marché est aussi fortement limitée au regard du faible tissu industriel pour soutenir véritablement les capacités nationales de transformation et de commercialisation et des difficultés d'écoulement.

Des efforts importants sont cependant à noter en matière d'une part d'amélioration de la résilience des groupes vulnérables face aux changements climatiques, crises et catastrophes (68% de la population affectée par les crises alimentaires ont été pris en charge en 2011) et d'amélioration de l'état Nutritionnel des populations avec cependant des taux de malnutrition chronique et aiguë, en 2011, respectivement de 48,1% et de 16,7%.

Enfin, il se révèle que les financements en 2011 étaient de 115 622 099 600 F. Cfa pour 39 Programmes, projets et actions en exécution durant la même année 2011 ; ces financements sont largement inférieurs à l'évaluation initiale ; davantage, certains axes stratégiques et PIP avaient peu de ressources ou sinon même pas. Sur ce montant, la baseline financière (2011 comme année de référence) est de 115 622 099 600 F. Cfa pour 39 Programmes, projets et actions en exécution durant la même année 2011, soit seulement 11.55% du montant global du PIP (1 000,815 milliards de FCFA), ou encore de 43.28% du montant initialement considéré comme acquis.

De l'évaluation contextuelle de la mise en œuvre de l'Initiative 3N, il ressort cependant que les analyses demeurent toujours partielles au regard du nombre encore important d'indicateurs non renseignés en raison notamment de l'absence quasi-totale de données

Il importe, à cet égard, de :

- définir le système de suivi évaluation de l'Initiative 3N notamment dans ses objectifs, ses fonctions ainsi qu'en ce qui concerne les différents outils en particulier le plan de mesure des résultats identifiant les indicateurs à chacun des niveaux ;
- identifier et mettre en place un dispositif de suivi évaluation du niveau local au niveau national ;
- adopter des mesures incitatives et motivantes des organes en charge du suivi évaluation ;
- réaliser des études spécifiques en vue de renseigner les indicateurs s'agissant des aspects faiblement documentés comme ceux relatifs à l'axe 2.

8.2. ENSEIGNEMENTS ET RECOMMANDATIONS LIES A L'ANALYSE DES FINANCEMENTS ET DES ACTEURS PAR TUTELLE DE MISE EN ŒUVRE DE L'INITIATIVE 3N

Il est dénombré un total de 92 programmes, projets et actions en lien étroit avec l'Initiative 3N et son plan d'investissement prioritaire. Ces programmes, projets et actions sont cependant inégalement répartis en fonction des tutelles de mise en œuvre ainsi que les financements associés.

Tableau 19. Nombre de programmes, projets et actions et financements par tutelle de mise en œuvre et financements

Tutelles	Nombre programmes, projets et actions	Financements	
		Montants	Proportion
Nutrition	3	7 824,53	0,53%
Environnement	12	29 979,64	2,04%
Commerce	3	41 289,40	2,81%
Plan	5	54 696,17	3,73%
Routes	3	73 731,03	5,02%
Elevage	5	143 935,60	9,81%
Présidence	7	287 589,81	19,59%
Agriculture	39	302 782,02	20,63%
Primature	15	526 107,75	35,84%
Total	92	1 467 935,95	100,00%

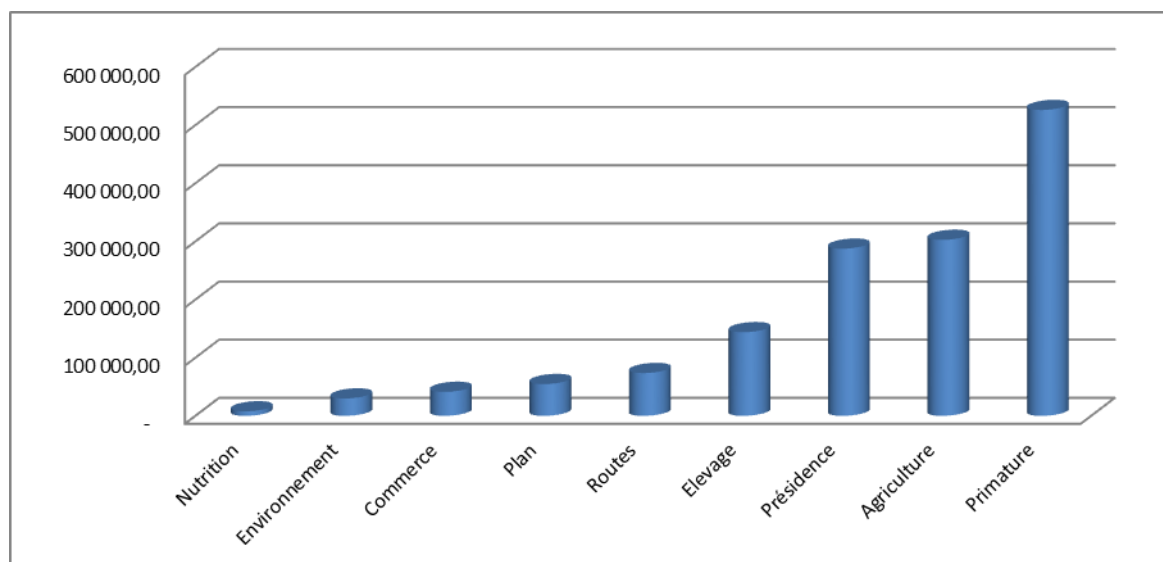


Figure 17. Financements par tutelle

Cette décroissance des financements est particulièrement importante s'agissant du Ministère en charge des routes, de celui en charge du commerce et dans une moindre mesure en ce qui concerne le Cabinet de la Primature ; elle est moins accentuée en ce qui concerne les secteurs de l'agriculture et de l'environnement.

Le tableau présenté ci-dessous récapitule les financements annuels par tutelle.

Tableau 20. Récapitulation des financements annuels par tutelle de mise en œuvre

Tutelles	Budget total	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Elevage	143 935,6039	6 404,4324	88 752,0550	12 540,4573	15 817,9471	14 413,0222	6 007,6899
Routes	73 731,0330	0,0000	0,0000	1 750,0970	30 386,9690	41 593,9670	0,0000
Nutrition	7 824,5250	0,0000	578,5000	1 155,4880	1 572,6743	2 862,3502	1 655,5125
Commerce	41 289,4006	0,0000	40 949,4006	340,0000	0,0000	0,0000	0,0000
Plan	54 696,1700	0,0000	3 410,7980	8 584,3176	11 481,5289	12 034,9459	19 184,5795
Présidence	287 589,8109	18 319,7421	38 566,8612	43 531,7219	90 553,4857	43 763,0000	52 855,0000
Primature	526 107,7480	37 068,6169	249 818,8405	199 738,1980	13 422,3244	12 494,6017	13 565,1667
Agriculture	302 782,0184	49 546,1995	47 981,1714	70 362,0662	54 324,4913	43 192,4548	37 375,6351
Environnement	29979,63973	4283,108664	3764,675073	6138,661078	6136,391518	5965,793806	3691,009589
Total Général	1 467 935,9496	115 622,0996	473 822,3019	344 141,0071	223 695,8122	176 320,1356	134 334,5932

L'évolution régressive des financements semble résulter d'une tendance à la diminution autant des nombres des programmes, projets et actions (annexe 10). Cette tendance à la baisse du nombre de programmes, projets et actions s'observe pour l'ensemble des tutelles (graphe ci-dessous). En illustration le nombre des programmes, projets et actions du Ministère en charge de l'agriculture est de 29 en 2012 et sera de 15 en 2015.

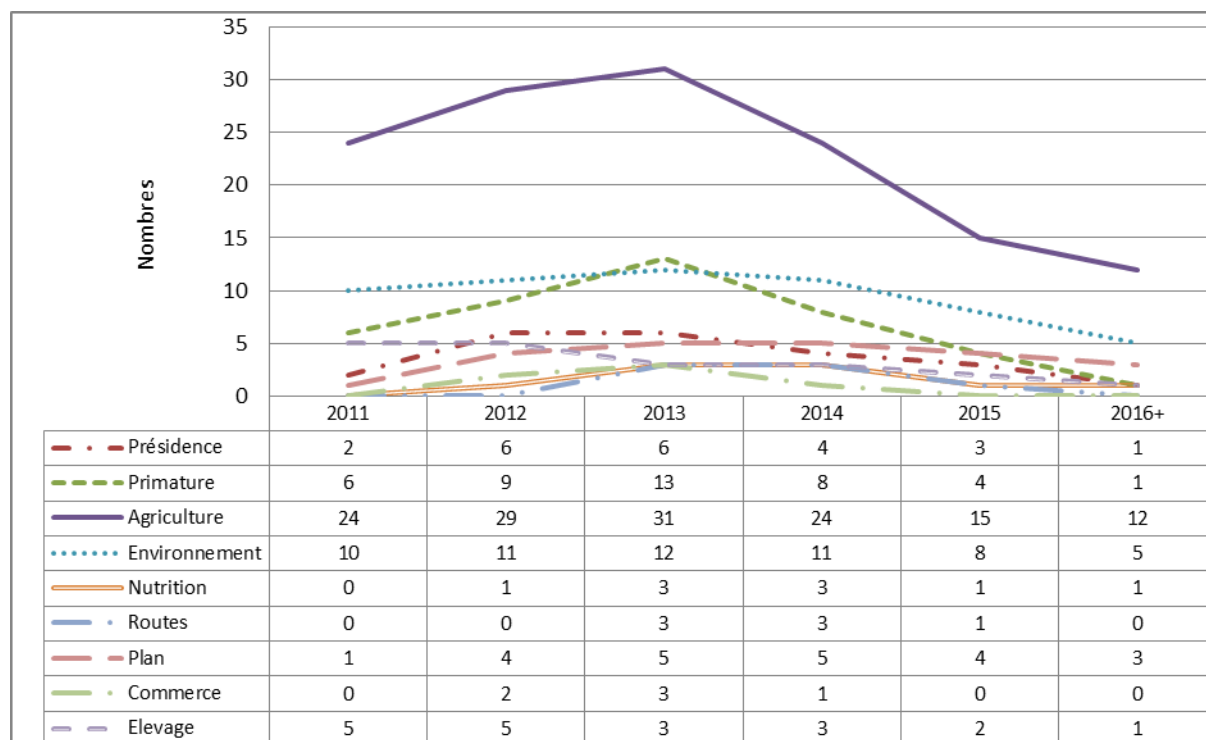


Figure 18. Evolution annuelle du nombre de programmes, projets et actions par tutelle

Conséquemment, la baisse des financements trouve aussi ses raisons dans l'absence quasi-totale de partenaires financiers dans certains secteurs (annexes 11 et 12) que des niveaux d'engagements faibles (tableaux ci-après).

Tableau 21. Partenaires par tutelle

Tutelle	2011	2012	2013	2014	2015	2016+
Présidence	BOAD, BID, OFID,FAD, BADEA, KFAED, BIDC,FSD, UE, ETAT	BOAD, BID, OFID,FAD, BADEA, KFAED, BIDC,FSD,UE, DAN., PNUD, ETAT	BOAD, BID, OFID,FAD, BADEA, KFAED, BIDC,FSD,UE, DAN., PNUD, ETAT	BOAD, BID, OFID,FAD, BADEA, KFAED, BIDC,FSD,UE, DAN., PNUD, ETAT	BOAD, BID, OFID,FAD, BADEA, KFAED, BIDC,FSD,UE, ETAT	ETAT
Primature	FEM, PNUD, JAP., FED, BM, GIZ, KFW, COM., ETAT	FEM, PNUD, JAP., FED, BM, GIZ, KFW, COM, ETAT	FEM, PNUD, FED10, UE, CTB, AUST., BM, GIZ, KFW, COM, ETAT	FEM, FED10, UE, PNUD, BM, GIZ, ETAT	FEM, FED10, BM, GIZ, ETAT	BM, ETAT
Agriculture	AFR SUD,COM, BADEA, BID, BOAD, DAN., ESP. , ETAT, F.BILL , FAD, FAO, FBS, FEM, FIDA, IDA, LUX, OFID, PAM, UE, UEMOA,	AFR SUD, BAD, BADEA , BID, BOAD, COM, DAN., ESP. , ETAT, F.BILL, FAD, FAO, FBS,FEM, FIDA, GAFSP, IDA, JAP., LUX, OFID, PAM, UE, UEMOA,	AFR SUD, AREVA, BAD, BADEA, BID, BOAD, COM, DAN., ESP. , ETAT, F. BILL, FAO, FBS, FEM, FIDA, GAFSP, IDA, JAP, KFW , LUX., OFID, PAM, UE, UEMOA	AREVA, BAD, BADEA, BENEF, BID, BOAD, BRES., COM., ESP., ETAT, F. BILL, FAO, FEM, FIDA, GAFSP, IDA, JAP., KFW, LUX, OFID, PAM, UE	BAD, BENEF, BID, BOAD, BRES., COM, ESP., ETAT, F. BILL, FAO, FEM, FIDA, GAFSP, IDA, KFW, LUX, PAM, UE	BAD, BENEF, BOAD, COM, ESP., ETAT, F. BILL, FEM, FIDA, GAFSP, IDA, KFW, LUX, PAM, UE
Environnement	FEM, UEMOA, AFD, GIZ, PNUD, COM, UE, ETAT	FEM, UEMOA, AFD, GIZ, PNUD, COM, UE, ETAT	FEM, UEMOA, AFD, GIZ, PNUD, COM, UE, ETAT	FEM, UEMOA, AFD, GIZ, PNUD, COM, UE, ETAT	FED, PNUD, UEMOA, AFD, GIZ, COM, ETAT	FED, UEMOA, ETAT, FEM, UEMOA, PNUD
Elevage	CTB, BID, ETAT	CTB, BID, ETAT	CTB, ETAT	CTB, ETAT	CTB, ETAT	ETAT
Nutrition		IDA	IDA, UE, F. BILL, ECHO	IDA, UE, F. BILL, ECHO	UE, F. BILL	UE, F. BILL
Routes			FAD, UE, ETAT	FAD, UE, ETAT	FAD, ETAT	
Plan	PNUD	SIF/BM, PNUD, BM, GIZ, ETAT	BAD, SIF/BM, PNUD, BM, GIZ, ETAT	BAD, SIF/BM, PNUD, BM, GIZ, ETAT	BAD, SIF/BM, PNUD, BM, ETAT	BAD, SIF/BM, PNUD, ETAT
Commerce		ETAT	ETAT	ETAT		

Tableau 22. Nature et sources des financements par tutelle

Tutelles	Ressources internes		Partenaires financiers		Total général
	Bénéficiaires	Etat	Prêt	Subvention	
Agriculture	2 847,13	31 121,58	156 742,30	112 071,01	302 782,02
Commerce		41 289,40			41 289,40
Elevage		129 161,56	6 246,60	8 527,44	143 935,60
Environnement	131,90	6 620,78		23 226,96	29 979,64
Nutrition				7 824,53	7 824,53
Plan		1 200,00	6 250,00	47 246,17	54 696,17
Présidence		186 679,99	59 342,50	41 567,32	287 589,81
Primature	283,16	24 888,83	35 000,00	465 935,76	526 107,75
Routes		47 275,40		26 455,64	73 731,03
Total général	3 262,19	468 237,53	263 581,40	732 854,83	1 467 935,95

Au niveau de l'ensemble des tutelles, la contribution des partenaires financiers est essentiellement sous forme de subvention représentant 73,55 % des montants (996 436 230 000 F. Cfa). Cumulativement, pour l'ensemble des tutelles, les contributions des bénéficiaires, de l'Etat et des partenaires sont respectivement de 0,22%, de 31,90% et de 67,88%.

La Primature reçoit le plus grand financement avec un montant de 526 107,750 millions de FCFA suivi du sous-secteur de l'Agriculture avec 302 282,02 millions de FCFA, de la Présidence avec 287 589, 810 millions de FCFA. Le financement global est assuré par l'Etat avec un montant 468 237, 530 millions de FCFA suivi du Fonds Communs de Donateurs (FCD) pour 249 125, 810 millions de FCFA et de l'Australie pour 168 189,07 millions de FCFA. Au total 1 467 935, 95 millions de FCFA sont mobilisés pour la mise de l'œuvre de l'Initiative 3N pour la période 2011-2016.

Au-delà de ces analyses générales sur la mise en œuvre de l'Initiative 3N à travers notamment les financements et les partenariats développés par les différentes tutelles, il importe de relater certaines spécificités en fonction de chacune des tutelles.

La **Présidence de la République** compte sept (7) projets, programmes intervenant dans les domaines de la consolidation de la paix, le renforcement de capacités, la nutrition et la sécurité alimentaire avec notamment deux grands projets, le Projet d'appui à la mise en œuvre de la stratégie initiative 3N et le Programme « Kandadji » de Régénération des Ecosystèmes et de Mise en valeur de la vallée du Niger. L'Etat est le principal bailleur sur les ressources propres avec la mise en œuvre de l'Initiative 3N. Toutefois, on peut noter une multitude de bailleurs de fonds financent les projets, programmes sous tutelle de la Présidence. Le financement des programmes, projets s'est élevé à 287 589,81 millions de FCFA. Le Programme « Kandadji » est financé pour un montant de 122 964,6 millions de FCFA dont 38 878,87 millions de FCFA de ressources internes

Concernant le **Cabinet de la Primature**, on dénombre actuellement 15 projets, programmes et actions qui interviennent sur trois volets : changement climatique, prévention et de gestion des catastrophes et crises alimentaires et développement local en cours d'exécution dans le cadre de l'Initiative 3N. Les multitudes de bailleurs de fonds financent les projets, programmes et actions sous tutelle de la Primature dont les principaux y compris l'Etat sont la Banque mondiale, l'Australie, le Fonds Communs des donateurs (FCD), la GIZ, le KfW, le 10^{ème} FED, le FEM, le PNUD, la Coopération japonaise. Le financement des programmes, projets et actions sous tutelle de la Primature est de 526 107 748 083 FCFA. Le PIP 9 « Prévention et gestion des crises alimentaires » est le plus financé des projets et programmes avec 16 interventions pour le PIP 9 d'un montant de 440 935 136 408 FCFA, soit 83,81%. Le fort intérêt manifesté pour ce PIP montre la détermination de l'Etat et ses partenaires à faire face efficacement aux situations d'urgence et de catastrophes.

S'agissant de l'**Agriculture**, 39 projets, programmes et actions qui interviennent principalement dans les productions agricoles renforçant ainsi l'axe stratégique 1 « Accroissement et diversification des productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques » de l'Initiative 3N mais aussi dans le domaine de renforcement de capacités dans le cadre de la mise en œuvre de l'Initiative 3N. Une multitude de bailleurs de fonds (25)

financent les projets, programmes et actions sous tutelle du Ministère de l'Agriculture avec un financement sur ressources propres de l'ordre de 31 121,58 millions de FCFA et une contribution des bénéficiaires de 2 847,13 millions de FCFA. Toutefois, le secteur agricole est financé à 51,77% sur prêt pour un montant total de montant de 302 782,02 millions de FCFA. Le PIP 1 « Amélioration de la Productivité et des revenus agricoles par la maîtrise de l'eau » et le PIP 11 « Renforcement des capacités pour la mise en œuvre de l'Initiative 3N » sont le plus financés avec respectivement 95 131,65 millions de FCFA et 99 408,74 millions de FCFA. Ce qui dénote de l'importance du secteur agricole dans la mise œuvre de l'Initiative 3N

Les projets et programmes sous tutelle du **Ministère de l'Environnement** interviennent plus dans les domaines de la protection et restauration de l'environnement et de la biodiversité notamment dans la gestion durable des terres et des écosystèmes. Le principal bailleur de fonds du secteur est le FEM avec un montant de 10 192,96 millions de FCFA soit 34%. Les autres bailleurs sont : AFD, Etat, FED, GIZ, PNUD et UEMOA.

Le secteur de l'**Elevage** comporte peu de programmes, projets et actions. Sur l'ensemble, seuls trois (3) s'étalent sur toute la période du plan d'investissement de l'Initiative 3N. Les principaux bailleurs de fonds du secteur sont l'Etat, la CTB et la BID pour un financement global est 143 935 603 900 F. Cfa. Ce sont de programmes, projets et actions essentiellement à couverture nationale, mais aussi quelque peu régionale (Dosso, Tillabéry et CUN) avec des activités sur l'ensemble des communes du territoire national. Si la tendance actuelle est maintenue, le secteur ne semble pas avoir des financements annuels conséquents de 2013 à 2015.

Le secteur de la **Nutrition** ne comporte que trois projets et programmes sur trois ans seulement avec un financement de l'ordre de 7 382 400 000 FCFA axé principalement sur l'axe stratégique 4 « Amélioration de l'état nutritionnel des nigériennes et nigériens » et particulièrement sur le PIP 10 « Prévention et Prise en charge de la Malnutrition » qui est le plus financé. Les bailleurs de fonds du secteur sont la Banque Mondiale, l'UE et l'ECHO. L'Union Européenne est le principal bailleur avec un financement de 6 222 500 000 FCFA avec le Projet Initiative d'Accélération des Objectifs du Millénaire au Niger 2013-2016 dont l'objectif de contribuer à l'amélioration de l'état nutritionnel des enfants de moins de cinq ans dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder.

Concernant le secteur de construction des **Routes Rurales**, il est identifié deux programmes dont un programme sur deux phases qui intervenant dans le secteur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ces deux programmes interviennent principalement sur le PIP 8 « Transformation et Commercialisation des Produits » pour un montant de 73 731,033 millions de FCFA. Les 64,12% du montant est financé sur les ressources propres, ce qui dénote ainsi l'effort de l'Etat dans la construction des routes rurales afin de désenclaver les zones rurales et de réduire les couts de transport. Les autres bailleurs de fonds sont l'Union Européenne et le FAD.

Pour ce qui est du **Ministère du Plan** comporte, peu de projets et programmes intervenant dans le secteur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Les 5 projets et programmes du secteur s'étalent un plus que la période du plan d'investissement de l'Initiative 3N notamment en 2016 avec un pic de financement de l'ordre de 21 200,5795 millions de FCFA. Les principaux bailleurs de fonds du secteur sont la Banque Mondiale, la BOAD, le PNUD, la GIZ et l'Etat pour un montant total de 54 696,17 millions de FCFA. Aussi, le PIP 9 « Prévention et gestion des crises alimentaires » est le plus financé des projets et programmes du secteur du Ministère du Plan avec seulement 3 interventions pour un montant de 28430,5495 millions de francs CFA, soit 51,98%.

Le secteur du **Commerce** comporte que trois projets et programmes intervenant dans le secteur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ces trois projets et programmes du secteur interviennent en grand majorité sur le PIP 9 « Prévention et gestion des crises alimentaires » est le plus financé pour un montant de 29 687 532 070 FCFA. Le montant de 41 629 400 614 FCFA, financement sur ressources propres, constitue essentiellement le financement de la reconstitution du stock national de sécurité alimentaire et nutritionnelle à travers l'OPVN.

Mais pour assurer durablement la sécurité alimentaire et faire en sorte que les sécheresses récurrentes ne soient plus « synonymes de famine », un regard particulier mérite d'être accordé au développement à long terme du secteur Agricole. Un effort important est requis durant la période 2014/2016 pour mobiliser davantage des financements additionnels substantiels.

8.3. ENSEIGNEMENTS ET RECOMMANDATIONS LIES A L'ANALYSE DES FINANCEMENTS ET DES ACTEURS PAR AXES/PIP STRATEGIQUES ET PAR ZONE D'INTERVENTION

Il ressort tout d'abord que les financements annuels projetés par le Plan d'Investissement de l'Initiative 3N sur la période 2012 à 2015 sont largement dépassés. En effet, alors que le PI I3N évalue les financements acquis à 267,163,000,000 F.Cfa, les financements évalués suite à l'étude montre un montant de 1,217,979,260,000 F.Cfa, soit une sous-évaluation par le PI I3N de 950,816,260,000 F.Cfa (355,89% d'accroissement).

On observe par ailleurs que les financements évalués pour les années 2012 et 2013 sont respectivement pour les mêmes années de +451,85% et +17,55% par rapport aux évaluations financières contenues dans le PI I3N, alors que pour les années 2014 et 2015, les écarts observés sont négatifs entre les deux évaluations, respectivement de -41,03% et -27,40 % ; les évaluations du PI I3N sont donc supérieures aux évaluations actualisées (graphe ci-dessous).

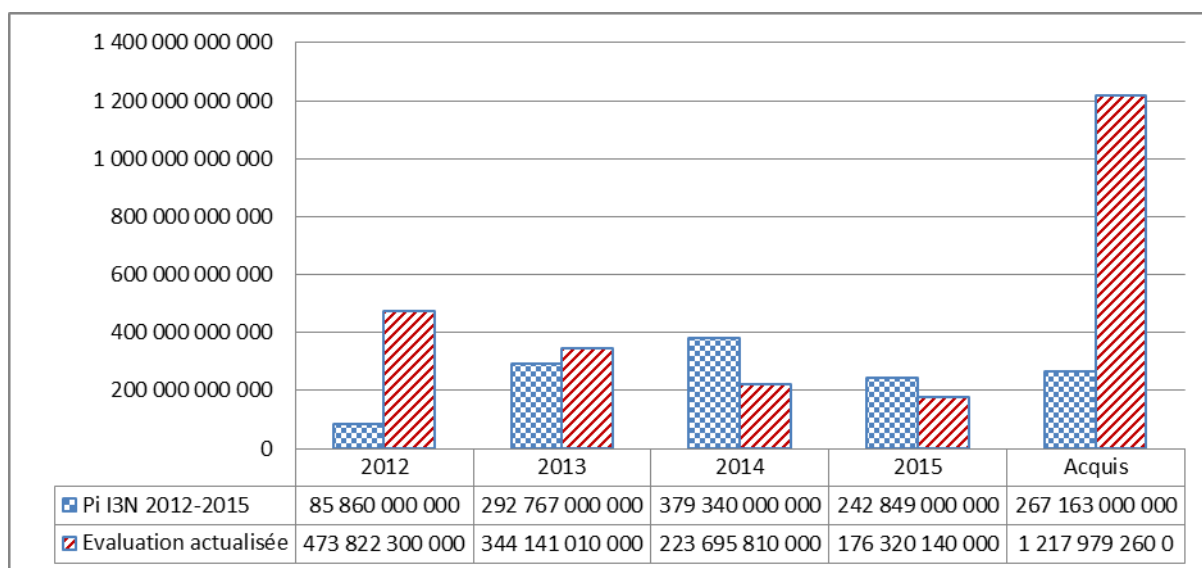


Figure 19. Financements annuels comparés avec les financements annuels du PI I3N

Au regard de ces observations, il importe d'envisager au cours de l'année 2014 une forte mobilisation de ressources financières additionnelles pour atteindre les objectifs de financement du PI I3N pour les deux années, à savoir 2014 et 2015 qui sont respectivement de 379 340 000,000 FCFA (223 695 810 000 en acquis) et de 242 849 000 000 F.Cfa (176 320 140 000 en acquis).

Cependant, les axes stratégiques sont diversement distribués ; en effet l'ensemble des programmes, projets et actions se répartit en fonction des axes comme suit :

- | | | |
|---------|--|---------------------------|
| • Axe 1 | 39 programmes, projets et actions concernés, | soit 42.39% de l'effectif |
| • Axe 2 | 4 programmes, projets et actions concernés, | soit 4.35% de l'effectif |
| • Axe 3 | 32 programmes, projets et actions concernés, | soit 34.78% de l'effectif |
| • Axe 4 | 4 programmes, projets et actions concernés, | soit 4.35% de l'effectif |
| • Axe 5 | 13 programmes, projets et actions concernés, | soit 14.13% de l'effectif |

Cette distribution des axes stratégiques est fortement liée à la nature des actions menées par les différentes tutelles et ce, en onction principalement du nombre de projets par axe par rapport au nombre total de projets mis en œuvre par chacune des tutelles (tableau ci-dessous).

Tableau 23. Nombre de projets par axe suivant les tutelles de mise en œuvre

Tutelle	Axes liés	Nombre de projets par axe	Nombre total de projets
Présidence	3	4	7
	4	1	
	5	2	
Primature	1	1	15
	3	11	
	5	3	
Agriculture	1	22	39
	2	2	
	3	9	
	5	6	
Environnement	1	12	12
Elevage	1	2	5
	3	2	
	5	1	
Nutrition	4	3	3
Routes	3	3	3
Plan	1	2	5
	3	2	
	5	1	
Commerce	2	2	3
	3	1	

Mais, davantage, la distribution des axes stratégiques dénote aussi de la diversité de ces axes par une tutelle donnée. Ainsi comme le montre le graphe ci-dessous, cet effort de diversification est beaucoup plus important par le Ministère en charge de l'Agriculture.

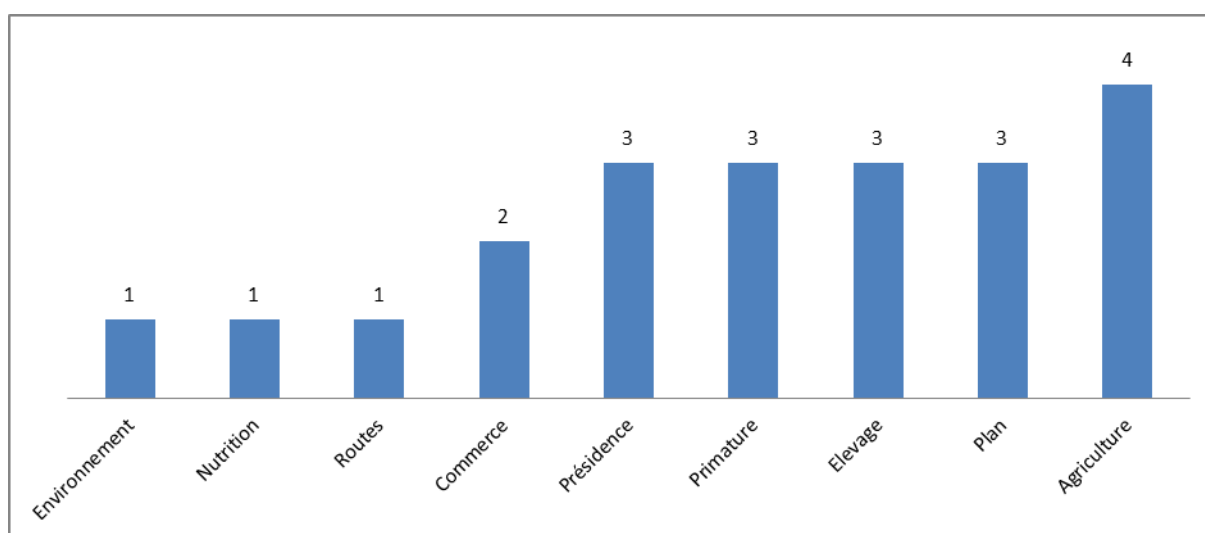


Figure 20. Nombre d'axes stratégiques différents visés par tutelle

Au regard de ces premières observations, il importe non seulement de multiplier les nombres de projets, mais aussi de mener des efforts d'intégration et de diversification pour couvrir l'ensemble des axes stratégiques dans des proportions beaucoup plus équilibrées.

Cette recommandation est d'autant plus importante que les différents paramètres, à savoir le nombre de partenaires, le nombre de projets et les volumes financiers tendent à diminuer (graphe ci-dessous).

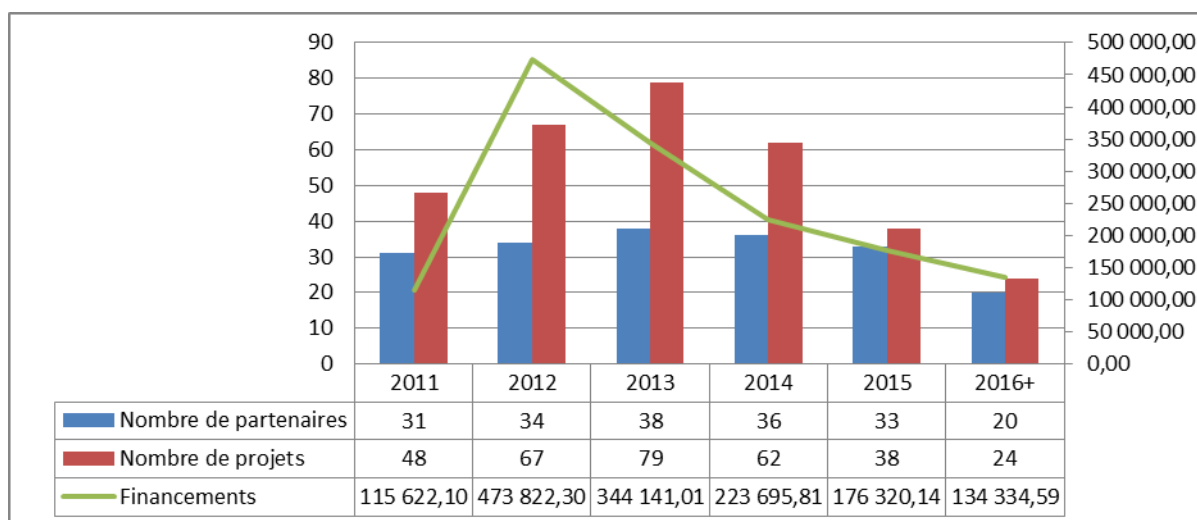


Figure 21. Evolution tendancielle des partenaires, des financements et des projets

Il résulte globalement une diminution des financements de l'Initiative 3N ; les axes stratégiques les plus financés demeurant l'axe 3 et l'axe 1 et les PIP aussi les plus financés sont les PIP 9, 11 et 1.

Sur l'ensemble des programmes, projets et actions (92), 48 étaient en cours en 2011 pour un montant de 115 622 100 000 F. Cfa ; ces projets s'étalent sur la période du Pi IN. Sur cette dernière période, c'est-à-dire de 2012 à 2015, l'ensemble des programmes, projets et actions (92), sont en exécution (1 217 979 260 000 F. Cfa) dont 19 nouveaux ont démarré en 2012, 22 nouveaux en 2013 et 3 nouveaux en 2014. En ce qui concerne l'après Pi I3 en 2016, on compte 24 programmes, projets et actions (134 334 590 000 F. Cfa).

Considérant l'ensemble des financements globaux, il ressort que l'Etat contribue pour 32% du financement de l'Initiative, soit 468 237 530 000 F. Cfa (un peu moins de l'engagement de 50% du financement du Plan d'investissement I3N 2012-2015) ; les partenaires financiers contribuent quant à eux à hauteur de 68% (graphie ci-après).

Il ressort non seulement que les investissements du secteur alimentaire et nutritionnel vont considérablement diminuer si les tendances actuelles sont maintenues en raison essentiellement des faibles financements autant de l'Etat que des partenaires. Il importe aussi donc d'envisager :

- la mise en place de véritables stratégies de mobilisation de ressources financières subséquentes en y intégrant les collectivités territoriales ;
- l'élaboration par chacune de tutelle de dossiers de projets bancables ;
- l'alignement effectif de l'ensemble des acteurs (départements ministériels, partenaires financiers, collectivités, projets) à l'Initiative3N afin de saisir véritablement l'exhaustivité des financements mobilisés ;
- l'élévation du niveau de contribution financière de l'Etat pour atteindre l'objectif de 50%.

S'agissant de la cartographie zonale des interventions et des acteurs, il s'observe que l'ensemble des communes est couvert avec néanmoins beaucoup de disparités. Les projets, autres que ceux à couverture nationale sont en effet diversement distribués ; certaines communes sont très faiblement couvertes, avec moins de 5 projets.

Il est donc nécessaire de mener auprès des partenaires financiers des véritables plaidoyers pour un meilleur équilibre dans la couverture des communes en projets.

Le nombre d'interventions par commune est fort variable, compris en 23 et 47 ; par ailleurs sur les 40 partenaires finançant la mise en œuvre de l'Initiative 3N, 18 sont présents dans toutes les Communes avec

des interventions au niveau national. L'Etat est le premier partenaire dans les communes suit du FEM, IDA, UE.

En tout état de cause, pour asseoir l'argumentaire nécessaire à de tels plaidoyers, il convient de mener des travaux en vue de réaliser sur le terrain une cartographie complète des acteurs et de leurs projets sur l'ensemble de toutes les communes du pays.

En conclusion, il apparaît à l'issue de la présente étude, de très grandes disparités autant des financements à travers les acteurs et les projets mis en œuvre que leurs distributions en fonction des tutelles de mise en œuvre, des axes stratégiques, des programmes d'investissements prioritaires et des communes couvertes.

Les financements évalués sont supérieurs aux besoins exprimés dans le PI I3N en ce qui concerne les années 2012 et 2013, mais sont nettement en deçà pour les années 2014 et 2015 et caractérisés par les mêmes disparités précédemment décrites.

Des efforts de mobilisation de ressources financières additionnelles sont nécessaires pour couvrir les gaps identifiés, tout aussi qu'il est nécessaire que cette mobilisation de ressources financières s'appuie sur une distribution beaucoup plus équilibrée par axe stratégique, par PIP et par commune.

Par ailleurs, l'étude s'étant focalisée sur principalement les financements contenus dans les lois des finances, il est fortement recommandé une évaluation beaucoup plus complète des acteurs et des financements associés dans chacune des communes du pays ; cette évaluation devra intégrer celle des services et des kits communaux pour en constituer une situation de référence qui soit la plus complète que possible.

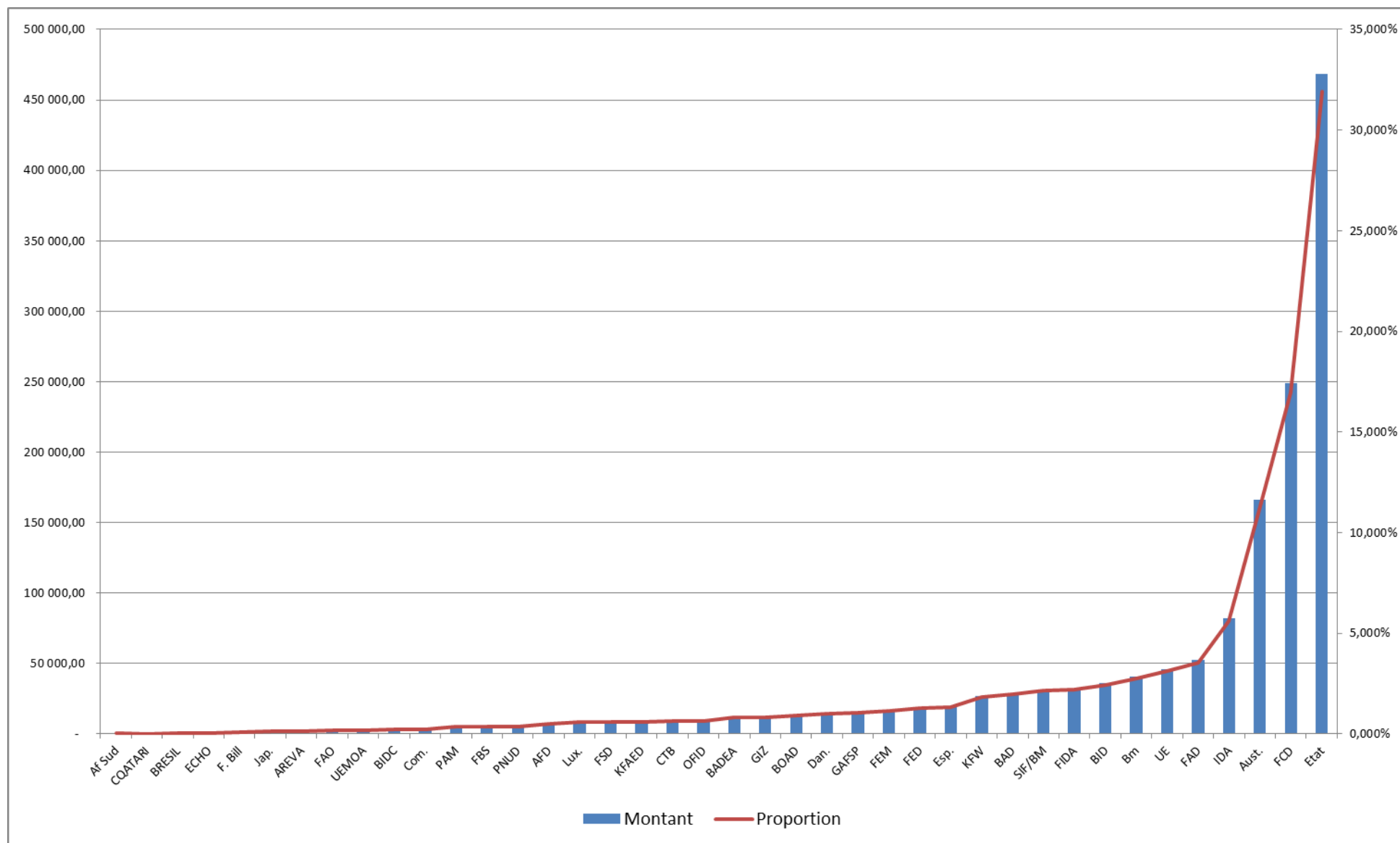


Figure 22. Contribution des partenaires au financement de l'Initiative 3N

DOCUMENTS CONSULTÉS

- HC3N 2013 : Rapport bilan 2012 de la mise en œuvre de l'Initiative 3N
- HC3N 2013 : Situation référentielle des indicateurs de suivi évaluation de l'Initiative 3N
- HC3N 2013 : Fiches de suivi ATOR
- HC3N 2013 : Atlas des programmes et projets de l'Initiative 3N, 2012
- MPAT/DC 2013 : Comptes rendus des discussions techniques des travaux préparatoires d'élaboration du Programme d'Investissement de l'Etat (PIE) 2014-2016
- MPAT/DC 2013 : Rapport annuel de mise en œuvre du Plan de Développement Economique et Social (PDES) 2012-2015
- Ministère des Finances : Lois de Finances 2012 et 2013
- Tutelles Ministérielles : Programmes de Travail Annuel et de Budget des projets

ANNEXES

<i>Annexe 1. Financement des axes stratégiques par source de financement</i>	<i>66</i>
<i>Annexe 2. Evolution des financements globaux par année (planification des financements de 2011 à 2016)</i>	<i>67</i>
<i>Annexe 3. Illustration de la distribution des nombres des interventions par commune</i>	<i>68</i>
<i>Annexe 4. Répartition des types interventions : Axes par Commune.....</i>	<i>70</i>
<i>Annexe 5. Répartition des types interventions : PIP par Commune.....</i>	<i>75</i>
<i>Annexe 6. Répartition des types interventions : Partenaires par Commune.....</i>	<i>82</i>
<i>Annexe 7. Nombre de projets financés par les partenaires financiers par tutelle</i>	<i>93</i>
<i>Annexe 8. Répartition des financements par tutelle, par bailleurs et type.....</i>	<i>94</i>
<i>Annexe 9. Financement de projets par les partenaires financiers par tutelle.....</i>	<i>97</i>

Annexe 1. Financement des axes stratégiques par source de financement

	AFD	Afrique du Sud	AREVA	Australie	BAD	BADEA	Banque mondiale	BID	BIDC	BOAD	BRESIL
Axe 1	7 215,53		2 000,00		28 966,56	4 000,00	5 725,60	6 246,60		10 000,00	
Axe 2											300,00
Axe 3		45,00		166 189,07		8 074,89	35 000,00	29 729,54	3 243,67	3 243,67	
Axe 4											
Axe 5											
Total	7 215,53	45,00	2 000,00	166 189,07	28 966,56	12 074,89	40 725,60	35 976,14	3 243,67	13 243,67	300,00

	Communautés	Coop Danoise	Coop Japonaise	Coop Luxembourgeoise	CR QATARI	CTB	ECHO	Espagne	Etat	FAD
Axe 1	1 938,25		401,81	8 254,00				17 675,03	154 811,07	10 318,70
Axe 2									12 121,87	
Axe 3	1 323,93	1 450,09	1 500,00	127,63	200,00	8 527,44		1 516,28	153 317,66	41 865,92
Axe 4							812,50			
Axe 5		13 200,00	49,76					291,45	147 986,93	
Total	3 262,19	14 650,09	1 951,56	8 381,63	200,00	8 527,44	812,50	19 482,76	468 237,53	52 184,62

	FAO	FBS	FED	FEM	FIDA	Fondation Bill	FCD	FSD	GAFSP	GIZ	IDA
Axe 1		5 096,82	1 403,93	12 095,30	26 011,04	1 012,50			15 678,31	765,85	41 960,00
Axe 2	909,74										20 000,00
Axe 3	1 415,31		17 606,67	4 274,00	6 000,90		249 125,81	8 649,85		7 475,00	19 712,44
Axe 4						442,13					347,40
Axe 5	159,00			401,50		120,36				4 066,89	
Total	2 484,04	5 096,82	19 010,60	16 770,80	32 011,94	1 574,98	249 125,81	8 649,85	15 678,31	12 307,74	82 019,84

	KFAED	KFW	OFID	ONGs (belge et Care)	PAM	PNUD	SIF/BM	UE	UEMOA	Total
Axe 1		7 555,50			3 541,62	1 108,65		10 160,00	2 594,78	386 537,45
Axe 2					1 500,00					34 831,60
Axe 3	8 649,85	19 039,34	9 416,18	708,42		4 073,78	31 500,00	22 534,44		865 536,81
Axe 4								8 222,50		9 824,53
Axe 5								4 919,68	10,00	171 205,56
Total	8 649,85	26 594,84	9 416,18	708,42	5 041,62	5 182,43	31 500,00	45 836,62	2 604,78	1 467 935,95

Annexe 2. Evolution des financements globaux par année (planification des financements de 2011 à 2016)

Axes/PIP	Baseline 2011	PI I3N 2012-2015					Postérieure	Total
		2012	2013	2014	2015	Total	2016	
Axe 1	42 346,8711	54 556,9333	79 922,4894	81 349,2084	41 040,4224	256 869,0533	27 867,8578	327 083,5330
PIP 1	27 138,6153	34 249,3648	44 064,1203	50 266,5208	23 237,3269	151 817,3328	19 232,2056	198 187,9044
PIP 2	6 753,6874	8 492,0650	14 722,2573	10 042,8115	2 485,6532	35 742,7869	268,1440	42 764,6182
PIP 3	2 739,6218	4 871,8528	5 186,8346	4 577,7567	579,7593	15 216,2034	-	17 955,8251
PIP 4	623,4406	708,7149	3 871,2956	9 820,5565	10 156,9907	24 557,5577	6 007,6899	31 188,6882
PIP 5	182,8599	73,5162	53,0000	40,6239	-	167,1401	-	350,0000
PIP 6	4 908,6462	6 061,4196	11 854,9817	6 430,9388	4 410,6923	28 758,0324	2 189,8184	35 856,4970
PIP 7	-	100,0000	170,0000	170,0000	170,0000	610,0000	170,0000	780,0000
Axe 2	4 559,5580	14 552,9821	5 383,1831	32 723,8425	45 397,5670	98 057,5747	238,0400	102 855,1727
PIP 8	4 559,5580	14 552,9821	5 383,1831	32 723,8425	45 397,5670	98 057,5747	238,0400	102 855,1727
Axe 3	36 710,2742	298 070,3250	155 483,3299	30 267,5170	23 213,5198	507 034,6916	37 525,1260	581 270,0918
PIP 9	36 710,2742	298 070,3250	155 483,3299	30 267,5170	23 213,5198	507 034,6916	37 525,1260	581 270,0918
Axe 4	-	578,5000	61 767,7345	1 457,0743	2 862,3502	66 665,6590	1 655,5125	68 321,1715
PIP 10	-	578,5000	61 767,7345	1 457,0743	2 862,3502	66 665,6590	1 655,5125	68 321,1715
Axe 5	32 005,3962	106 063,5616	41 584,2703	77 898,1700	63 806,2763	289 352,2782	67 048,0569	388 405,9806
PIP 11	32 005,3962	106 063,5616	41 584,2703	77 898,1700	63 806,2763	289 352,2782	67 048,0569	388 405,9806
Total	115 622,0996	473 822,3019	344 141,0071	223 695,8122	176 320,1356	1 217 979,2569	134 334,5932	1 467 935,9496
Total PI-I3N	-	85 860,0000	292 767,0000	379 340,0000	242 849,0000	1 000 816,0000	-	-
Ecart	-	387 962,3019	51 374,0071	- 155 644,1878	- 66 528,8644	217 163,2569	-	-

Annexe 3. Illustration de la distribution des nombres des interventions par commune

Communes	Nombre total de projets	Nombre de projets à couverture non Nationale	Nombre total de projets Nationaux
Kabelewa	34	2	32
Toumour	34	2	32
Foulatari	35	3	32
N'guigmi	35	3	32
Dan Barto	35	3	32
Ichirnawa	35	3	32
Kourni	35	3	32
Tsaouni	35	3	32
Yaouri	35	3	32
Dogo-dogo	35	3	32
Bilma	36	4	32
Dirkou	36	4	32
Djado	36	4	32
Fachi	36	4	32
Bosso	36	4	32
N'Gourti	36	4	32
Alakoss	36	4	32
Gamou	36	4	32
Gouna	36	4	32
Hamdara	36	4	32
Falanko	36	4	32
Tenhia	36	4	32
Moa	36	4	32
Kagna Wame	36	4	32
Garagoumsa	36	4	32
Tesker	36	4	32
Agadez	37	5	32
Dabaga	37	5	32
Arlit	37	5	32
Dannet	37	5	32
Diffa	37	5	32
Gueskérou	37	5	32
N'Guelbeyli	37	5	32
Gouré	37	5	32
Kéllé	37	5	32
Dantchio	37	5	32
Daouché	37	5	32
Kantché	37	5	32
Matameye	37	5	32
Dogo	37	5	32
Droum	37	5	32
Koléram	37	5	32
Ville de Zinder	37	5	32
Mazamni	37	5	32
Albarkaram	37	5	32
Guidimouni	37	5	32
Dungass	37	5	32
Mallaoua	37	5	32
Tirmini	37	5	32
Tchirozérine	38	6	32
Iférouane	38	6	32
Timia	38	6	32
Ingall	38	6	32
Mainé-soroa	38	6	32
Goudoumaria	38	6	32
Adjiekoria	38	6	32
Serkin Yamma	38	6	32
Al Hassane Maireyrey	38	6	32
Attantane	38	6	32
Guidan-Amoumoune	38	6	32
Kanambakache	38	6	32
Kiota	41	9	32
Dan Kassari	41	9	32
Dogon-Kiria	41	9	32
Matankari	41	9	32
Dosso	41	9	32

Communes	Nombre total de projets	Nombre de projets à couverture non Nationale	Nombre total de projets Nationaux
Sarkin Haoussa	38	6	32
Issawane	38	6	32
Hawandawaki	38	6	32
Korgom	38	6	32
Inates	38	6	32
Makolondi	38	6	32
Boune	38	6	32
Guidiguir	38	6	32
Yékoua	38	6	32
Doungou	38	6	32
Mirriah	38	6	32
Zermou	38	6	32
Oullelewa	38	6	32
Tarka	38	6	32
Damagaram Takaya	38	6	32
Gouchi	38	6	32
Dakoussa	38	6	32
Gougaram	39	7	32
Aberbissinat	39	7	32
Chétimari	39	7	32
Falwey	39	7	32
zabori	39	7	32
Guilladjé	39	7	32
Roumbou	39	7	32
Soli Tagriss	39	7	32
Dan Issa	39	7	32
Mayahi	39	7	32
Tchaké	39	7	32
Baoudeta	39	7	32
Maijirgui	39	7	32
Tessaoua	39	7	32
Abala	39	7	32
Sanam	39	7	32
Kwaya	39	7	32
Sasoumbroum	39	7	32
Ouacha	39	7	32
Gaffati	39	7	32
Gangara	39	7	32
Tanout	39	7	32
sokorbé	40	8	32
Karakara	40	8	32
Douméga	40	8	32
Koré-mairoua	40	8	32
Tibiri	40	8	32
Aguié	40	8	32
Tchadoua	40	8	32
Azagor	40	8	32
Bader Goula	40	8	32
Birni Lallé	40	8	32
Kornaka	40	8	32
Gabi	40	8	32
Ville de Maradi	40	8	32
Koona	40	8	32
Oorafane	40	8	32
Gangara	40	8	32
Galma Koudawatché	40	8	32
Anam	40	8	32
Bitinkodji	40	8	32
Youri	40	8	32
Hamdallaye	40	8	32
Ouro Gueladjo	40	8	32
Bankilaré	40	8	32
Gothèye	40	8	32
Torodi	40	8	32
Bandé	40	8	32
Magaria	40	8	32

Communes	Nombre total de projets	Nombre de projets à couverture non Nationale	Nombre total de projets Nationaux
Gorouban-Kassam	41	9	32
Kargui-Bangou	41	9	32
Mokko	41	9	32
Sambéra	41	9	32
Tessa	41	9	32
Sakadamna	41	9	32
Dioundou	41	9	32
Falmèye	41	9	32
Korahane	41	9	32
Maiyara	41	9	32
Sabon- Machi	41	9	32
Sae Saboua	41	9	32
Djirataoua	41	9	32
Safo	41	9	32
Bermo	41	9	32
Gadabedji	41	9	32
Gazaoua	41	9	32
Akoubounou	41	9	32
Allela	41	9	32
Baban Kitami	41	9	32
Deoule	41	9	32
Tama	41	9	32
Keita	41	9	32
Bangui	41	9	32
Ourno	41	9	32
Affala	41	9	32
Tillia	41	9	32
Koufeye Centre	41	9	32
Tondikandia	41	9	32
Dantchandou	41	9	32
Kirtachi	41	9	32
Kollo	41	9	32
N'Dounga	41	9	32
Dingazi	41	9	32
Simiri	41	9	32
Tondikiwindi	41	9	32
Tamou	41	9	32
Diagourou	41	9	32
Méhana	41	9	32
Ayérou	41	9	32
Banibangou	41	9	32
Tabelot	42	10	32
Fakara	42	10	32
N'Gonga	42	10	32
boboye	42	10	32
Dogon Doutchi	42	10	32
Kieche	42	10	32
Farrey	42	10	32
Garankedey	42	10	32
Golle	42	10	32
Tombo-Koarey	42	10	32
Tounouga	42	10	32
Bengou	42	10	32
Tabalak	44	12	32
Tajae	44	12	32
Tchintabaraden	44	12	32
Bibiyergou	44	12	32
Inatess	44	12	32
Sinder	44	12	32
Tibiri	45	13	32
Karafane	45	13	32
Illéla	45	13	32

Communes	Nombre total de projets	Nombre de projets à couverture non Nationale	Nombre total de projets Nationaux
Kankandi	41	9	32
Bana	42	10	32
Tanda	42	10	32
Loga	42	10	32
Dakoro	42	10	32
Madarounfa	42	10	32
Abalak	42	10	32
Azeze	42	10	32
Tamaya	42	10	32
Bazaga	42	10	32
Birni N'Konni	42	10	32
Bouza	42	10	32
Ibohamane	42	10	32
Azarori	42	10	32
Sabon Guida	42	10	32
Bambaye	42	10	32
Ville de Tahoua	42	10	32
Kao	42	10	32
Malbaza	42	10	32
Imanan	42	10	32
Liboré	42	10	32
Ouallam	42	10	32
Kokorou	42	10	32
Tagazar	42	10	32
Ville de Niamey	43	11	32
Fabidji	43	11	32
Harikanassou	43	11	32
Soucoucouteane	43	11	32
Yelou	43	11	32
Guécheme	43	11	32
Dan Goulbi	43	11	32
Chadakori	43	11	32
Guidan-Roundji	43	11	32
Tsernaoua	43	11	32
Allakeye	43	11	32
Tabotaki	43	11	32
Garhanga	43	11	32
Tamaské	43	11	32
Madaoua	43	11	32
Kalfou	43	11	32
Takanamatt	43	11	32
Bagaroua	43	11	32
Dogueraoua	43	11	32
Filingué	43	11	32
Karma	43	11	32
Kouré	43	11	32
Namaro	43	11	32
Say	43	11	32
Goroual	43	11	32
Téra	43	11	32
Dargol	43	11	32
Koygolo	44	12	32
Gaya	44	12	32
Guidan Sori	44	12	32
Barmou	45	13	32
Tassara	45	13	32
Anzourou	45	13	32
Dessa	45	13	32
Badagichiri	46	14	32
Tébaram	46	14	32
Kourteye	48	16	32
Sakoira	48	16	32
Tillabéri	48	16	32

Annexe 4. Répartition des types interventions : Axes par Commune

Commune	Axe 1	Axe 2	Axe 3	Axe 4	Axe 5
Abala	4	2	4	2	5
Abalak	4	2	5	2	5
Aberbissinat	4	2	4	2	5
Adjiekoria	3	2	5	2	4
Affala	4	2	5	2	5
Agadez	4	2	5	2	5
Aguié	3	2	5	2	4
Akoubounou	4	2	5	2	5
Al Hassane Maireyrey	3	2	5	2	4
Alakoss	3	2	4	2	4
Albarkaram	3	2	4	2	4
Allakeye	4	2	5	2	5
Allela	4	2	5	2	5
Anam	4	2	5	2	5
Anzourou	4	2	5	2	5
Arlit	4	2	4	2	5
Attantane	3	2	5	2	4
Ayérou	4	2	4	2	5
Azagor	3	2	5	2	4
Azarori	4	2	5	2	5
Azeze	4	2	5	2	5
Baban Kitami	4	2	5	2	5
Badagichiri	4	2	6	2	5
Bader Goula	3	2	5	2	4
Bagaroua	4	2	4	2	5
Bambaye	4	2	5	2	5
Bana	3	2	4	2	4
Bandé	3	2	4	2	4
Bangui	4	2	5	2	5
Banibangou	4	2	5	2	5
Bankilaré	4	2	4	2	5
Baoudeta	3	2	5	2	4
Barmou	4	2	5	2	5
Bazaga	4	2	5	2	5
Bengou	3	2	4	2	4
Bermo	3	2	5	2	4
Bibiyergou	4	2	5	2	5
Bilma	4	2	5	2	5
Birni Lallé	3	2	5	2	4
Birni N'konni	4	2	5	2	5
Bitinkodji	4	2	4	2	5
Boboye	3	2	4	2	4
Bosso	3	2	5	2	4
Boune	3	2	4	2	4
Bouza	4	2	5	2	5
Chadakori	3	2	5	2	4
Chétimari	3	2	5	2	4
Dabaga	4	2	5	2	5
Dakoro	3	2	5	2	4
Dakoussa	3	2	4	2	4
Damagaram Takaya	3	2	4	2	4
Dan Barto	3	2	4	2	4
Dan Goulbi	3	2	5	2	4
Dan Issa	3	2	5	2	4
Dan Kassari	3	2	4	2	4
Dannet	4	2	4	2	5
Dantchandou	4	2	4	2	5
Dantchio	3	2	4	2	4

Commune	Axe 1	Axe 2	Axe 3	Axe 4	Axe 5
Daouché	3	2	4	2	4
Dargol	4	2	5	2	5
Deoule	4	2	5	2	5
Dessa	4	2	5	2	5
Diagourou	4	2	5	2	5
Diffa	3	2	4	2	4
Dingazi	4	2	5	2	5
Dioundou	3	2	4	2	4
Dirkou	4	2	5	2	5
Djado	4	2	5	2	5
Djirataoua	3	2	5	2	4
Dogo	3	2	4	2	4
Dogo-Dogo	3	2	4	2	4
Dogon Doutchi	4	2	4	2	4
Dogon-Kiria	3	2	4	2	4
Dogueraoua	4	2	4	2	5
Dosso	3	2	4	2	4
Douméga	3	2	4	2	4
Doungou	3	2	4	2	4
Droum	3	2	4	2	4
Dungass	3	2	5	2	4
Fabidji	3	2	5	2	4
Fachi	4	2	5	2	5
Fakara	3	2	4	2	4
Falanko	3	2	4	2	4
Falmèye	3	2	4	2	4
Falwey	3	2	4	2	4
Farrey	3	2	4	2	4
Filingué	4	2	6	2	5
Foulatari	3	2	4	2	4
Gabi	3	2	5	2	4
Gadabedji	3	2	5	2	4
Gaffati	3	2	5	2	4
Galma Koudawatché	4	2	5	2	5
Gamou	3	2	4	2	4
Gangara 1	3	2	5	2	4
Gangara 2	3	2	4	2	4
Garagoumsa	3	2	4	2	4
Garankedey	3	2	4	2	4
Garhanga	4	2	5	2	5
Gaya	3	2	4	2	4
Gazaoua	3	2	5	2	4
Golle	3	2	4	2	4
Goroual	4	2	5	2	5
Gorouban-Kassam	3	2	4	2	4
Gothèye	4	2	4	2	5
Gouchi	3	2	4	2	4
Goudoumaria	3	2	5	2	4
Gougaram	4	2	5	2	5
Gouna	3	2	4	2	4
Gouré	3	2	4	2	4
Guécheme	3	2	5	2	4
Gueskérou	3	2	4	2	4
Guidan Sori	3	2	5	2	4
Guidan-Amoumoune	3	2	5	2	4
Guidan-Roundji	3	2	5	2	4
Guidiguir	3	2	4	2	4
Guidimouni	3	2	4	2	4
Guilladjé	3	2	4	2	4
Hamdallaye	4	2	4	2	5
Hamdara	3	2	4	2	4
Harikanassou	3	2	4	2	4

Commune	Axe 1	Axe 2	Axe 3	Axe 4	Axe 5
Hawandawaki	3	2	5	2	4
Ibohamane	4	2	5	2	5
Ichirnawa	3	2	4	2	4
Iférouane	4	2	4	2	5
Illéla	4	2	5	2	5
Imanan	4	2	5	2	5
Inates	4	2	4	2	5
Inatess	4	2	5	2	5
Ingall	4	2	4	2	5
Issawane	3	2	5	2	4
Kagna Wame	3	2	4	2	4
Kalfou	4	2	6	2	5
Kanambakache	3	2	5	2	4
Kankandi	3	2	4	2	4
Kantché	3	2	4	2	4
Kao	4	2	4	2	5
Karafane	4	2	5	2	5
Karakara	3	2	4	2	4
Kargui-Bangou	3	2	4	2	4
Karma	4	2	4	2	5
Keita	4	2	5	2	5
Kéllé	3	2	4	2	4
Kieche	3	2	5	2	4
Kiota	3	2	4	2	4
Kirtachi	4	2	4	2	5
Kokorou	4	2	5	2	5
Koléram	3	2	4	2	4
Kollo	4	2	4	2	5
Konaka	3	2	5	2	4
Koona	3	2	5	2	4
Korahane	3	2	5	2	4
Koré-Mairoua	3	2	4	2	4
Korgom	3	2	5	2	4
Koufeye Centre	4	2	5	2	5
Kouré	4	2	4	2	5
Kourni	3	2	4	2	4
Kourteye	4	2	5	2	5
Koygolo	3	2	4	2	4
Kwaya	3	2	4	2	4
Liboré	4	2	4	2	5
Loga	4	2	4	2	4
Madaoua	4	2	5	2	5
Madarounfa	3	2	5	2	4
Magaria	3	2	4	2	4
Maijirgui	3	2	5	2	4
Mainé-Soroa	3	2	5	2	4
Maiyara	3	2	5	2	4
Makolondi	4	2	4	2	5
Malbaza	4	2	4	2	5
Mallaoua	3	2	5	2	4
Matameye	3	2	4	2	4
Matankari	4	2	4	2	4
Mayahi	3	2	5	2	4
Mazamni	3	2	4	2	4
Méhana	4	2	5	2	5
Mirriah	3	2	4	2	4
Moa	3	2	4	2	4
Mokko	3	2	4	2	4
Namaro	4	2	4	2	5
N'Dounga	4	2	4	2	5
N'Gonga	3	2	4	2	4
N'Gourt	3	2	5	2	4

Commune	Axe 1	Axe 2	Axe 3	Axe 4	Axe 5
N'Guelbeyli	3	2	5	2	4
N'guigmi	3	2	5	2	4
Ouacha	3	2	4	2	4
Ouallam	4	2	5	2	5
Oullelewa	3	2	4	2	4
Oorafane	3	2	5	2	4
Ourno	4	2	5	2	5
Ouro Gueladjo	4	2	4	2	5
Roumbou	3	2	5	2	4
Sabon Guida	4	2	5	2	5
Sabon-Machi	3	2	5	2	4
Sae Saboua	3	2	5	2	4
Safo	3	2	5	2	4
Sakadamna	3	2	4	2	4
Sakoira	4	2	5	2	5
Sambéra	3	2	4	2	4
Sanam	4	2	4	2	5
Sarkin Haoussa	3	2	5	2	4
Sasoumbroum	3	2	4	2	4
Say	4	2	4	2	5
Serkin Yamma	3	2	5	2	4
Simiri	4	2	5	2	5
Sinder	4	2	5	2	5
Sokorbé	3	2	4	2	4
Soli Tagriss	3	2	5	2	4
Soucoucoutane	3	2	4	2	4
Tabalak	4	2	5	2	5
Tabelot	4	2	7	2	5
Tabotaki	4	2	6	2	5
Tagazar	4	2	4	2	5
Tajae	4	2	5	2	5
Takanamatt	4	2	6	2	5
Tama	4	2	5	2	5
Tamaské	4	2	5	2	5
Tamaya	4	2	5	2	5
Tamou	4	2	4	2	5
Tanda	3	2	4	2	4
Tanout	3	2	4	2	4
Tarka	3	2	4	2	4
Tassara	4	2	5	2	5
Tchadoua	3	2	5	2	4
Tchaké	3	2	5	2	4
Tchintabaraden	4	2	5	2	5
Tchirozérine	4	2	6	2	5
Tebaram	4	2	6	2	5
Tenhia	3	2	4	2	4
Téra	4	2	5	2	5
Tesker	3	2	4	2	4
Tessa	3	2	4	2	4
Tessaoua	3	2	5	2	4
Tibiri	3	2	4	2	4
Tibiri2	3	2	5	2	4
Tillabéri	4	2	5	2	5
Tillia	4	2	4	2	5
Timia	4	2	4	2	5
Tirmini	3	2	4	2	4
Tombo-Koarey	3	2	4	2	4
Tondikandia	4	2	5	2	5
Tondikiwindi	4	2	5	2	5
Torodi	4	2	4	2	5
Toumour	3	2	4	2	4
Tounouga	3	2	4	2	4

Commune	Axe 1	Axe 2	Axe 3	Axe 4	Axe 5
Tsaouni	3	2	4	2	4
Tsernaoua	4	2	5	2	5
Ville de Maradi	3	2	5	2	4
Ville de Niamey	3	2	4	2	4
Ville de Tahoua	4	2	5	2	5
Ville de Zinder	3	2	4	2	4
Yaouri	3	2	4	2	4
Yékoua	3	2	4	2	4
Yelou	3	2	4	2	4
Youri	4	2	4	2	5
Zabori	3	2	4	2	4
Zermou	3	2	5	2	4

Annexe 5. Répartition des types interventions : PIP par Commune

Communes	PIP 1	PIP 2	PIP 3	PIP 4	PIP 5	PIP 6	PIP 7	PIP 8	PIP 9	PIP 10
Abala	2	1	1	1	3	1	4	3	2	7
Abalak	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Aberbissinat	2	1	1	1	3	1	4	4	2	7
Adjiekoria	3	1	1	1	3	1	4	4	2	7
Affala	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Agadez	3	2	1	1	3	1	4	4	2	7
Aguié	3	1	1	1	3	1	4	4	2	7
Akoubounou	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Al Hassane Maireyrey	3	1	1	1	3	1	4	4	2	7
Alakoss	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6
Albarkaram	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6
Allakeye	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Allela	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Anam	2	1	1	1	3	1	4	3	2	7
Anzourou	2	1	1	1	3	1	4	3	2	7
Arlit	3	2	1	1	3	1	4	4	2	7
Attantane	3	1	1	1	3	1	4	4	2	7
Ayérou	2	1	1	1	3	1	4	3	2	7
Azagor	3	1	1	1	3	1	4	4	2	7
Azarori	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Azeze	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Baban Kitami	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Badagichiri	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Bader Goula	3	1	1	1	3	1	4	4	2	7
Bagaroua	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Bambaye	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Bana	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Bandé	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6
Bangui	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Banibangou	2	1	1	1	3	1	4	3	2	7
Bankilaré	2	1	1	1	3	1	4	3	2	7
Baoudeta	3	1	1	1	3	1	4	4	2	7
Barmou	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Bazaga	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Bengou	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Bermo	3	1	1	1	3	1	4	4	2	7
Bibiyergou	2	1	1	1	3	1	4	3	2	7
Bilma	2	1	1	1	3	1	4	4	2	7

Communes	PIP 1	PIP 2	PIP 3	PIP 4	PIP 5	PIP 6	PIP 7	PIP 8	PIP 9	PIP 10
Birni Lallé	3	1	1	1	3	1	4	4	2	7
Birni N'konni	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Bitinkodji	2	1	1	1	3	1	4	3	2	7
Boboye	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Bosso	2	1	1	1	3	1	4	4	2	7
Boune	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6
Bouza	3	2	1	1	3	1	4	4	2	7
Chadakori	3	1	1	1	3	1	4	4	2	7
Chétimari	2	1	1	1	3	1	4	4	2	7
Dabaga	3	2	1	1	3	1	4	4	2	7
Dakoro	3	1	1	1	3	1	4	4	2	7
Dakoussa	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6
Damagaram Takaya	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6
Dan Barto	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6
Dan Goulbi	3	1	1	1	3	1	4	4	2	7
Dan Issa	3	1	1	1	3	1	4	4	2	7
Dan Kassari	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Dannet	3	2	1	1	3	1	4	4	2	7
Dantchandou	2	1	1	1	3	1	4	3	2	7
Dantchio	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6
Daouché	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6
Dargol	2	1	1	1	3	1	4	3	2	7
Deoule	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Dessa	2	1	1	1	3	1	4	3	2	7
Diagourou	2	1	1	1	3	1	4	3	2	7
Diffa	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6
Dingazi	2	1	1	1	3	1	4	3	2	7
Dioundou	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Dirkou	3	2	1	1	3	1	4	4	2	7
Djado	3	2	1	1	3	1	4	4	2	7
Djirataoua	3	1	1	1	3	1	4	4	2	7
Dogo	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6
Dogo-Dogo	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6
Dogon Doutchi	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Dogon-Kiria	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Dogueraoua	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Dosso	3	2	1	1	3	1	4	4	2	7
Douméga	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Doungou	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6
Droum	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6

Communes	PIP 1	PIP 2	PIP 3	PIP 4	PIP 5	PIP 6	PIP 7	PIP 8	PIP 9	PIP 10
Dungass	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6
Fabidji	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Fachi	3	2	1	1	3	1	4	4	2	7
Fakara	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Falanko	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6
Falmèye	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Falwey	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Farrey	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Filingué	2	1	1	1	3	1	4	3	2	7
Foulatari	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6
Gabi	3	1	1	1	3	1	4	4	2	7
Gadabedji	3	1	1	1	3	1	4	4	2	7
Gaffati	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6
Galma Koudawatché	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Gamou	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6
Gangara 1	3	2	1	1	3	1	4	4	2	7
Gangara 2	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6
Garagoumsa	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6
Garankedey	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Garhanga	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Gaya	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Gazaoua	3	1	1	1	3	1	4	4	2	7
Golle	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Goroual	2	1	1	1	3	1	4	3	2	7
Gorouban-Kassam	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Gothèye	2	1	1	1	3	1	4	3	2	7
Gouchi	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6
Goudoumaria	2	1	1	1	3	1	4	4	2	7
Gougaram	3	2	1	1	3	1	4	5	2	7
Gouna	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6
Gouré	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6
Guécheme	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Gueskérou	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6
Guidan Sori	3	1	1	1	3	1	4	4	2	7
Guidan-Amoumoune	3	1	1	1	3	1	4	4	2	7
Guidan-Roumdji	3	1	1	1	3	1	4	4	2	7
Guidiguir	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6
Guidimouni	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6
Guilladjé	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Hamdallaye	2	1	1	1	3	1	4	3	2	7

Communes	PIP 1	PIP 2	PIP 3	PIP 4	PIP 5	PIP 6	PIP 7	PIP 8	PIP 9	PIP 10
Hamdara	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6
Harikanassou	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Hawandawaki	3	1	1	1	3	1	4	4	2	7
Ibohamane	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Ichirnawa	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6
Iférouane	2	1	1	1	3	1	4	4	2	7
Illéla	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Imanan	2	1	1	1	3	1	4	3	2	7
Inates	2	1	1	1	3	1	4	3	2	7
Inatess	2	1	1	1	3	1	4	3	2	7
Ingall	2	1	1	1	3	1	4	4	2	7
Issawane	3	1	1	1	3	1	4	4	2	7
Kabelewa	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6
Kagna Wame	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6
Kalfou	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Kanambakache	3	1	1	1	3	1	4	4	2	7
Kankandi	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Kantché	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6
Kao	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Karafane	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Karakara	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Kargui-Bangou	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Karma	2	1	1	1	3	1	4	3	2	7
Keita	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Kéllé	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6
Kieche	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Kiota	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Kirtachi	2	1	1	1	3	1	4	3	2	7
Kokorou	2	1	1	1	3	1	4	3	2	7
Koléram	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6
Kollo	2	1	1	1	3	1	4	3	2	7
Konaka	3	1	1	1	3	1	4	4	2	7
Koona	3	1	1	1	3	1	4	4	2	7
Korahane	3	1	1	1	3	1	4	4	2	7
Koré-Mairoua	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Korgom	3	1	1	1	3	1	4	4	2	7
Koufeye Centre	2	1	1	1	3	1	4	3	2	7
Kouré	2	1	1	1	3	1	4	3	2	7
Kourni	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6
Kourteye	2	1	1	1	3	1	4	3	2	7

Communes	PIP 1	PIP 2	PIP 3	PIP 4	PIP 5	PIP 6	PIP 7	PIP 8	PIP 9	PIP 10
Koygolo	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Kwaya	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6
Liboré	2	1	1	1	3	1	4	3	2	7
Loga	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Madaoua	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Madarounfa	3	1	1	1	3	1	4	4	2	7
Magaria	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6
Maijirgui	3	1	1	1	3	1	4	4	2	7
Mainé-Soroa	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6
Maiyara	3	1	1	1	3	1	4	4	2	7
Makolondi	2	1	1	1	3	1	4	3	2	7
Malbaza	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Mallaoua	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6
Matameye	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6
Matankari	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Mayahi	3	1	1	1	3	1	4	4	2	7
Mazamni	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6
Méhana	2	1	1	1	3	1	4	3	2	7
Mirriah	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6
Moa	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6
Mokko	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Namaro	2	1	1	1	3	1	4	3	2	7
N'Dounga	2	1	1	1	3	1	4	3	2	7
N'Gonga	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
N'Gourti	2	1	1	1	3	1	4	3	2	7
N'Guelbeyli	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6
N'guigmi	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6
Ouacha	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6
Ouallam	2	1	1	1	3	1	4	3	2	7
Oullelewa	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6
Ourafane	3	1	1	1	3	1	4	4	2	7
Ourno	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Ouro Gueladjo	2	1	1	1	3	1	4	3	2	7
Roumbou	3	1	1	1	3	1	4	4	2	7
Sabon Guida	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Sabon-Machi	3	1	1	1	3	1	4	4	2	7
Sae Saboua	3	1	1	1	3	1	4	4	2	7
Safo	3	1	1	1	3	1	4	4	2	7
Sakadamna	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Sakoira	2	1	1	1	3	1	4	3	2	7

Communes	PIP 1	PIP 2	PIP 3	PIP 4	PIP 5	PIP 6	PIP 7	PIP 8	PIP 9	PIP 10
Sambera	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Sanam	2	1	1	1	3	1	4	3	2	7
Sarkin Haoussa	3	1	1	1	3	1	4	4	2	7
Sasoumbroum	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6
Say	2	1	1	1	3	1	4	3	2	7
Serkin Yamma	3	1	1	1	3	1	4	4	2	7
Simiri	2	1	1	1	3	1	4	3	2	7
Sinder	2	1	1	1	3	1	4	3	2	7
Sokorbé	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Soli Tagriss	3	1	1	1	3	1	4	4	2	7
Soucoucoutane	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Tabalak	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Tabelot	3	2	1	1	3	1	4	5	2	7
Tabotaki	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Tagazar	2	1	1	1	3	1	4	3	2	7
Tajae	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Takanamatt	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Tama	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Tamaské	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Tamaya	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Tamou	2	1	1	1	3	1	4	3	2	7
Tanda	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Tanout	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6
Tarka	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6
Tassara	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Tchadoua	3	1	1	1	3	1	4	4	2	7
Tchintabaraden	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Tchirozérine	3	2	1	1	3	1	4	4	2	7
Tebaram	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Tenhia	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6
Téra	2	1	1	1	3	1	4	3	2	7
Tesker	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6
Tessa	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Tessaoua	3	1	1	1	3	1	4	4	2	7
Tibiri	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Tibiri 2	3	1	1	1	3	1	4	4	2	7
Tillabéri	2	1	1	1	3	1	4	3	2	7
Tillia	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Timia	2	1	1	1	3	1	4	4	2	7
Tirmini	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6

Communes	PIP 1	PIP 2	PIP 3	PIP 4	PIP 5	PIP 6	PIP 7	PIP 8	PIP 9	PIP 10
Tombo-Koarey	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Tondikandia	2	1	1	1	3	1	4	3	2	7
Tondikiwindi	2	1	1	1	3	1	4	3	2	7
Torodi	2	1	1	1	3	1	4	3	2	7
Toumour	2	1	1	1	3	1	4	3	2	7
Tounouga	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Tsaouni	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6
Tsernaoua	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Ville de Maradi	3	1	1	1	3	1	4	4	2	7
Ville de Niamey	2	1	1	1	3	1	4	5	2	7
Ville de Tahoua	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Ville de Zinder	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6
Yaouri	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6
Yékoua	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6
Yelou	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Youri	2	1	1	1	3	1	4	3	2	7
Zabori	3	2	1	1	3	1	4	3	2	7
Zermou	2	1	1	1	3	1	4	3	2	6

Annexe 6. Répartition des types interventions : Partenaires par Commune

Commune	AFD	Afrique du Sud	AREVA	BAD	BADEA	BICD	BID	BM	BOAD	Brésil	Communautés	Coop. Danoise	Coop. Japonaise	Coop. Lux	CR Quatari	CTB	ECHO	Espagne	Etat	FAD
Abala					1		1	3			2		2	1		1	1	1	24	2
Abalak				1				3			3		3	1		1		1	25	1
Aberbissinat								1			3		2	1		1		1	22	1
Adjiekoria								2			2		3	1		1		1	24	1
Affala					1		1	3			3		3	1	1	1		2	26	1
Agadez							1	2			2		2	1	1	1		1	22	1
Aguié								2			3		3	1		1		1	25	1
Akoubounou								3			3		3	1		1		1	24	1
Al Hassane Maireyrey								2			2		3	1		1		1	24	1
Alakoss								2			2		2	1		1		1	22	1
Albarkaram					1			2			3		2	1		1		2	23	1
Allakeye								3			2		3	1		1		1	24	1
Allela								3			2		3	1		1		1	24	1
Anam					1		1	2			2		2	1		1		1	25	2
Anzourou					1		1	3			2		2	1		1	1	1	24	2
Arlit								2			3		2	1		1		1	21	1
Attantane								2			2		3	1		1		1	24	1
Ayérou					2	1	2	3	1		2		2	1		1	1	1	25	3
Azagor					1			2			2		3	1		1		1	25	1
Azarori					1			3			3		3	1		1		3	26	1
Azeze								3			3		3	1		1		1	24	1
Baban Kitami								3			2		3	1		1		1	24	1
Badagichiri	1				1		1	3			3		3	1	1	1		2	29	2
Bader Goula								2			2		3	1		1		1	24	1
Bagaroua								3			2		3	1		1		2	25	1
Bambaye								3			2		3	1		1		1	24	1
Bana					2	1	2	2	1		2		2	2		1		1	27	3
Bandé		1			1		1	2			4	1	2	1	1	1		3	25	1
Bangui								3			2		3	1		1		1	24	1
Banibangou					1		1	3			3		2	1		1	1	1	25	3
Bankilaré					2	1	2	3	1		2		2	1		1	1	1	25	3
Baoudeta								2			2		3	1		1		1	24	1
barmou								3			3		3	1		1		1	25	2
Bazaga								3			2		3	1		1		2	25	1
Bengou					2	1	2	2	1		2		2	2		1		1	27	3
Bermo					1			2			2		3	1		1		1	25	1
Bibiyergou					1		1	3			2		2	1		1	1	1	24	2
Bilma								2			2		2	1		1		1	21	1
Birni Lallé					1			2			2		3	1		1		1	25	1
Birni N'Konni							1	3			2		3	1	1	1		1	25	1
Bitinkodji					2	1	2	2	1		2		2	1		1		1	26	3

Commune	AFD	Afrique du Sud	AREVA	BAD	BADEA	BICD	BID	BM	BOAD	Brésil	Communautés	Coop. Danoise	Coop. Japonaise	Coop. Lux	CR Quatari	CTB	ECHO	Espagne	Etat	FAD
boboye					2	1	3	2	1		2		2	2	1	1		1	28	3
Bosso								1			2	1	2	1		1		1	23	1
Boune							1	2			2	1	2	1	1	1		1	23	1
Bouza								3			2		3	1		1		1	25	1
Chadakori					1			2		1	4		3	1		1		2	27	1
Chétimari							1	1			3	1	2	1	1	1		1	25	1
Dabaga			1					2			3		2	1		1		1	22	1
Dakoro					2			2			4		3	1		1		2	29	1
Dakoussa								2			2		2	1		1		1	22	1
Damagaram Takaya					1		1	2			3		2	1	1	1		2	24	1
Dan Barto								2			2		2	1		1		1	22	1
Dan Goulbi					2			2			4		3	1		1		2	27	1
Dan Issa							1	2			2		3	1	1	1		1	25	1
Dan Kassari					2		1	2			2		2	2		1		1	27	2
Dannet								2			3		2	1		1		1	21	1
Dantchandou					2	1	2	2	1		2		2	1		1		1	27	3
Dantchio											2		2	1		1		1	22	1
Daouché								2			2		2	1		1		1	22	1
Dargol					2		2	3			2		2	1	1	1	1	1	29	3
Deoule								3			2		3	1		1		1	24	1
Dessa					2	1	2	3	1		2		2	1		1	1	1	25	3
Diagourou					2	1	2	3	1		2		2	1		1	1	1	26	3
Diffa							1	1			2	1	2	1	1	1		1	24	1
Dingazi				1	1		1	2			3		2	1		1		1	26	2
Dioundou					1		2	2			2		2	2	1	1		1	27	2
Dirkou								2			2		2	1		1		1	21	1
Djado								2			2		2	1		1		1	21	1
Djirataoua							1	2			4		3	1	1	1		1	27	1
Dogo					1		1	2			3		2	1	1	1		2	24	1
Dogo-dogo								2			2		2	1		1		1	22	1
Dogon Doutchi					1		1	2			2		2	2		1		1	26	2
Dogon-Kiria					1		2	2			2		2	2	1	1		1	27	2
Dogueraoua								3	1		2		3	1		1		1	25	1
Dosso					1		1	2			2		2	2		1		1	26	2
Doumèga					1		1	2			2		2	2		1		1	26	2
Doungou							1	2			2	1	2	1	1	1		2	24	1
Droum					1			2			3		2	1		1		2	23	1
Dungass					1			2			3		2	1		1		2	25	2
Fabidji					2	1	2	2	1		2		2	1		1		1	28	4
Fachi								2			2		2	1		1		1	21	1
Fakara					2	1	2	2	1		2		2	1		1		1	26	3
Falanko								2			2		2	1		1		1	22	1
Falmèye					1		1	2			2		2	2		1		1	26	2
Falwey					1		1	2			2		2	2		1		1	26	2
Farrey					1		1	2			2		2	2		1		1	26	2

Commune	AFD	Afrique du Sud	AREVA	BAD	BADEA	BICD	BID	BM	BOAD	Brésil	Communautés	Coop. Danoise	Coop. Japonaise	Coop. Lux	CR Quatari	CTB	ECHO	Espagne	Etat	FAD
Filingué					1		1	2			2		2	1		1		1	27	3
Foulatari							1	1			2		2	1	1	1		1	23	1
Gabi							1	2			2		3	1	1	1		2	26	1
Gadabedji					1			2			3		3	1		1		1	26	1
Gaffati		1			1			2			4		2	1		1		3	26	2
Galma Koudawatché								3			2		3	1		1		1	24	1
Gamou								2			2		2	1		1		1	22	1
Gangara								2			3		3	1		1		1	25	1
Gangara2		1			1			2			4		2	1		1		3	24	1
Garagoumsa								2			2		2	1		1		1	22	1
Garankedey					1		1	2			2		2	2		1		1	26	2
Garhanga		1						3			3		3	1		1		3	26	1
Gaya					2	1	3	2	1		2		2	2	1	1		2	29	4
Gazaoua								2			4		3	1		1		2	27	1
Golle					1		1	2			2		2	2		1		1	26	2
Goroual					3	1	3	3	1		2		2	1	1	1	1	1	28	3
Gorouban-Kassam					1		1	2			2		2	2		1		1	26	2
Gothèye					1		2	3			2		2	1	1	1	1	1	25	2
Gouchi					1		1	2			3		2	1	1	1		3	25	1
Goudoumaria							1	1			2	1	2	1	1	1		1	24	1
Gougaram								2			3		2	1		1		1	23	1
Gouna								2			2	1	2	1		1		1	22	1
Gouré							1	2			2	1	2	1	1	1		1	24	1
Guécheme					1		1	2			2		2	2		1		1	28	3
Gueskéro							1	1			2	1	2	1	1	1		1	23	1
Guidan Sori					1			2			4		3	1		1		3	27	1
Guidan-Amoumoune								2			2		3	1		1		1	24	1
Guidan-Roundji					1		1	2			4		3	1	1	1		3	28	1
Guidiguir							1	2			2		2	1	1	1		2	24	1
Guidimouni							1	2			2		2	1	1	1		2	24	1
Guilladjé					1		1	2			2		2	2		1		1	26	2
Hamdallaye					2	1	2	2	1		2		2	1		1		1	26	3
Hamdara								2			2		2	1		1		1	22	1
Harikanassou					3	1	3	2	1		2		2	1	1	1		1	28	3
Hawandawaki								2			2		3	1		1		1	24	1
Ibohamane								3	1		2		3	1		1		1	25	1
Ichirnawa								2			2		2	1		1		1	22	1
Iférouane								1			3		2	1		1		1	22	1
Illéla				1			1	3			2		3	1	1	1		2	27	1
Imanan					1		1	2			3		2	1		1		1	26	2
Inates					1		1	3			2		2	1		1	1	1	24	2
Inatess					1		1	3			2		2	1		1	1	1	24	2
Ingall			1				1	1			3		2	1	1	1		1	23	1
Issawane								2			2		3	1		1		1	24	1
Kabelewa								1			2		2	1		1		1	22	1

Commune	AFD	Afrique du Sud	AREVA	BAD	BADEA	BICD	BID	BM	BOAD	Brésil	Communautés	Coop. Danoise	Coop. Japonaise	Coop. Lux	CR Quatari	CTB	ECHO	Espagne	Etat	FAD
Kagna Wame								2			2		2	1		1		1	22	1
Kalfou					1		1	3			4		3	1	1	1		2	26	1
Kanambakache								2			2		3	1		1		1	24	1
Kankandi					2	1	2	2	1		2		2	2		1		1	27	3
Kantché					1		1	2			3		2	1	1	1		3	25	1
KAO				1				3			3		3	1		1		1	26	1
Karafane		1					1	3			3		3	1	1	1		3	27	1
Karakara					1		2	2			2		2	2	1	1		1	27	2
Kargui-Bangou					1		1	2			2		2	2		1		1	26	2
Karma					2	1	2	2	1		2		2	1		1		1	27	3
Keita								3			2		3	1		1		1	24	1
Kéllé					1			2			3		2	1		1		2	23	1
Kieche					1		1	2			2		2	2		1		1	28	3
Kiota					2	1	2	2	1		2		2	2		1		1	27	3
Kirtachi					2	1	3	2	1		2		2	1	1	1		1	27	3
Kokorou					1		1	3			2		2	1		1	1	1	24	2
Koléram					1			2			3		2	1				2	23	1
Kollo					2	1	2	2	1		2		2	1		1		2	27	3
konaka					1			2		1	2		3	1		1		1	26	1
Koona					1			2			3		3	1		1		2	25	1
Korahane								2			2		3	1		1		1	24	1
Koré-mairoua					1		1	2			2		2	2		1		1	26	2
Korgom								2			2		3	1		1		1	24	1
Koufeye Centre					1		1	2			2		2	1		1		1	25	2
Kouré					2	1	3	2	1		2		2	1	1	1		1	28	3
Kourni								2			2		2	1		1		1	22	1
Kourtaye					1		1	3			2		2	1		1	1	1	25	2
Koygolo					3	1	3	2	1		2		2	1	1	1		1	28	3
Kwaya							1	2			2	1	2	1	1	1		1	23	1
Liboré					2	1	3	2	1		2		2	1	1	1		1	28	3
Loga				2	1		1	2			2		2	2		1		1	30	2
Madaoua								3			3		3	1		1		2	26	1
Madarounfa					1		1	2			3		3	1	1	1		3	27	1
Magaria					1			2			3		2	1		1		3	24	1
Maijirgui								2			3		3	1		1		1	25	1
Mainé-soroua							1	1			2	1	2	1	1	1		1	24	1
Maiyara								2		1	3		3	1		1		1	26	1
Makolondi					1		1	3			2		2	1		1	1	1	24	2
Malbaza					1			3			3		3	1				3	26	1
Mallaoua								2			2		2	1		1		1	24	2
Matameye								2			2	1	2	1		1		1	22	1
Matankari					1		1	2			2		2	2		1		1	26	2
mayahi								2			3		3	1		1		1	25	1
Mazamni					1			2			3		2	1		1		3	24	1
Méhana					1		1	3			2		2	1		1	1	1	24	2

Commune	AFD	Afrique du Sud	AREVA	BAD	BADEA	BICD	BID	BM	BOAD	Brésil	Communautés	Coop. Danoise	Coop. Japonaise	Coop. Lux	CR Quatari	CTB	ECHO	Espagne	Etat	FAD
Mirriah					1		1	2			3		2	1	1	1		3	25	1
Moa								2			2		2	1		1		1	22	1
Mokko					1		1	2			2		2	2		1		1	26	2
Namaro					2	1	2	2	2		2		2	1		1		1	28	3
N'Dounga					2	1	3	2	1		2		2	1	1	1		1	27	3
N'Gonga					2	1	2	2	1		2		2	1		1		1	26	3
N'Gourti								1			2		2	1		1		1	22	1
N'Guelbeyli								1			2		2	1		1		1	24	2
N'guigmi								1			2		2	1		1		1	23	1
Ouacha							1	2			2		2	1	1	1		2	24	1
Ouallam				1	1		1	2			2		2	1		1		1	26	2
Oullelewa		1						2			3		2	1		1		2	23	1
Ourafane					1			2			3		3	1		1		2	25	1
Ourno								3			2		3	1		1		1	24	1
Ouro Gueladjo					2	1	2	2	1		2		2	1		1		1	26	3
Roumbou								2			2		3	1		1		1	24	1
Sabon Guida								3			2		3	1		1		2	25	1
Sabon- Machi					1			2			3		3	1		1		1	26	1
Sae Saboua								2			4		3	1		1		1	26	1
Safo					1			2			3		3	1		1		2	25	1
Sakadamna					1		1	2			2		2	2		1		1	26	2
Sakoira					1		1	3			2		2	1		1	1	2	25	2
Sambéra					1		1	2			2		2	2		1		1	26	2
Sanam					1		1	3			2		2	1		1	1	1	24	2
Sarkin Haoussa								2			3		3	1		1		1	26	1
Sasoumbroum							1	2			2	1	2	1	1	1		1	23	1
Say					2	1	3	2	1		2		2	1	1	1		2	29	4
Serkin Yamma								2			2		3	1		1		2	25	1
Simiri				1	1		1	2			3		2	1		1		1	26	2
Sinder					1		1	3			2		2	1		1	1	1	24	2
sokorbé					1		1	2			2		2	2		1		1	26	2
Soli Tagriss								2			2		3	1		1		1	24	1
Soucoucoutane				2	1		1	2			2		2	2		1		1	28	2
Tabalak							1	3			3		3	1	1	1		2	26	1
Tabelot			1	2			1	2			3		2	1	1	1		1	29	2
Tabotaki								3			2		3	1		1		1	26	2
Tagazar				2	1		1	3			2		2	1		1	1	1	26	2
Tajae					1			3			3		3	1		1		3	26	1
Takanamatt								3			3		3	1		1		1	25	2
Tama								3			2		3	1		1		1	24	1
Tamaské								3			2		3	1		1		2	25	1
Tamaya								3			2		3	1		1		1	24	1
Tamou					2	1	2	3	1		2		2	1		1	1	1	26	3
Tanda					2	1	2	2	1		2		2	2		1		1	27	3
Tanout		1			1			2			4		2	1		1		3	25	1

Commune	AFD	Afrique du Sud	AREVA	BAD	BADEA	BICD	BID	BM	BOAD	Brésil	Communautés	Coop. Danoise	Coop. Japonaise	Coop. Lux	CR Quatari	CTB	ECHO	Espagne	Etat	FAD
Tarka					1			2			3		2	1		1		2	23	1
Tassara								3			3		3	1		1		1	24	1
Tchadoua								2			3		3	1		1		1	25	1
Tchaké					1			2			3		3	1		1		2	25	1
Tchintabaraden				1				3			3		3	1		1		1	25	1
Tchirozérine			1					2			3		2	1		1		1	25	2
tebaram								3			3		3	1		1		1	25	1
Tenhia								2			2		2	1		1		1	22	1
Téra					1		2	3			2		2	1	1	1	1	1	25	2
Tesker								2			2		2	1				1	22	1
Tessa					1		1	2			2		2	2		1		1	26	2
Tessaoua					1			2			4		3	1		1		2	26	1
Tibiri					1		1	2			2		2	2		1		1	25	1
Tibiri2					1		1	2			5		3	1	1	1		3	29	1
Tillabéri					1		2	3			2		2	1	1	1	1	2	26	3
Tillia								3			3		3	1		1		1	24	1
Timia								1			3		2	1		1		1	22	1
Tirmini								2			2		2	1		1		1	22	1
Tombo-Koarey					1		1	2			2		2	2		1		1	26	2
Tondikandia					1		1	2			2		2	1		1		1	25	2
Tondikiwindi				1	1		1	2			2		2	1		1		1	27	2
Torodi					1		2	3			2		2	1	1	1	1	1	26	2
Toumour								1			2	1	2	1		1		1	22	1
Tounouga					2	1	2	2	1		2		2	2		1		1	27	3
Tsaouni								2			2		2	1		1		1	22	1
Tsernaoua					1			3			3		3	1		1		2	25	1
Ville de Maradi							1	2			2		3	1	1	1		2	26	1
Ville de Niamey					2	1	2	1	1		2		2	1	1	1		3	28	2
Ville de Tahoua							1	3			3		3	1	1	1		2	27	2
Ville de Zinder					1			2			3	1	2	1		1		2	23	1
Yaouri								2			2		2	1		1		1	22	1
Yékoua					1		1	2			3		2	1	1	1		2	24	1
Yelou					2	1	2	2	1		2		2	2		1		1	27	3
Youri					2	1	2	2	1		2		2	1		1		1	26	3
zabori					1		1	2			2		2	2		1		1	26	2
Zermou								2			2		2	1		1		1	24	2

Commune	FAO	FBS	FED	FEM	FIDA	Fon. Bill	F. Com. Don.	FSD	GAFSP	GIZ	IDA	KFAED	KFW	OFID	PAM	PNUD	SIF	UE	UEMOA
Abala				7	1	2	1			2	5				1	3		6	4
Abalak			1	7	1	2	1			3	5		1		1	3		6	3
Aberbissinat			2	8	1	2	1			1	5		1		1	3		5	3
Adjekoria				7	1	2	1			1	5				1	2		5	3
Affala			1	7	1	2	1		1	2	5				1	3		6	3
Agadez			1	6	1	2	1			3	5				1	3		6	3
Aguié				8	2	2	1			1	5				2	2		5	3
Akoubounou			1	7	1	2	1			2	5		1		1	3		6	3
Al Hassane Maïreyrey				7	1	2	1			1	5				1	3		5	3
Alakoss				7	1	2	1			1	5				1	2		5	3
Albarkaram				7	1	2	1		1	1	5				1	2		6	3
Allakeye			1	7	2	2	1			2	5			1	1	3		6	3
Allela			1	7	1	2	1			2	5				1	3		6	3
Anam			1	7	1	2	1			1	5				1	2		5	4
Anzourou			1	7	1	2	1			2	6				1	3		6	4
Arlit			1	6	1	2	1			3	5		1		1	3		6	3
Attantane				7	1	2	1			1	5				1	3		5	3
Ayérou				7	1	2	1	1		2	6	1		1	1	3		6	4
Azagor				7	2	2	1			1	5			1	1	2		5	3
Azarori			1	7	2	2	1		1	2	5				1	3		6	3
Azeye			1	7	2	2	1			2	5		1	1	1	3		6	3
Baban Kitami			1	7	1	2	1			2	5				1	3		6	3
Badagichiri			1	7	2	2	1		1	3	5			1	1	3		7	3
Bader Goula				7	2	2	1			1	5			1	1	2		5	3
Bagaroua			1	7	2	2	1			2	5				1	3		6	3
Bambaye			1	7	1	3	1			2	5				1	3		7	3
Bana				7	1	2	1	1		1	5	1		1	1	2		5	4
Bandé				7	1	2	1		1	1	5				1	2		5	3
Bangui			1	7	1	3	1			2	5				1	3		7	3
Banibangou				7	1	2	1			2	6		1		1	3		6	4
Bankilaré				7	1	2	1	1		2	5	1		1	1	3		6	4
Baoudeta				7	1	2	1			1	5				1	3		5	3
barmou			1	7	1	2	1			2	5		1		1	3		6	3
Bazaga			1	7	2	2	1			2	5				1	3		6	3
Bengou				7	1	2	1	1		1	5	1		1	1	2		5	4
Bermo			1	8	2	2	1			1	5			1	1	3		5	3
Bibiyergou			1	7	1	2	1			2	5				1	3		6	4
Bilma			1	6	1	2	1			3	5				1	3		6	3
Birni Lallé				7	1	2	1			1	5				1	2		5	3
Birni N'Konni			2	8	2	2	1			2	5			1	1	3		6	3
Bitinkodji				7	1	2	1	1		1	5	1		1	1	2		5	4
boboye				7	1	2	1	1		1	5	1		1	1	2		5	4
Bosso				7	1	2	1			1	5				1	2	1	5	3
Boune				7	1	2	1			1	5				1	2		5	3
Bouza			1	7	1	2	1			2	5				1	3	1	6	3
Chadakori	1			8	2	3	1		1	1	5				3	2		6	3
Chétimari				8	1	2	1			1	5		1		1	3	1	5	3
Dabaga			1	6	1	2	1			3	5		1		1	3		6	3
Dakoro			1	10	3	2	1		1	1	5			1	2	3	1	5	3
Dakoussa				7	1	2	1			1	5				1	2		5	3

Commune	FAO	FBS	FED	FEM	FIDA	Fon. Bill	F. Com. Don.	FSD	GAFFSP	GIZ	IDA	KFAED	KFW	OFID	PAM	PNUD	SIF	UE	UEMOA
Damagaram Takaya				7	1	2	1		1	1	5				1	2		6	3
Dan Barto				7	1	2	1			1	5				1	2		5	3
Dan Goulbi				8	3	3	1		1	1	5			1	2	2		6	3
Dan Issa				7	1	2	1			1	5				1	3		5	3
Dan Kassari				7	1	2	1			1	5				1	2		5	4
Dannet			1	6	1	2	1			3	5		1		1	3		6	3
Dantchandou		1		7	1	2	1	1		1	5	1		1	1	2		5	4
Dantchio				7	1	3	1			1	5				1	2		6	3
Daouché				7	1	2	1			1	5				1	2		5	3
Dargol		1		7	1	2	1			2	5				1	3		7	4
Deoule			1	7	1	2	1			2	5				1	3		6	3
Dessa			1	7	1	2	1	1		2	6	1		1	1	3		6	4
Diagourou			1	7	1	2	1	1		2	5	1		1	1	3		6	4
Diffa				7	1	2	1			1	5				1	2	1	5	3
Dingazi			1	7	1	2	1			1	6		1		1	2		5	4
Dioundou				7	1	2	1			1	6				1	2		5	4
Dirkou			1	6	1	2	1			3	5				1	3		6	3
Djado			1	6	1	2	1			3	5				1	3		6	3
Djirataoua		1		8	3	2	1			1	5				2	3		5	3
Dogo				7	1	2	1		1	1	5				1	2		5	3
Dogo-dogo				7	1	2	1			1	5				1	2		5	3
Dogon Douthi				7	1	2	1			1	6				1	2		5	4
Dogon-Kiria				7	1	2	1			1	5				1	2		6	4
Dogueraoua			1	7	1	2	1			2	5				1	3		6	3
Dosso				7	1	2	1			1	5				1	2		5	4
Douméga				7	1	2	1			1	5				1	2		5	4
Doungou				7	2	2	1			1	5				1	2		6	3
Droum				7	1	2	1		1	1	5				1	2		6	3
Dungass				7	1	2	1		1	1	5				1	2		6	3
Fabidji				7	1	2	1	1		1	5	1		1	1	2		6	4
Fachi			1	6	1	2	1			3	5				1	3		6	3
Fakara				7	1	2	1	1		1	5	1		1	1	2		6	4
Falanko				7	1	2	1			1	5				1	2		5	3
Falmèye				7	1	2	1			1	5				1	2		6	4
Falwey				7	1	2	1			1	5				1	2		5	4
Farrey				7	1	2	1			1	5				1	2		6	4
Filingué			2	7	1	2	1			1	5				1	3		6	4
Foulatari				7	1	2	1			1	5				1	2		5	3
Gabi				7	2	2	1			1	5				1	3		5	3
Gadabedji				8	3	2	1			1	5			1	2	3		5	3
Gaffati				7	1	2	1		1	1	5				1	2		7	3
Galma Koudawatché			1	7	1	2	1			2	5				1	3		6	3
Gamou				7	1	2	1			1	5				1	2		5	3
Gangara		1		7	2	2	1			1	5				1	3		5	3
Gangara2			1	8	1	2	1		1	1	5				1	2		6	3
Garagoumsa				7	1	2	1			1	5				1	2		5	3
Garankedey				7	1	2	1			1	5				1	2		5	4
Garhanga			1	7	3	2	1			2	5			1	1	3		6	3
Gaya			1	7	1	2	1	1		1	5	1	1	1	1	3		5	4
Gazaoua		1		8	5	2	1			1	5			1	2	3		5	3
Golle				7	1	2	1			1	5				1	2		6	4
Goroual			1	7	1	2	1	1		2	6	1		1	1	3		6	4

Commune	FAO	FBS	FED	FEM	FIDA	Fon. Bill	F. Com. Don.	FSD	GAFSP	GIZ	IDA	KFAED	KFW	OFID	PAM	PNUD	SIF	UE	UEMOA
Gorouban-Kassam				7	1	2	1			1	5				1	2		5	4
Gothèye				7	2	2	1			2	5			1	1	3		6	4
Gouchi				7	2	2	1		1	1	5				1	2		5	3
Goudoumaria			1	9	1	2	1			1	5				1	3		5	3
Gougaram			1	7	1	2	1			3	5		1		1	4	1	6	3
Gouna				7	1	2	1			1	5				1	2		5	3
Gouré			1	9	1	2	1			1	5				1	3		5	3
Guécheme				7	1	2	1			1	6				1	2		6	4
Gueskéro				7	1	2	1			1	5				1	2		5	3
Guidan Sori				8	4	3	1		1	1	5			1	2	2		6	3
Guidan-Amoumoune				7	1	2	1			1	5				1	3		5	3
Guidan-Roundji			1	9	4	2	1		1	1	5			1	2	3		5	3
Guidiguir				7	2	2	1			1	5				1	2		5	3
Guidimouni				7	2	2	1			1	5				1	2		5	3
Guilladjé				7	1	2	1			1	5				1	2		5	4
Hamdallaye				7	1	2	1	1		1	5	1		1	1	2		5	4
Hamdara				7	1	2	1			1	5				1	2		5	3
Harikanassou				7	1	2	1	1		1	5	1		1	1	2		5	4
Hawandawaki				7	1	2	1			1	5				1	3		5	3
Ibohamane			1	7	1	2	1			2	5				1	3		6	3
Ichirnwawa				7	1	2	1			1	5				1	2		5	3
Iférouane			2	8	1	2	1			1	5		1		1	3		5	3
Illéla			1	7	3	2	1			2	5			1	1	3		6	3
Imanan	1	1	1	7	2	2	1			1	5				1	2		5	4
Inates				7	1	2	1			2	5				1	3		6	4
Inatess			1	7	1	2	1			2	5				1	3		6	4
Ingall			1	6	1	2	1			1	5		1		1	2		5	3
Issawane				7	1	2	1			1	5				1	3		5	3
Kabelewa				7	1	2	1			1	5				1	2		5	3
Kagna Wame				7	1	2	1			1	5				1	2		5	3
Kalfou			1	7	2	2	1		1	2	5		1	1	1	3		6	3
Kanambakache				7	1	3	1			1	5				1	3		6	3
Kankandi				7	1	2	1	1		1	5	1		1	1	2		6	4
Kantché				7	2	3	1		1	1	5				1	2		6	3
KAO			1	8	1	2	1			2	5		1		1	5		6	3
Karafane			1	7	3	2	1			2	5			1	1	3		6	3
Karakara				7	1	2	1			1	5				1	2		5	4
Kargui-Bangou				7	1	2	1			1	5				1	2		5	4
Karma		1		7	2	2	1	1		1	5	1		2	1	2		5	4
Keita			1	7	1	2	1			2	5				1	3		6	3
Kéllé				7	1	2	1		1	1	5				1	2		5	3
Kieche				7	1	2	1			1	5				1	2		6	4
Kiota				7	1	2	1	1		1	5	1		1	1	2		5	4
Kirtachi				7	1	2	1	1		1	5	1		1	1	2		5	4
Kokorou			1	7	1	2	1			2	6				1	3		6	4
Koléram				7	1	2	1		1	1	5				1	2		5	3
Kollo			1	7	1	2	1	1		1	5	1	1	1	1	3		5	4
konaka	1			7	1	3	1			1	5				2	2		6	3
Koona				7	1	2	1		1	1	5				1	3		5	3
Korahane				7	1	2	1			1	5				1	2		5	3
Koré-mairoua				7	1	2	1			1	5				1	2		5	4
Korgom				7	1	2	1			1	5				1	3		5	3

Commune	FAO	FBS	FED	FEM	FIDA	Fon. Bill	F. Com. Don.	FSD	GAESP	GIZ	IDA	KFAED	KFW	OFID	PAM	PNUD	SIF	UE	UEMOA
Koufeye Centre			1	7	1	2	1			1	5				1	2		5	4
Kouré		1		7	1	2	1	1		1	6	1		1	1	2		5	4
Kourni				7	1	2	1			1	5				1	2		5	3
Kourteye		1	1	7	1	2	1			2	7				1	3		6	4
Koygolo				7	1	2	1	1		1	5	1		1	1	2		6	4
Kwaya				7	1	2	1			1	5				1	2		5	3
Liboré		1		7	1	2	1	1		1	5	1		1	1	2		5	4
Loga				8	1	2	1			1	5				1	3	1	5	4
Madaoua	1	1	1	7	4	2	1			2	5			1	1	3		6	3
Madarounfa				7	3	2	1		1	1	5			1	1	3		5	3
Magaria			1	8	2	2	1		1	1	5				1	2		5	3
Maijirgui				8	2	2	1			1	5				2	3		5	3
Mainé-soroa				8	1	2	1			1	5				1	3		5	3
Maiyara	1			8	3	2	1			1	5			1	3	2		5	3
Makolondi				7	1	2	1			2	5				1	3		6	4
Malbaza			1	7	2	2	1		1	2	5				1	3		6	3
Mallaoua				7	1	2	1			1	5				1	2		6	3
Matameye				7	1	2	1			1	5				1	2		5	3
Matankari				7	1	2	1			1	6				1	2		5	4
mayahi				8	2	2	1			1	5				2	3		5	3
Mazamni				7	2	2	1		1	1	5				1	2		6	3
Méhana			1	7	1	2	1			2	5				1	3		6	4
Mirriah				7	2	2	1		1	1	5				1	2		5	3
Moa				7	1	2	1			1	5				1	2		6	3
Mokko				7	1	2	1			1	5				1	2		5	4
Namaro		1		7	2	2	1	1		1	5	1		2	1	2		5	4
N'Dounga				7	1	2	1	1		1	5	1		1	1	2		5	4
N'Gonga				7	1	2	1	1		1	5	1		1	1	2		6	4
N'Gourti			1	8	1	2	1			1	5				1	3		5	3
N'Guelbeyli				7	1	2	1			1	5				1	2		6	3
N'guigmi				7	1	2	1			1	5				1	3	1	5	3
Ouacha				7	2	2	1			1	5				1	2		5	3
Ouallam			1	7	1	2	1			1	6				1	2		5	4
Oullelewa				7	1	3	1			1	5				1	2		7	3
Ourafane				7	2	2	1		1	1	5			1	1	3		5	3
Ourno			1	7	1	3	1			2	5				1	3		7	3
Ouro Gueladjo				7	1	2	1	1		1	5	1		1	1	2		5	4
Roumbou				7	1	2	1			1	5				1	2		5	3
Sabon Guida			1	7	3	2	1			2	5			1	1	3		6	3
Sabon- Machi				8	3	2	1			1	5			1	2	2		5	3
Sae Saboua		1		8	3	2	1			1	5				2	3		5	3
Safo				7	2	2	1		1	1	5			1	1	3		5	3
Sakadamna				7	1	2	1			1	5				1	2		5	4
Sakoiria		1	1	7	1	2	1			2	6				1	3		6	4
Sambera				7	1	2	1			1	5				1	2		5	4
Sanam				7	1	2	1			2	5				1	3		6	4
Sarkin Haoussa				8	2	3	1			1	5				2	3	1	6	3
Sasoumbroum				7	1	2	1			1	5				1	2		5	3
Say		1	1	7	1	2	1	1		1	5	1	1	1	1	3		5	4
Serkin Yamma				7	2	2	1			1	5				1	3		5	3
Simiri			1	7	1	2	1			1	6		1		1	2		5	4
Sinder			1	7	1	2	1			2	5				1	3		6	4

Commune	FAO	FBS	FED	FEM	FIDA	Fon. Bill	F. Com. Don.	FSD	GAFSP	GIZ	IDA	KFAED	KFW	OFID	PAM	PNUD	SIF	UE	UEMOA
sokorbé				7	1	2	1			1	5				1	2		6	4
Soli Tagriss				7	1	2	1			1	5				1	2		5	3
Soucoucoutane				7	1	2	1			1	5				1	2		6	4
Tabalak			1	7	3	2	1			2	5		1	1	1	3		6	3
Tabelot			1	7	1	2	1			3	5		1		1	4	1	7	3
Tabotaki			1	7	1	2	1			2	5				1	3		7	3
Tagazar				7	1	2	1			2	5				1	3		6	4
Tajae			1	7	2	2	1		1	2	5				1	3		6	3
Takanamatt			1	7	2	2	1			2	5		1	1	1	3		6	3
Tama			1	7	1	2	1			2	5				1	3		6	3
Tamaské			1	7	3	2	1			2	5			1	1	3		6	3
Tamaya			1	7	2	2	1			2	5			1	1	3		6	3
Tamou				7	1	2	1	1		3	5	1		1	1	3		6	4
Tanda				7	1	2	1	1		1	5	1		1	1	2		5	4
Tanout			1	9	1	2	1		1	1	5				1	3		5	3
Tarka				7	1	3	1		1	1	5				1	2		7	3
Tassara			1	7	1	2	1			2	5		1		1	3		7	3
Tchadoua				8	2	2	1			1	5				2	2		5	3
Tchaké				7	1	2	1		1	1	5				1	3		5	3
Tchintabaraden			1	7	1	2	1			2	5		1		1	3		7	3
Tchirozérine			1	7	1	2	1			3	5		1		1	4		7	3
tebaram			1	7	1	3	1			2	5		1		1	3	1	7	3
Tenhia				7	1	2	1			1	5				1	2		6	3
Téra			1	7	1	2	1			2	6				1	3		6	4
Tesker			1	8	1	2	1			1	5				1	2		5	3
Tessa				7	1	2	1			1	5				1	2		5	4
Tessaoua				8	2	2	1		1	1	5				2	3		5	3
Tibiri				7	1	2	1			1	5				1	2		5	3
Tibiri2	1	1		8	5	2	1		1	1	5			1	2	3		5	3
Tillabéri			1	7	1	2	1			2	7		1		1	3		6	4
Tillia			1	7	1	2	1			2	5		1		1	3		6	3
Timia			1	7	1	2	1			1	5		1		1	3		5	3
Tirmini				7	1	2	1			1	5				1	2		5	3
Tombo-Koarey				7	1	2	1			1	5				1	2		5	4
Tondikandia			1	7	1	2	1			1	5				1	2		5	4
Tondikiwindi			1	8	1	2	1			1	6				1	3		5	4
Torodi		1		7	1	2	1			2	5				1	3		6	3
Toumour				7	1	2	1			1	5				1	2		5	3
Tounouga				7	1	2	1	1		1	5	1		1	1	2		5	4
Tsaouni				7	1	2	1			1	5				1	2		5	3
Tsernaoua			1	7	2	2	1		1	2	5			1	1	3		6	3
Ville de Maradi				7	2	2	1			1	5				1	3		5	3
Ville de Niamey				8	1	2	1	1		1	5	1	1	1	1	3	1	5	4
Ville de Tahoua			1	7	3	2	1			2	5		1	1	1	3		6	3
Ville de Zinder				7	1	2	1		1	1	5				1	2		6	3
Yaouri				7	1	2	1			1	5				1	2		5	3
Yékoua				7	1	2	1		1	1	5				1	2		5	3
Yelou				7	1	2	1	1		1	6	1		1	1	2		5	4
Youri				7	1	2	1	1		1	5	1		1	1	2		5	4
zabori				7	1	2	1			1	5				1	2		5	4
Zermou				7	1	2	1			1	5				1	2		6	3

Annexe 7. Nombre de projets financés par les partenaires financiers par tutelle

Bailleurs	Environnement	Présidence	Primature	Agriculture	Elevage	Routes	Nutrition	Commerce	Plan	Total
AFD	1									1
Afrique du Sud				1						1
AREVA				1						1
Australie			1							1
BAD				3					2	5
BADEA		1		3						4
Banque mondiale			1						1	2
BID		2		1	1					4
BIDC		1								1
BOAD		1		1						2
BRESIL				1						1
Communautés	1		1	9						11
Coopération Danoise		1		1						2
Coopération Japonaise			1	2						3
Coopération Luxembourgeoise				2						2
Croissant Rouge QATARI				1						1
CTB					2					2
ECHO							1			1
Espagne				6						6
Etat	7	3	7	27	4	3		3	2	56
FAD		2		1		1				4
FAO				4						4
FBS				2						2
FED	2		2							4
FEM	6		4	4						14
FIDA				8						8
Fondation Bill				2			1			3
Fonds communs des donateurs (FCD)			1							1
FSD		1								1
GAFSP				1						1
GIZ	1		1						1	3
IDA				7			1			8
KFAED		1								1
KFW			1	1						2
OFID		1		1						2
ONGs (belge et Care)			1							1
PAM				3						3
PNUD	4	2	4						1	11
SIF/BM									1	1
UE		4		2		1	1			8
UEMOA	3			1						4
Total général	25	20	25	96	7	5	4	3	8	

Annexe 8. Répartition des financements par tutelle, par bailleurs et type

	AFD	Total AFD	Afrique du Sud	Total Afrique du Sud	AREVA	Total AREVA	Australie	Total Australie	BAD		Total BAD
	Subvention		Prêt		Subvention		Subvention		Prêt	Subvention	
Agriculture			45.00	45.00	2,000.00	2,000.00			13,216.56	4,750.00	17,966.56
Commerce											
Elevage											
Environnement	7,215.53	7,215.53									
Nutrition											
Plan									6,250.00	4,750.00	11,000.00
Présidence											
Primature							166,189.07	166,189.07			
Routes											
Total général	7,215.53	7,215.53	45.00	45.00	2,000.00	2,000.00	166,189.07	166,189.07	19,466.56	9,500.00	28,966.56

	BADEA	Total BADEA	Banque mondiale		Total Banque mondiale	BID		Total BID	BIDC	Total BIDC	BOAD	Total BOAD
	Prêt		Prêt	Subvention		Prêt	Subvention		Prêt		Prêt	
Agriculture	7,750.00	7,750.00				8,105.00		8,105.00			10,000.00	10,000.00
Commerce												
Elevage						6,246.60		6,246.60				
Environnement												
Nutrition												
Plan				5,725.60	5,725.60							
Présidence	4,324.89	4,324.89				10,812.27	10,812.27	21,624.54	3,243.67	3,243.67	3,243.67	3,243.67
Primature			35,000.00		35,000.00							
Routes												
Total général	12,074.89	12,074.89	35,000.00	5,725.60	40,725.60	25,163.87	10,812.27	35,976.14	3,243.67	3,243.67	13,243.67	13,243.67

	BRESIL	Total BRESIL	Communautés	Total Communautés	Coopération Danoise	Total Danoise	Coop Japonaise	Total Japonaise	Coopération Luxembourgeoise	Total Coopération Lux
	Subvention		Bénéficiaires		Subvention		Subvention		Subvention	
Agriculture	300.00	300.00	2,847.13	2,847.13	13,200.00	13,200.00	451.56	451.56	8,381.63	8,381.63
Commerce										
Elevage										
Environnement			131.90	131.90						
Nutrition										
Plan										
Présidence					1,450.09	1,450.09				
Primature			283.16	283.16			1,500.00	1,500.00		
Routes										
Total général	300.00	300.00	3,262.19	3,262.19	14,650.09	14,650.09	1,951.56	1,951.56	8,381.63	8,381.63

	Croissant Rouge QATARI	Total Croissant Rouge QATARI	CTB	Total CTB	ECHO	Total ECHO	Espagne		Total Espagne	Etat	Total Etat
	Subvention		Subvention		Subvention		Prêt	Subvention		Ressources internes	
Agriculture	200.00	200.00					8,440.83	11,041.93	19,482.76	31,121.58	31,121.58
Commerce										41,289.40	41,289.40
Elevage			8,527.44	8,527.44						129,161.56	129,161.56
Environnement										6,620.78	6,620.78
Nutrition					812.50	812.50					
Plan										1,200.00	1,200.00
Présidence										186,679.99	186,679.99
Primature										24,888.83	24,888.83
Routes										47,275.40	47,275.40
Total général	200.00	200.00	8,527.44	8,527.44	812.50	812.50	8,440.83	11,041.93	19,482.76	468,237.53	468,237.53

	FAD		Total FAD	FAO		Total FAO	FBS	Total FBS	FED	Total FED	FEM	Total FEM	FIDA	
	Prêt	Subvention		Prêt	Subvention		Subvention		Subvention		Subvention		Prêt	Subvention
Agriculture		10,318.70	10,318.70	22.00	2,462.04	2,484.04	5,096.82	5,096.82			4,426.34	4,426.34	24,561.62	7,450.32
Commerce														
Elevage														
Environnement									1,403.93	1,403.93	10,192.96	10,192.96		
Nutrition														
Plan														
Présidence	13,930.96	13,930.96	27,861.92											
Primature									17,606.67	17,606.67	2,151.50	2,151.50		
Routes		14,004.00	14,004.00											
Total général	13,930.96	38,253.66	52,184.62	22.00	2,462.04	2,484.04	5,096.82	5,096.82	19,010.60	19,010.60	16,770.80	16,770.80	24,561.62	7,450.32

	Total FIDA	Fondation Bill	Total Fondation Bill	Fonds communs des donateurs (FCD)	Total Fonds communs des donateurs (FCD)	FSD	Total FSD	GAFSP	Total GAFSP	GIZ	Total GIZ
		Subvention		Subvention		Prêt		Subvention		Subvention	
Agriculture	32,011.94	1,132.86	1,132.86					15,678.31	15,678.31		
Commerce											
Elevage											
Environnement										765.85	765.85
Nutrition		442.13	442.13								
Plan										4,066.89	4,066.89
Présidence						8,649.85	8,649.85				
Primature				249,125.81	249,125.81					7,475.00	7,475.00
Routes											
Total général	32,011.94	1,574.98	1,574.98	249,125.81	249,125.81	8,649.85	8,649.85	15,678.31	15,678.31	12,307.74	12,307.74

	IDA		Total IDA	KFAED	Total KFAED	KFW	Total KFW	OFID	Total OFID	ONGs (belge et Care)	Total ONGs (belge et Care)
	Prêt	Subvention		Prêt		Subvention		Prêt		Subvention	
Agriculture	81,672.44		81,672.44			7,555.50	7,555.50	2,928.84	2,928.84		
Commerce											
Elevage											
Environnement											
Nutrition		347.40	347.40								
Plan											
Présidence				8,649.85	8,649.85			6,487.34	6,487.34		
Primature						19,039.34	19,039.34			708.42	708.42
Routes											
Total général	81,672.44	347.40	82,019.84	8,649.85	8,649.85	26,594.84	26,594.84	9,416.18	9,416.18	708.42	708.42

	PAM	Total PAM	PNUD	Total PNUD	SIF/BM	Total SIF/BM	UE	Total UE	UEMOA	Total UEMOA	Total général
	Subvention		Subvention		Subvention		Subvention		Subvention		
Agriculture	5,041.62	5,041.62					12,573.39	12,573.39	10.00	10.00	302,782.02
Commerce											41,289.40
Elevage											143,935.60
Environnement			1,053.91	1,053.91					2,594.78	2,594.78	29,979.64
Nutrition							6,222.50	6,222.50			7,824.53
Plan			1,203.68	1,203.68	31,500.00	31,500.00					54,696.17
Présidence			784.91	784.91			14,589.09	14,589.09			287,589.81
Primature			2,139.94	2,139.94							526,107.75
Routes							12,451.64	12,451.64			73,731.03
Total général	5,041.62	5,041.62	5,182.43	5,182.43	31,500.00	31,500.00	45,836.62	45,836.62	2,604.78	2,604.78	1,467,935.95

Annexe 9. Financement de projets par les partenaires financiers par tutelle

Bailleurs	Environnement	Présidence	Primature	Agriculture	Elevage	Routes	Nutrition	Commerce	Plan	Total
AFD	7 215,53									7 215,53
Afrique du Sud				45,00						45,00
AREVA				2 000,00						2 000,00
Australie			166 189,07							166 189,07
BAD				17 966,56					11 000,00	28 966,56
BADEA		4 324,89		7 750,00						12 074,89
Banque mondiale			35 000,00						5 725,60	40 725,60
BID		21 624,54		8 105,00	6 246,60					35 976,14
BIDC		3 243,67								3 243,67
BOAD		3 243,67		10 000,00						13 243,67
BRESIL				300,00						300,00
Communautés	131,90		283,16	2 847,13						3 262,19
Coopération Danoise		1 450,09		13 200,00						14 650,09
Coopération Japonaise			1 500,00	451,56						1 951,56
Coop Luxembourgeoise				8 381,63						8 381,63
Croissant Rouge QATARI				200,00						200,00
CTB					8 527,44					8 527,44
ECHO							812,50			812,50
Espagne				19 482,76						19 482,76
Etat	6 620,78	186 679,99	24 888,83	31 121,58	129 161,56	47 275,40		41 289,40	1 200,00	468 237,53
FAD		27 861,92		10 318,70		14 004,00				52 184,62
FAO				2 484,04						2 484,04
FBS				5 096,82						5 096,82
FED	1 403,93		17 606,67							19 010,60
FEM	10 192,96		2 151,50	4 426,34						16 770,80
FIDA				32 011,94						32 011,94
Fondation Bill				1 132,86			442,13			1 574,98
FCD			249 125,81							249 125,81
FSD		8 649,85								8 649,85
GAFSP				15 678,31						15 678,31
GIZ	765,85		7 475,00						4 066,89	12 307,74
IDA				81 672,44			347,40			82 019,84
KFAED		8 649,85								8 649,85
KFW			19 039,34	7 555,50						26 594,84
OFID		6 487,34		2 928,84						9 416,18
ONGs (belge et Care)			708,42							708,42
PAM				5 041,62						5 041,62
PNUD	1 053,91	784,91	2 139,94						1 203,68	5 182,43
SIF/BM									31 500,00	31 500,00
UE		14 589,09		12 573,39		12 451,64	6 222,50			45 836,62
UEMOA	2 594,78			10,00						2 604,78
Total	29 979,64	287 589,81	526 107,75	302 782,02	143 935,60	73 731,03	7 824,53	41 289,40	54 696,17	1 467 935,95